

# adf

AFRICA DEFENSE FORUM



## UN PANORAMA PÉRILLEUX

Les forces de sécurité s'adaptent alors que l'extrémisme se répand au Sahel

### PLUS

Le chef de la Défense du G5 Sahel fait appel à une approche mondiale

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : [ADF-MAGAZINE.COM](http://ADF-MAGAZINE.COM)

## 50

## articles

**8 Les forces de sécurité du Sahel cherchent des réponses après dix ans de violence**

Une vue d'ensemble du paysage sécuritaire de la région.

**14 Des forces sinistres observent la côte**

Les pays d'Afrique de l'Ouest se préparent alors que les extrémistes basés au Sahel cherchent à exploiter de nouveaux territoires.

**20 « La crise est multidimensionnelle, et la solution doit être globale »**

Le chef du département de la Défense du G5 Sahel fait appel à un nouveau plan Marshall pour sauver le Sahel.

**24 L'or finance le crime**

Le Sahel est devenu un terrain fertile pour les terroristes. Les petites mines d'or sont des partenaires réticents.

**30 Dans l'œil du cyclone**

Au milieu du terrorisme et des bouleversements politiques, le Burkina Faso aspire à la stabilité.

**38 Boko Haram engendre une progéniture létale**

Un groupe franchisé de l'État islamique devient la menace la plus dangereuse dans le bassin du lac Tchad.

**44 Les justiciers du Nigeria**

Attaqué par les extrémistes et les bandits, le Nigeria demande l'aide des gardes civils.

**50 Des enfants forcés au combat**

Les groupes extrémistes du Sahel profitent des conditions désespérées pour recruter des enfants soldats.

# rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

36 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

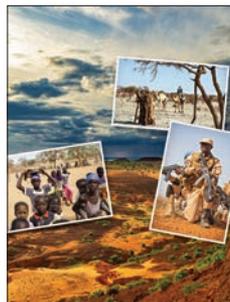
67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum  
est disponible en ligne.**

Veillez nous rendre visite sur le  
site [adf-magazine.com](http://adf-magazine.com)

62



## **SUR LA COUVERTURE :**

Comme l'illustre ce collage photo, l'insécurité au Sahel présente de multiples facettes mais le peuple de la région reste déterminé à vaincre les forces extrémistes.

PHOTOS, DANS LE SENS HORAIRE EN COMMENÇANT EN BAS À GAUCHE : REUTERS, ISTOCK ET ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Il n'existe pas de solution facile à la crise sécuritaire qui dure depuis une dizaine d'années au Sahel.

Les groupes extrémistes qui ont commencé à planter leur étendard au Mali pendant la crise politique de 2012 se sont répandus pour déstabiliser des régions du Burkina Faso et du Niger. Les attaques terroristes et les conflits armés ont tué plus de 6.200 personnes dans ces trois pays en 2020, une année qui a battu tous les records de violence dans la région

Les chefs des groupes extrémistes basés au Sahel, tout spécialement l'État islamique dans le Grand Sahara et Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin, ont désormais l'intention d'avancer au Sud vers la côte et d'infiltrer les pays tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Les forces de sécurité de la région doivent s'unir pour les arrêter.

Les facteurs qui ont conduit à cette insécurité sont variés et interconnectés. Les pays sahéliens ont des populations parmi les plus jeunes du monde et un manque d'opportunités de travail laisse les gens vulnérables face au recrutement extrémiste. Les ressources telles que l'eau et le pâturage sont limitées au Sahel. Les disputes concernant des ressources naturelles peu abondantes deviennent souvent sanglantes, ce qui permet aux terroristes de tirer profit du chaos. La région a aussi été sujette aux coups d'état, aux soulèvements et à la violence électorale au cours des dernières années. Cette instabilité politique, combinée à un manque de présence de l'État dans les zones éloignées, produit un vide sécuritaire que les groupes extrémistes peuvent combler.

Les armées nationales et les missions de sécurité internationales ont cherché à restaurer la stabilité dans la région. La Force conjointe du G5 Sahel et l'opération française Barkhane ont enregistré des gains importants, en particulier dans la région des trois frontières appelée le Liptako-Gourma, où les terroristes ont été chassés ou neutralisés. La MINUSMA, mission des Nations unies au Mali, a œuvré pour protéger les civils et préparer le terrain pour la paix dans un environnement particulièrement difficile. De nombreuses missions bilatérales et multilatérales dans la région ont démantelé l'infrastructure terroriste.

Mais le rétablissement de la paix dans une région de 4 millions de kilomètres carrés est une mission difficile qui exige plus qu'une simple force militaire. Les chefs régionaux ont fait appel à une « approche holistique » qui inclut le développement économique, la déradicalisation, la résolution alternative des conflits et les réformes politiques. Il incombe maintenant aux chefs politiques, militaires et de la société civile de s'unir derrière cette cause. Après avoir souffert tant de violence, les habitants du Sahel méritent une chance d'éprouver la paix. L'extrémisme n'a pas de racines historiquement profondes au Sahel. Son peuple fier et pacifique est prêt à embrasser l'avenir sans lui.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Des soldats nigériens patrouillent dans la ville d'Ouallam.

REUTERS



## L'insécurité au Sahel

### Volume 15, 1er trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES  
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

#### U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum  
Unit 29951  
APO-AE 09751 USA

[ADF.Editor@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.Editor@ADF-Magazine.com)

#### HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum  
Geb 3315, Zimmer 53  
Plieninger Strasse 289  
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

# « Certains défis importants restent encore à relever »



**Le général de brigade Oumarou Namata du Niger, commandant sortant de la Force conjointe du G5 Sahel,** s'est exprimé lors d'une cérémonie à Bamako (Mali) le 30 juin 2021 au moment où il transférait son commandement au général de division Oumar Bikimo du Tchad. Ses remarques prononcées en langue française ont été éditées pour les adapter au présent format.



Les forces maliennes et françaises patrouillent conjointement la région des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. REUTERS

**La** Force conjointe qui vient d'obtenir en ce mois de juillet le renouvellement de son mandat par le Comité Paix et Sécurité de l'Union africaine engage ainsi sa cinquième année avec déjà beaucoup d'avancées notoires dans son processus de maturation, notamment dans les domaines des opérations et du partenariat, nonobstant l'évolution souvent difficile de la situation sécuritaire et même si par ailleurs certains défis importants restent encore à relever.

Une avancée majeure est l'effectivité de l'harmonisation des actions et la coordination entre les différents acteurs. Cette coordination que nous recherchions à travers la systématisation codifiée dans notre plan de campagne est maintenant une directive politique. À ce jour, le niveau de coordination, d'harmonisation et d'actions conjointes entre la Force conjointe, la Force Barkhane et les armées nationales du G5 Sahel a atteint un niveau inespéré et est effectif jusqu'au plus bas niveau tactique.

Au cours des mandats trois et quatre, onze opérations majeures pouvant aller de deux semaines à six mois et pouvant engager trois cents et mille cinq cents hommes ont été réalisées, à côté des multiples opérations de routine ou d'opportunité. Les résultats ont été fort honorables en termes de dépollution de notre espace commun.

Du quatrième trimestre 2019 à ce jour, il y a eu des centaines de terroristes neutralisés et une grande quantité de

matériel saisi ou détruit. Ceci a occasionné la désorganisation d'une bonne partie de leur capacité logistique. Nous pouvons aussi citer la période allant de novembre 2020 à juin 2021, où plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées ou capturées et qui sont actuellement dans les chaînes de judiciarisation. Tout cela donne une idée du chemin parcouru en termes d'activités opérationnelles.

En même temps que les avancées dans le domaine opérationnel, des avancées dans le domaine du respect des Droits de l'homme et de la protection des civils sont aussi notoires. La mise en œuvre pratique de la Procédure opérationnelle permanente (POP) de la FC-G5S relative aux enquêtes internes et le Mécanisme d'identification, de suivi et d'analyse des dommages causés aux civils sont deux de ces avancées. Dans le cadre du respect des Droits de l'homme et du Droit international humanitaire, la Force conjointe en est largement au stade de l'appropriation.

Au moment même où ces avancées sont capitalisées, la Force conjointe continue à faire face à certains défis. La force ne dispose pas de capacité aérienne propre et il y a des lacunes dans son système de renseignement. Ces deux défis capacitaires nous ont imposé de poursuivre la collaboration avec les partenaires opérationnels.

Enfin et non des moindres, sur la question du soutien en général de la

Force conjointe, il est bon de rappeler que malgré les différents soutiens internationaux annoncés, dont les mises en place effectives sont souvent fastidieuses, les états du G5 Sahel continuent de consentir à l'interne d'importants sacrifices. Nous en voulons pour preuve la cotisation exceptionnelle pour le financement des opérations, faite par les trois pays du centre (Burkina Faso, Mali et Niger). Cotisation sans laquelle la série des opérations SAMA, qui ont permis de capitaliser des résultats notoires, n'aurait peut-être simplement pas pu se faire. Il est opportun de rappeler la nécessité de trouver le moyen de pérenniser le système de financement de la Force conjointe.

Il faut aussi rendre un hommage fort mérité à tous les personnels engagés au sein des bataillons qui ont, à force d'abnégation, gagné en assurance et efficacité, rendant possible l'ensemble des résultats opérationnels très concrets qui furent capitalisés. Je reste convaincu que ce capital humain très valable saura se mettre d'emblée aux ordres du général de division Oumar Bikimo, avec le même enthousiasme, le même professionnalisme et la même détermination, pour la poursuite de nos objectifs communs.

## LES ENFANTS CONGOLAIS ÉCHANGENT LEUR TRAVAIL DANS LES MINES CONTRE L'OPPORTUNITÉ D'ALLER À L'ÉCOLE

Certains enfants de la RDC travaillent dans les mines parce qu'ils n'ont pas le certificat de naissance requis pour s'inscrire à l'école.

AGENCE FRANCE-PRESSE | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

**D**es centaines d'enfants de Kipushi, ville minière au Sud-Est de la République démocratique du Congo (RDC), ont finalement reçu leur certificat de naissance qui leur permettra d'aller à l'école gratuitement.

Beaucoup de ces enfants ont travaillé avec leurs parents dans les mines de cobalt et de cuivre.

L'Unicef a fourni des trousseaux scolaires et a financé les travaux administratifs d'une organisation non gouvernementale locale pour obtenir des actes de naissance pour environ 500 enfants en août 2021. Les enfants doivent fournir un certificat pour s'inscrire à l'école.

Les parents doivent enregistrer leurs enfants dans un délai de 90 jours de leur naissance, déclare Patrick N'Djongo Rwamo, chef du parquet de Kipushi. Mais à cause de la négligence, de l'ignorance ou des difficultés bureaucratiques, beaucoup de parents ne le font pas. L'obtention rétroactive d'un acte de naissance est une démarche longue, complexe et chère.

« C'est difficile : plus de 98 % de nos élèves n'ont pas d'acte de naissance, déclare Mugimba Cosmas, chef de l'éducation publique dans la ville. « C'est véritablement une honte. »

Ces précieux certificats ont été remis aux parents lors d'une cérémonie dans une cour d'école à Kipushi, ville d'environ 170.000 habitants dans la province du Haut-Katanga près de la frontière zambienne. Les enfants sont parmi les 1.003 jeunes âgés de 8 à 15 ans dont les certificats sont devenus disponibles, selon les instructions de M. Rwamo.

Kabwit Yav, mère de six enfants, semblait enchantée aux côtés de son fils, un élève d'école primaire de cinq ans.

« Grâce à l'Unicef, trois de mes enfants font des études ; les autres ont déjà plus de 18 ans ; ils sont au chômage et vivent à la maison faute de moyens financiers », dit-elle.

Louis Tshota, administrateur du territoire de Kipushi, a déclaré : « Dans ma région, nous avons neuf carrières de minerai de cuivre et de cobalt où plusieurs familles, des pères et des mères essayant de survivre, exploitent les mines de façon informelle toute la journée. Les enfants travaillent dans les mines pour aider leurs parents, ce qui les empêche d'aller à l'école. » Il ajoute qu'au moins 2.017 enfants travaillent dans divers puits de mine sur son territoire.

Près de 7 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans ne vont pas à l'école en RDC, selon les statistiques des Nations unies.

Un enfant brise des roches extraites d'une mine de cobalt à Lubumbashi (RDC).



## L'ANCIENNE CAPITALE DU SÉNÉGAL COMBAT LA MONTÉE DU NIVEAU DE LA MER

AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans la ville de Saint-Louis au Nord du Sénégal, des excavatrices défoncent la plage pour poser des blocs géants de basalte, dans une tentative tardive de repousser l'avancée de la mer. Une fois le travail fini, une digue noire s'étendra sur 3,6 km le long de la côte de l'ancienne capitale du pays.

Les avertissements urgents sur les risques de montée du niveau des eaux sont déjà une triste réalité à Saint-Louis, où les résidents du bord de mer abandonnent leur maison face à l'empiètement de l'océan Atlantique.

La digue est un palliatif. Certains doutent que cette ville historique de 237.000 habitants puisse être sauvée. Saint-Louis est seulement à quelques mètres au-dessus du niveau de la mer. L'érosion côtière ronge aussi le littoral.

Beaucoup de résidents locaux ont dû se rendre dans un camp pour personnes déplacées à l'intérieur des terres parce que leur maison a été engloutie par la mer démontée, l'érosion et l'effritement du sous-sol.

L'érosion provoque le recul du littoral de 1,8 mètre par an dans la région, selon un rapport de 2019 de l'Organisation météorologique mondiale.

L'empiètement de la mer a déjà causé des dommages graves.

Des inondations en 2017 et 2018 ont fait perdre leur foyer à plus de 3.200 personnes. Environ 1.500 de celles-ci vivent aujourd'hui dans un camp pour personnes déplacées à Djougop, à l'intérieur des terres.

Le désastre a incité le Sénégal à entreprendre la construction de la digue en 2018. Celle-ci est financée en partie par la France. Le projet a une valeur de 117 millions de dollars et comporte aussi un programme de reconstruction de logements. La construction devait s'achever à la fin 2021.

Le projet exige aussi de démolir les maisons situées dans une bande de 20 mètres derrière la digue. Entre 10.000 et 15.000 personnes devront partir, déclare Mandaw Gueye, un responsable travaillant sur le projet.

Certains iront à Djougop et dans les environs, où la Banque mondiale aide à financer la construction de 600 maisons, dit-il. D'autres responsables du projet soulignent que les personnes déplacées seront indemnisées.

La digue est une mesure d'urgence à court terme : elle n'est pas conçue pour être impénétrable. Le gouvernement déclare qu'il étudie des solutions plus durables.

**Une fillette transporte de l'eau devant une section de digue construite à Saint-Louis (Sénégal) comme protection contre la montée du niveau de la mer.**

AFP/GETTY IMAGES



## Un chirurgien offre des soins de santé dans les zones rurales du Cameroun

AGENCE FRANCE-PRESSE

Pendant la semaine, le Dr Georges Bwelle, 49 ans, se spécialise dans les opérations de l'intestin à l'hôpital principal de Yaoundé, capitale du Cameroun. Mais pendant les fins de semaine, il prend la route.

Il dirige une équipe de bénévoles qui s'entassent dans un minibus et vont dans les zones reculées. La petite clinique mobile fournit des soins de santé de base aux personnes nécessiteuses.

Récemment, son organisation non gouvernementale (ONG) appelée ASCOVIME a visité la prison de Nkongsamba, à environ 350 km au Nord-Ouest de Yaoundé. Les membres de l'équipe ont examiné près de 500 prisonniers et des membres de leur famille.

Les bénévoles ont amené leur équipement et transformé une salle près des cellules en petit hôpital de campagne, avec des sections pour la médecine générale, l'ophtalmologie, les soins dentaires et les interventions chirurgicales mineures.

Un prisonnier âgé de 35 ans est bientôt sorti de la salle opératoire après une intervention pour réparer une hernie.

« Grâce à Dieu j'ai été guéri de cette affection ; les médecins m'ont soigné », a-t-il dit.

Le désir du Dr Bwelle pour aider les autres remonte à son enfance.

Il est né dans une famille aux moyens modestes. Lorsqu'il était jeune, il a vu la santé de son père empirer parce qu'il n'avait pas accès à un spécialiste après un accident de circulation.

Après ses études, il a commencé à voyager dans tout le pays.

« Avec le peu d'argent que j'avais, j'ai acheté des médicaments et traité trois ou quatre personnes, puis une dizaine, puis une centaine ».

Peu à peu, une équipe de médecins avec différentes spécialités s'est réunie autour de lui.

En 2008, il a créé ASCOVIME, acronyme qui signifie Association des compétences pour une vie meilleure.

L'ONG effectue environ 40 missions par an, fournit des consultations médicales à 40.000 personnes, conduit environ 1.400 interventions chirurgicales et fait don d'un équipement scolaire à 20.000 enfants.

La plupart du temps, ASCOVIME se rend dans les zones rurales où les soins de santé sont rares et leur accès est difficile.

Les problèmes cliniques les plus fréquents sont le paludisme, la douleur aux articulations et les hernies : ce sont des problèmes liés à l'agriculture, déclare le Dr Bwelle.



**Le Dr Georges Bwelle (à gauche) et l'un de ses collègues opèrent un patient à la prison de Nkongsamba (Cameroun) en juillet 2021.**

AFP/GETTY IMAGES

# LES FORCES DE SÉCURITÉ DU SAHEL

## cherchent des réponses après dix ans de violence

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

**A**trocités massives, déplacements forcés, exécutions publiques : terreur. C'est ce qui se produit couramment dans certaines régions du Sahel africain depuis que les extrémistes ont pris pied au Mali en 2012 et ont ensuite étendu leur portée au-delà de ses frontières.

Malgré les efforts des forces de sécurité régionales et des partenaires internationaux, la violence ne montre aucun signe de s'arrêter. En date de fin 2021, on constatait une hausse de 18 % des événements violents et une baisse de 14 % des décès, comparé à la violence de 2020 qui avait battu tous les records au Sahel, selon l'Armed Conflict Location and Event Data Project (Projet de données des lieux et des événements de conflit armé, ACLED) qui documente la violence dans le monde.

Une grande partie de la violence est attribuée au Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (JNIM), coalition de groupes islamistes militants affiliée à al-Qaïda, y compris le Front de libération du Macina (FLM) originaire du centre du Mali. L'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) est aussi actif.

Les gens s'enfuient des attaques extrémistes dans le Nord du Burkina Faso.

On pense que le nombre de victimes du JNIM en 2021 a augmenté par rapport à 2020. À la fin juin 2021, les décès signalés attribués au FLM dans les combats avec les forces de sécurité et d'autres groupes de militants avaient déjà dépassé leur niveau de 2020 et étaient sur le point de doubler.

Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, la pression militaire avait poussé l'EIGS et le JNIM hors de certaines zones mais les groupes ont continué à commettre des atrocités dans les régions plus éloignées, en avançant parfois dans les pays voisins et en se combattant mutuellement de temps à autre.

*Suite à la page 11*



Des soldats maliens patrouillent dans la capitale de Bamako en 2020 alors que la violence commise par les forces rebelles est en hausse.



# Ce que disent les chiffres

Les chiffres suivants représentent le nombre d'événements violents signalés au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Ces événements concernent la violence contre les civils, les affrontements entre les milices et les forces armées, et les explosions. Les chiffres incluent les incidents auxquels les forces des états, les forces rebelles et les milices politiques ont participé.

**1ER JANVIER AU  
9 DÉCEMBRE 2021**

## NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS

- Burkina Faso..... **1.208**
- Mali..... **1.265**
- Niger..... **392**

## NOMBRE DE MORTS

- Burkina Faso..... **2.087**
- Mali..... **1.774**
- Niger..... **1.338**

## ÉVÉNEMENTS VIOLENTS CONTRE LES CIVILS

- Burkina Faso..... **577**
- Mali..... **469**
- Niger..... **181**

**MÊME PÉRIODE  
EN 2020**

## NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS

- Burkina Faso..... **845**
- Mali..... **1.216**
- Niger..... **502**

## NOMBRE DE MORTS

- Burkina Faso..... **2.278**
- Mali..... **2.748**
- Niger..... **1.030**

## ÉVÉNEMENTS VIOLENTS CONTRE LES CIVILS

- Burkina Faso..... **319**
- Mali..... **422**
- Niger..... **253**



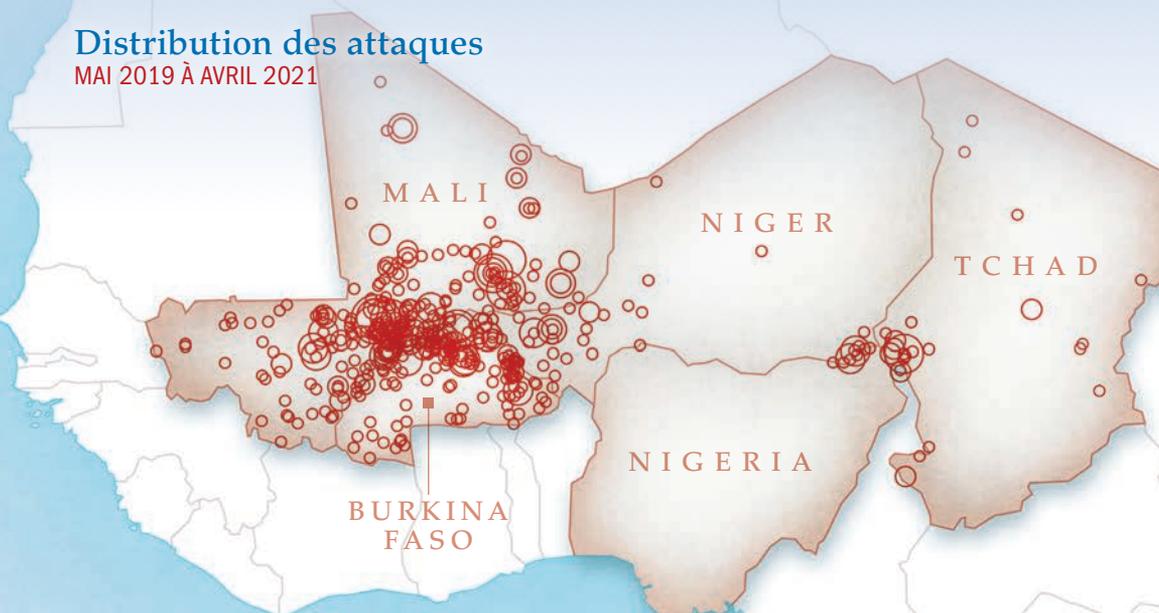
• L'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) a tué au Niger un nombre de personnes estimé à 390 dans la région de Tillabéri et la région voisine de Tahoua. En date de juin 2021, l'EIGS était responsable pour :

- 66 % de tous les décès dus à la violence politique organisée au Niger.
- 79 % environ des décès dus à la violence contre les civils.

Source : Projet de données des lieux et des événements de conflit armé

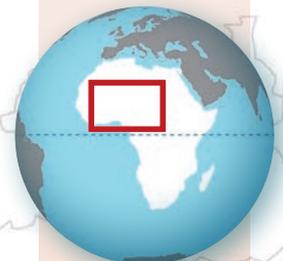
## Distribution des attaques

MAI 2019 À AVRIL 2021



## ATAQUES

- 1-2
- 3-5
- 6-10
- 11-16
- 17-24



Source : Janes.com

## DÉPLACÉS INTERNES (IDP)

### BURKINA FASO

- Les attaques par des groupes armés ont fait fuir 450.000 personnes en 2020 seulement, ce qui a amené le nombre total d'IDP depuis le début du conflit en 2016 à plus d'un million.

### MALI

- Nombre estimé d'IDP au Mali : 346.864.
- Nombre estimé de réfugiés maliens au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger : 146.930.
- Nombre estimé de Maliens nécessitant une assistance alimentaire d'urgence : 1,3 million.
- Nombre estimé de Maliens nécessitant une assistance humanitaire : 5,9 millions.

### NIGER

- Près de 139.000 IDP.
- Les chiffres ont augmenté de 47 % dans les régions de Tillabéri et de Tahoua au cours des 12 mois se terminant en avril 2021.

Sources : ReliefWeb, Agence américaine pour le développement international, avril 2021

## Nombre de décès



Source : Le Monde diplomatique

Océan Atlantique

Golfe de Guinée



Un soldat malien près d'une pancarte indiquant « Bienvenue à l'État islamique GAO ». L'EI a élargi sa portée dans de nombreux pays africains, y compris au Mali.

le financement, l'entraînement et une plateforme mondiale de propagande basée sur les réseaux sociaux », écrivent Jacob Zenn de la fondation Jamestown et Colin P. Clarke du groupe Soufan pour le magazine Foreign Policy. À son tour, l'État islamique peut se vanter de ses succès en Afrique, alors qu'il a des difficultés pour faire oublier ses défaites au Proche-Orient.

En fait, les filiales africaines font désormais l'objet d'articles de première page sur Al-Naba, la publication hebdomadaire de l'État islamique, plus fréquem-

ment que les groupes noyaux d'Irak et de Syrie (le noyau de l'EI), selon MM. Zenn et Clarke.

Il existe six filiales, ou provinces, africaines de l'État islamique en Afrique. Les trois premières ont été créées en 2014, dans la Libye déchirée par la guerre, l'Algérie et la région tourmentée du Sinaï en Égypte. Un an plus tard, la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI) a été formée et possède des branches dans le bassin du lac Tchad et au Sahel. Une branche provient de l'insurrection de Boko Haram au Nigeria et l'autre des groupes de militants actifs dans le Nord du Mali.

Un petit groupe somalien a fait allégeance à l'État islamique en 2018 et, un an plus tard, la Province d'Afrique centrale de l'État islamique a été créée. Elle a des branches dans l'insurrection de la province de Cabo Delgado au Mozambique et dans une faction des Forces démocratiques alliées, groupe de militants de la RDC.

« Soulignant la grande importance que l'Afrique a prise comme zone d'opérations pour l'État islamique, on estime que 41 % de tous les assassinats perpétrés par les militants de l'État islamique en 2019 dans le monde se sont produits en Afrique », écrivent les chercheurs Tricia Bacon et Jason Warner pour le Centre de lutte contre le terrorisme à West Point.

Les antécédents, la taille et les motivations des groupes africains diffèrent. Les experts ont découvert que le discernement des vraies relations entre eux et l'État islamique peut demeurer incertain. En fin de compte, l'État islamique doit désigner un groupe en tant que province pour qu'il soit considéré comme une filiale.

Les chercheurs Haroro J. Ingram et Lorenzo Vidino écrivent dans un essai de mai 2021 pour Lawfare, blog du Lawfare Institute, que l'État islamique fournit à ses groupes affiliés son *aqida* (croyance) et sa *minhaj* (méthode) pour établir un État islamique et une marque pour développer sa propagande.

« En bref, ses filiales sont supposées adopter et mettre en œuvre l'idéologie et la stratégie politico-militaire de l'État islamique dans leur région du monde », écrivent-ils.

## Les franchises de l'État islamique se multiplient

Plusieurs années après avoir perdu son territoire au Moyen-Orient, l'État islamique prolifère sur le continent africain

PERSONNEL D'ADF

**L'**État islamique, groupe qui occupait jadis le tiers environ du territoire syrien, et encore plus de terrain en Irak, supervise aujourd'hui un réseau de filiales de différentes tailles en Afrique.

Chaque filiale est apparue dans une région différente sujette à une histoire et des doléances uniques. Les groupes qui exploitaient ces doléances par l'extorsion et la violence ont fini par adopter la marque mondiale de l'EI. Désormais, la communauté internationale se joint aux pays africains pour chercher des moyens de combattre cette propagation.

L'influence de l'État islamique en Afrique augmente chaque année depuis 2014, selon un reportage de 2021 sur Sky News. En 2019, au moins 22 pays africains constataient des activités soupçonnées d'être liées à l'EI, même si aucune filiale n'y était basée. En date de 2020, huit pays ont enregistré une hausse de cette violence. Ces huit pays représentent la région du Sahel en Afrique de l'Ouest, épicerie actuelle de la violence de l'État islamique sur le continent, ainsi que la République démocratique du Congo (RDC) et le Mozambique.

Les observateurs déclarent que les liens avec l'État islamique offrent des avantages aux groupes militants basés en Afrique et à l'organismecadre. Les groupes djihadistes locaux obtiennent la renommée « de l'État islamique ainsi que les ressources qui l'accompagnent, telles que

En RDC par exemple, la faction Musa Seka Baluku du groupe de militants Forces démocratiques alliées a adopté les techniques de propagande et les arguments du noyau de l'EI. À son tour, écrivent MM. Ingram et Vidino, l'État islamique reconnaît les opérations des militants de la RDC et revendique leurs succès. Le noyau de l'EI ne semble pas très actif en ce qui concerne le commandement et le contrôle, mais il existe des indications de financement fourni au groupe de la RDC.

Selon Mme Bacon et M. Warner, il y a un thème qui unit les filiales : c'est leur « engagement mutuel envers les idéaux, au moins de façon ostensible, d'un califat mondial ».

En vue d'aider le groupe libyen, le noyau de l'EI a envoyé des émissaires depuis l'Irak, renvoyé des combattants étrangers pour appuyer les forces locales, offert de l'argent et fourni des conseils tactiques et stratégiques de gouvernance.

Le noyau de l'EI a aussi envoyé de l'argent à la faction du lac Tchad de la PAOEI et à des groupes somaliens. De l'argent et des armes ont été envoyés au groupe du Sinaï, écrivent Mme Bacon et M. Warner. Pourtant, l'aide aux filiales est fournie de façon « ponctuelle et peu fréquente ».

MM. Zenn et Clarke affirment que les provinces libyennes, qui ont plus ou moins disparu aujourd'hui, représentaient une connexion du premier degré parce qu'elles avaient juré fidélité, avaient accepté des combattants de Syrie pour s'établir, et « avaient maintenu des communications fréquentes et directes avec le noyau du groupe ». Elles avaient aussi obtenu un financement, une formation et des conseils jusqu'à ce que les forces internationales et libyennes les chassent.

La PAOEI représenterait une connexion du deuxième degré. Elle a juré fidélité mais ne s'est pas rapprochée des combattants et des formateurs du noyau de l'EI. Toutefois, l'EI encourage les attaques et consulte les chefs de la PAOEI.

Le monde prend note de la croissance de l'État islamique en Afrique. Vers la fin juin 2021, les leaders de la Coalition internationale contre l'État islamique, qui regroupe 83 pays, se sont réunis à Rome et approuvé une force opérationnelle pour répondre à la propagation du groupe de militants en Afrique.

Luigi Di Maio, ministre italien des Affaires étrangères, n'a pas expliqué en détail comment la force opérationnelle fonctionnerait mais il a déclaré qu'une « approche holistique » était nécessaire pour faire face à la pauvreté et aux autres facteurs de l'extrémisme.

La coalition a annoncé que la Mauritanie, la RDC et la République centrafricaine feraient partie des nouveaux membres du groupe. Le Burkina Faso, le Ghana et le Mozambique ont participé en tant qu'observateurs.

Emily Estelle, associée de recherche à l'American Enterprise Institute, a déclaré à Voice of America : « Bien que ce soit une bonne chose que la coalition parle de l'Afrique et accueille les pays pertinents dans la discussion, toute coordination semble être toujours dans une phase précoce alors que les conditions sur le terrain se dégradent très rapidement. »

« La force opérationnelle proposée devrait concentrer son énergie sur un succès de gouvernance pour appuyer les succès militaires. C'est le vide qui permet à l'EI et à d'autres groupes de continuer à se manifester après les revers militaires. »



Des soldats nigériens construisent un mur autour des tombes des soldats tués lors d'une attaque djihadiste en 2019.

*Suite de la page 8*

Les autres groupes terroristes actifs au Sahel incluent Ansar Dine, fondé en 2011 par Iyad Ag Ghali (chef principal de la rébellion de 1990 au Mali), et Ansarul Islam, considéré comme le premier groupe terroriste islamiste du Burkina Faso.

Le nombre de militants tués au Burkina Faso, au Mali et au Niger pendant les offensives militaires entre le début et la mi-juin de 2021 est estimé à plus de 1.400, selon l'ACLED.

### **Le Mali reste fragile**

Les insurrections prospèrent souvent dans les régions sujettes à des bouleversements politiques. C'est le cas au Mali : en juin 2021, le pays a subi son deuxième coup d'état militaire en neuf mois. Les attaques répétées du JNIM et de l'EIGS contre les forces maliennes pendant le premier semestre de l'année n'ont fait que dégrader encore plus la situation sécuritaire du pays.

Le premier semestre 2021 a été léthal pour les forces maliennes. Le JNIM a tué dix soldats en février lors d'une embuscade dans la municipalité de Boni dans le centre Sud, et l'EIGS a attaqué un convoi dans la municipalité orientale de Tessit en mars, en tuant au moins 33 soldats.

En décembre 2020, un effort européen appelé force opérationnelle Takuba a été lancé dans le Nord du Mali. Les premiers soldats sont arrivés de France et d'Estonie et des forces tchèques et suédoises les ont suivis peu après, selon le Council on Foreign Relations.

En juillet 2021, le président français Emmanuel Macron a annoncé qu'il mettrait fin à l'opération Barkhane, qui avait commencé après le lancement par la France d'une intervention militaire en 2013. Emmanuel Macron a aussi fermé trois bases militaires au Mali et a réduit de moitié le nombre de soldats français au Sahel.

Les autres opérations internationales de sécurité au Mali depuis 2013 incluent la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, qui a soutenu les processus politiques et a assumé des responsabilités liées à la sécurité, et la Mission de formation

# Les efforts militaires internationaux

## MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION AU MALI (MINUSMA)

La MINUSMA, créée en 2013, a des effectifs autorisés de 13.289 militaires et 1.920 policiers. Ses forces sont déployées dans cinq secteurs. Son mandat inclut le soutien à la mise en œuvre d'un accord de paix au Mali et l'assistance aux parties prenantes maliennes pour développer une stratégie visant à protéger les civils et réduire la violence. Pendant une grande partie de son existence, elle a conduit la mission de maintien de la paix la plus dangereuse du monde. En date de novembre 2021, 260 de ses gardiens de la paix ont trouvé la mort.

## LA FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

Les autorités établissent la Force conjointe du G5 Sahel en 2017 en tant qu'alliance militaire pour le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Sa création est autorisée par l'Union africaine et l'ONU. Son quartier général est situé à Bamako (Mali) et elle inclut un maximum de 5.000 participants, y compris des soldats, des policiers et des gendarmes. Elle se concentre sur le terrorisme, le trafic de stupéfiants et la traite humaine au Sahel, avec un accent particulier sur les régions frontalières entre les pays membres.

## LA FORCE MULTINATIONALE MIXTE (MNJTF)

Les officiels créent la MNJTF en 1994 au Nigeria en réponse au banditisme armé dans le bassin du lac Tchad. En 1998, la force devient réellement multinationale avec l'inclusion du Niger et du Tchad, qui sont sujets à des défis de sécurité similaires. En 2015, alors que le groupe extrémiste Boko Haram se développe dans la région, l'Union africaine autorise le déploiement d'environ 10.000 soldats pour gérer la crise de sécurité. La force réunit aujourd'hui cinq états membres : le Bénin, le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Elle est déployée dans quatre secteurs et basée à Mora (Cameroun), Baga-Sola (Tchad), Baga (Nigeria) et Diffa (Niger).

## LA MISSION DE FORMATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU MALI (EUTM MALI)

Cette mission, lancée en 2013, est constituée de plus de 800 soldats provenant de 22 membres de l'UE et de 5 autres états qui ne sont pas membres. EUTM Mali forme et conseille les Forces armées du Mali, améliore le système d'éducation militaire et conseille le personnel du quartier général de la Force conjointe du G5 Sahel. Elle a commencé son cinquième mandat en 2020. En date de la mi-2021, elle avait formé plus de 15.000 étudiants des Forces armées du Mali dans diverses aptitudes, notamment la fourniture des premiers secours, la défense contre les engins explosifs improvisés et les lois sur les droits humains.

## L'OPÉRATION BARKHANE

Cette intervention militaire conduite par la France fait suite à l'opération Serval en août 2014. Contrairement à Serval, qui était limitée au Mali, Barkhane est conçue pour riposter contre les militants dans l'ensemble du Sahel, avec un focus particulier sur la région des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Jusqu'à 4.500 soldats sont déployés au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad. Son quartier général est situé à N'Djaména (Tchad). En juillet 2021, le président français Emmanuel Macron annonce qu'il mettra fin à l'opération tout en continuant à fournir un soutien français aux pays de la région qui combattent l'extrémisme.

## LA FORCE OPÉRATIONNELLE TAKUBA

En décembre 2020, un effort européen appelé Force opérationnelle Takuba est lancé dans le Nord du Mali. Les premiers soldats arrivent de France et d'Estonie, et des forces tchèques et suédoises les suivent peu après, selon le Council on Foreign Relations. En 2021, la force opérationnelle réunit des forces spéciales de sept pays européens pour combattre le terrorisme au Sahel. Elle comporte 600 soldats, dont la moitié proviennent de l'armée française.

de l'Union européenne au Mali (EUTM), qui œuvre pour renforcer les Forces armées du Mali.

En date d'octobre 2021, des rapports indiquaient que le Mali allait signer un accord pour déployer 1.000 membres du groupe Wagner de Russie dans le pays pour combattre le terrorisme et l'insécurité. Ces mercenaires fameusement brutaux sont actifs dans plusieurs pays du continent et possèdent des antécédents d'abus des droits humains et d'enrichissement personnel.

## L'EIGS au Niger

La région nigérienne de Tillabéri a continué à être un point sensible pour les attaques de l'EIGS, du JNIM et des bandits armés.

En janvier 2021, des djihadistes armés ont tué 100 personnes à Tchoma Bangou et Zaroumadareye. Ces villages sont à environ 120 km au Nord de la capitale nigérienne de Niamey, dans la région de Tillabéri en bordure du Mali et du Burkina Faso.

Lors d'une réunion publique avec les responsables

fédéraux, régionaux et locaux dans la municipalité d'Oual-lam, le général Mahamadou Abou Tarka a déclaré que la frontière de Tillabéri avec le Mali offre aux extrémistes un accès pratiquement libre à la région.

Le général Tarka, qui préside la Haute Autorité du Niger à la consolidation de la paix, a déclaré : « Les difficultés liées à la garantie de la paix dans une zone comme celle du Nord de Tillabéri proviennent du fait qu'il s'agit d'une région frontalière ouverte sur le Mali, où le gouvernement a malheureusement disparu. Nous devons les débusquer, les poursuivre implacablement dans leur base du Mali et les annihiler, leur refuser l'occupation du terrain. »

Pour gagner ce combat contre l'extrémisme, dit-il, les forces armées, les chefs locaux et le public doivent œuvrer ensemble.

« Les forces armées ont besoin des connaissances des communautés que possède l'administration. Les consultations entre les militaires et le gouverneur, entre les militaires et les préfets, doivent être permanentes. »

L'EIGS est de loin le groupe terroriste le plus actif du

# Les groupes armés

## JAMAAT NOSRAT AL-ISLAM WAL-MOUSLIMIN (JNIM)

Le JNIM est créé en mars 2017 par la fusion de quatre groupes djihadistes au Sahel : Ansar Dine, le Front de libération du Macina, Al-Mourabitoune et la branche saharienne d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Depuis lors, il a étendu son territoire opérationnel en Afrique de l'Ouest tout en attaquant violemment les civils, les forces locales de sécurité, les armées internationales et les gardiens de la paix de l'ONU.

## ANSAR DINE

Ansar Dine, qui signifie les « Défenseurs de la foi », est un groupe islamique touareg fondé en décembre 2011. Le groupe essaie d'établir la charia au Mali et cible souvent les civils occidentaux et les gardiens de la paix. Il participe activement au coup d'État du Mali en 2012. En 2017, il fusionne officiellement avec le Front de libération du Macina, Al-Mourabitoune, et la branche saharienne d'AQMI pour former le JNIM.

## LE FRONT DE LIBÉRATION DU MACINA (FLM)

Le FLM, affilié à Ansar Dine, est formé en janvier 2015 dans le but d'occuper un vaste territoire dans le centre du Mali et d'y remplacer l'État malien. Il est fondé par Amadou Koufa, prêcheur peul radical de la région de Mopti. Le groupe attaque initialement les soldats maliens mais bientôt il commence à cibler les civils, à conduire des raids de petite échelle sur les postes de police et à assassiner les responsables locaux. Le groupe est présumé employer des engins explosifs improvisés, des voitures piégées et des attentats suicides lors d'une attaque contre le quartier général de la Force conjointe du G5 Sahel en 2018.

## L'ÉTAT ISLAMIQUE DANS LE GRAND SAHARA (EIGS)

L'EIGS, actif dans la région sahélienne du Liptako-Gourma le long des frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, cherche à établir un régime salafiste-djihadiste. Le groupe est bien connu pour entrer en

compétition avec les autres groupes terroristes, commettre des actes de violence contre les civils et attaquer les forces de sécurité locales et internationales. En septembre 2021, les troupes françaises tuent Adnane Abou Walid al-Sahraoui, le chef de l'EIGS qui faisait l'objet de recherches pour des attaques meurtrières contre les soldats américains et les travailleurs humanitaires étrangers.

## ANSARUL ISLAM

Ansarul Islam, fondé en 2016 par l'imam et prêcheur peul Ibrahim Malam Dicko, est considéré comme le premier groupe islamiste militant originaire du Burkina Faso. Le groupe se divise après le décès d'Ibrahim Dicko lors d'un raid mené par la France contre son camp en 2017. Entre 2016 et 2018, un peu plus de la moitié des événements violents commis par les islamistes militants au Burkina Faso sont attribués à Ansarul Islam mais les activités du groupe diminuent fortement par la suite.

**Des responsables de l'armée nigérienne inspectent un véhicule incendié où huit personnes, y compris six travailleurs humanitaires français, ont été tués par des hommes armés en moto.**



Niger. Au premier semestre 2021, le nombre de personnes tuées par l'EIGS représentait 66 % de tous les décès liés à la violence politique organisée et environ 79 % des victimes civiles ciblées par la violence, selon l'ACLED.

### La brutalité au Burkina Faso

L'EIGS a aussi laissé une piste de dévastation au Burkina Faso, où les terroristes sont bien connus pour couper les mains des voleurs présumés, pour effectuer des exécutions publiques et pour recruter les enfants. Depuis 2018, le pays constate une forte augmentation du nombre d'attaques contre les forces de sécurité et les civils.

Le 4 juin 2021, des personnes armées, pour la plupart des enfants de 12 à 14 ans, ont effectué un raid dans le village de Solhan dans le Nord-Est du Burkina Faso, en faisant plus de 160 morts et en incendiant les maisons.

Les affrontements entre l'EIGS et le JNIM, ainsi que les efforts des forces de sécurité françaises et de la Force conjointe du G5 Sahel, ont affaibli l'EIGS dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est du pays. Le groupe a

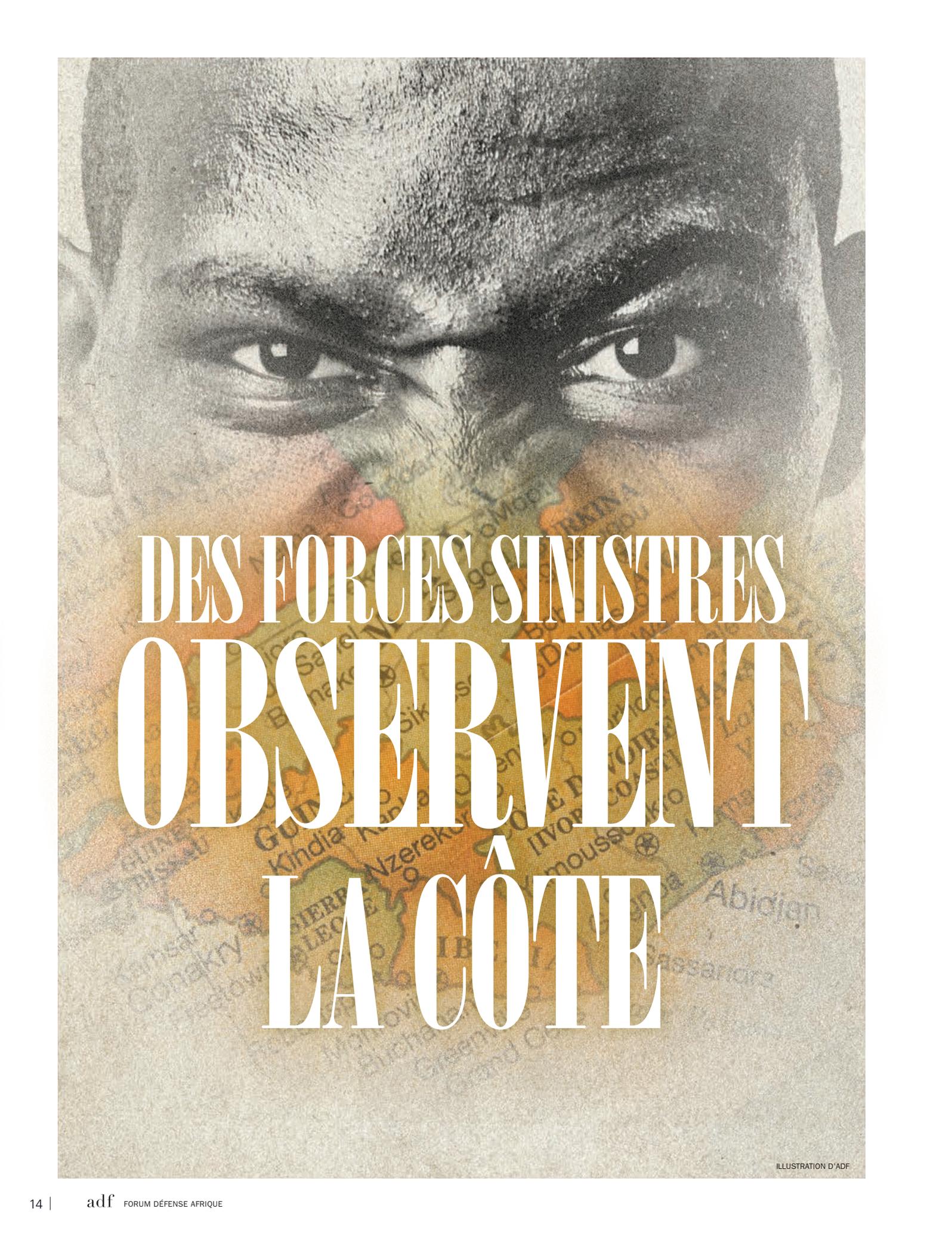
relocalisé ses opérations dans la province du Séno au Sud du Burkina Faso, et dans la province de l'Oudalan à l'Est.

Le JNIM essaie d'assurer la conformité et de contrôler le comportement social par des méthodes moins meurtrières, notamment l'intimidation sous forme de menaces, de châtiments corporels et d'enlèvements, dans les zones qu'il contrôle, selon l'ACLED.

Toutefois, en novembre 2020, le JNIM a répondu au déploiement des soldats dans la municipalité de Mansila au Nord-Est par l'imposition d'un embargo dans la ville et le positionnement d'engins explosifs improvisés sur les routes voisines.

Pendant le premier semestre 2021, les groupes extrémistes ont tué 66 miliciens bénévoles. En novembre, une attaque près d'une mine d'or à Inata a fait 49 morts parmi la police militaire.

En date de mai 2021, plus de 1,1 million de civils burkinabés étaient déplacés internes, comparé à 560.000 au début 2020, selon l'Agence américaine pour le développement international. □



# DES FORCES SINISTRES OBSERVENT LA CÔTE

ILLUSTRATION D'ADF

# LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST SE PRÉPARENT ALORS QUE LES EXTRÉMISTES BASÉS AU SAHEL CHERCHENT À EXPLOITER DE NOUVEAUX TERRITOIRES

PERSONNEL D'ADF

**LE GHANA** avait bien noté les attaques meurtrières de 2019 lancées contre les églises par les extrémistes au Burkina Faso voisin. Au cours des années précédentes, le terrorisme et la violence soutenus par les islamistes, initialement au Mali mais se propageant vers le Sud, avaient infiltré le Burkina Faso et s'étaient rapprochés inexorablement de la frontière Nord du Ghana.

Bien que lancées à des centaines de kilomètres au Nord de la frontière, les attaques des églises continuent à être une source de malaise. Leur brutalité face aux croyants et aux centres religieux est étonnante.

À Silgadji (Burkina Faso), des hommes armés se sont précipités en moto et ont assassiné un pasteur, deux de ses fils et trois autres membres de sa congrégation en avril 2019, selon un reportage de la BBC. Moins d'un mois plus tard, plus de deux douzaines d'extrémistes ont tué six personnes, notamment un prêtre, pendant la messe dans une église de Dablo. Ils ont ensuite incendié complètement l'église.

Les craintes des Ghanéens ont été confirmées peu après, le dimanche 2 juin 2019, lorsqu'un ressortissant burkinabé âgé de 51 ans est entré dans une église catholique dans la municipalité frontalière de Hamile, au Nord du Ghana. L'homme, un ouvrier de construction vêtu d'un tee-shirt et d'un pantalon, portait un pistolet semi-automatique chargé et a suscité les soupçons des fidèles.

La police est arrivée et l'a arrêté avant qu'il ne se passe quoi que ce soit. L'homme armé a déclaré aux autorités qu'il était arrivé dans la région une semaine auparavant pour travailler sur un projet de construction, selon l'organe de presse ghanéen Graphic Online. Il a aussi dit à la police qu'il avait l'arme à feu pour se protéger car il avait été précédemment victime d'un vol au Burkina Faso.

Le Conseil de sécurité de la région du Nord-Ouest s'est réuni avec des chefs Chrétiens et Musulmans pour encourager la vigilance et demander aux résidents de continuer à surveiller les personnes suspectes, selon Graphic Online. « C'est un coup de semonce pour les

questions de sécurité publique », a déclaré Mgr Richard Kuuia Baawobr, évêque du diocèse de Wa.

Alors que la violence des militants islamistes continue à augmenter au Burkina Faso, au Mali et ailleurs, deux choses restent claires : les groupes extrémistes ont déclaré publiquement leur souhait d'étendre leur portée est pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, et ces pays œuvrent ensemble pour les stopper.

Mutaru Mumuni Muqthar, directeur exécutif du West Africa Centre for Counter-Extremism (WACCE), a déclaré à ADF : « Depuis un certain temps maintenant, nous tous qui travaillons dans ce domaine comprenons bien que l'extrémisme violent cible les états côtiers depuis le Sahel : du Mali et du Niger au Burkina Faso. Il cherchera par la suite à prendre le contrôle des états côtiers, notamment le Ghana. Nous avons donc suivi cela étroitement en ce qui concerne les communautés locales le long des frontières, de nos frontières du Nord. »



Des participants conversent lors d'une réunion d'engagement communautaire à Bawku (Ghana) en novembre 2020.

ABDUL RASHID IDRISU/WACCE

## L'ATTRAIT DES ÉTATS CÔTIERS

La propagation de la violence provenant du Mali et pénétrant au Burkina Faso et ailleurs peut être expliquée par plusieurs forces. Premièrement, les ripostes sécuritaires régionales et internationales ont poussé les militants à avancer en cherchant des refuges dans de nouveaux territoires, par exemple le long des frontières poreuses du Burkina Faso, du Mali et de la région du Liptako-Gourma au Niger.

Deuxièmement, les militants cherchent à « agrandir le champ de bataille » pour diluer l'efficacité des forces de sécurité en forçant les autorités à couvrir des territoires de plus en plus vastes, selon le Dr Daniel Eizenga, associé de recherche au Centre africain pour les études stratégiques. Finalement, les populations de la région, notamment celles des états côtiers, ont tendance à être connectées ethniquement et culturellement d'une façon qui ignore les frontières, en particulier en ce qui concerne les mouvements des pasteurs qui vont et viennent à travers la région. Ceci peut compliquer davantage la sécurité, sans être directement lié aux dix années de violence qui avaient commencé au Mali.

Les chefs militants de haut niveau ont clarifié leurs plans lors d'une réunion de février 2020 dans le Mali central, pendant laquelle ils ont parlé d'avancer vers le golfe de Guinée, principalement à travers le Bénin et la Côte d'Ivoire, et d'y attaquer des bases militaires.

Parmi les participants, selon les responsables français de la sécurité, on comptait Abdelmalek Droukdel, à l'époque chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique ; Iyad Ag Ghali, fondateur d'Ansar Dine et chef du Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin, connu sous le nom de JNIM ; et Amadou Kouffa, chef du Front de libération du Macina. Les forces françaises ont tué Abdelmalek Droukdel au Mali en juin 2020.

Les motivations financières sont aussi des facteurs probables de l'expansion vers les états côtiers. Le Sahel et les régions voisines sont principalement des lieux pastoraux, ce qui veut dire que l'industrie de l'élevage du bétail y est robuste. Les marchés de bétail sont une cause du déplacement des gens vers la côte. Si les extrémistes peuvent contrôler et exploiter les routes commerciales et les déplacements sur ces dernières, ils pourront faciliter le financement de leurs efforts, selon le Dr Eizenga.

Ces mouvements transfrontaliers sont courants et difficiles à contrôler pour des pays tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo.

M. Muqthar déclare que l'infiltration des extrémistes dans le Nord du Ghana est « incontestable ». Son groupe appelé WACCE organise une douzaine d'événements civils chaque année, pour la plupart au Ghana, mais le groupe a aussi œuvré au Cameroun et possède des « réseaux opérationnels » au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. La plupart des événements sont des ateliers qui aident



Un officier du service d'immigration ghanéen conduit une patrouille pendant un événement de coopération en matière de sécurité avec des fusiliers marins américains à Asutsuare (Ghana). Les traversées de frontière informelles dans le Nord du Ghana sont une préoccupation sécuritaire. PREMIER LIEUTENANT TAYLOR COX/CORPS DES FUSILIERS MARINS DES ÉTATS-UNIS

les civils à renforcer leur résilience contre l'extrémisme violent. Le groupe conduit aussi des travaux de recherche et de mobilisation et coopère étroitement avec les ministères ghanéens de l'Intérieur et de la Sécurité nationale.

WACCE a remarqué les mouvements transfrontaliers près de la municipalité de Bawku au Nord du Ghana, près de la frontière commune entre le Burkina Faso, le Ghana et le Togo. Il en est de même dans les municipalités telles que Hamile et Tumu au Nord-Ouest.

« Ce sont des preuves de la façon dont les groupes de gens déclarent qu'ils font partie de la famille ou qui sont de la même famille que des gens du Ghana : ils arrivent, entrent au Ghana et retournent, dit-il. Et on soupçonne que les extrémistes se servent de cela, l'idée de la famille, et qu'ils vont et viennent en traversant la frontière. »

Des rapports provenant des résidents et des responsables nationaux de l'immigration indiquent que les extrémistes sujets à la pression des forces de sécurité pénètrent au Ghana pour se cacher et essaient aussi de recruter les jeunes Ghanéens. « Ce que l'on ne sait pas, ce dont on n'est pas sûr, c'est l'ampleur



LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE COMMENCE  
À ÊTRE SOUS L'EMPRISE DES GROUPES  
DJIHADISTES. CETTE RÉGION EST CRUCIALE  
POUR LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT IVOIRIEN. »

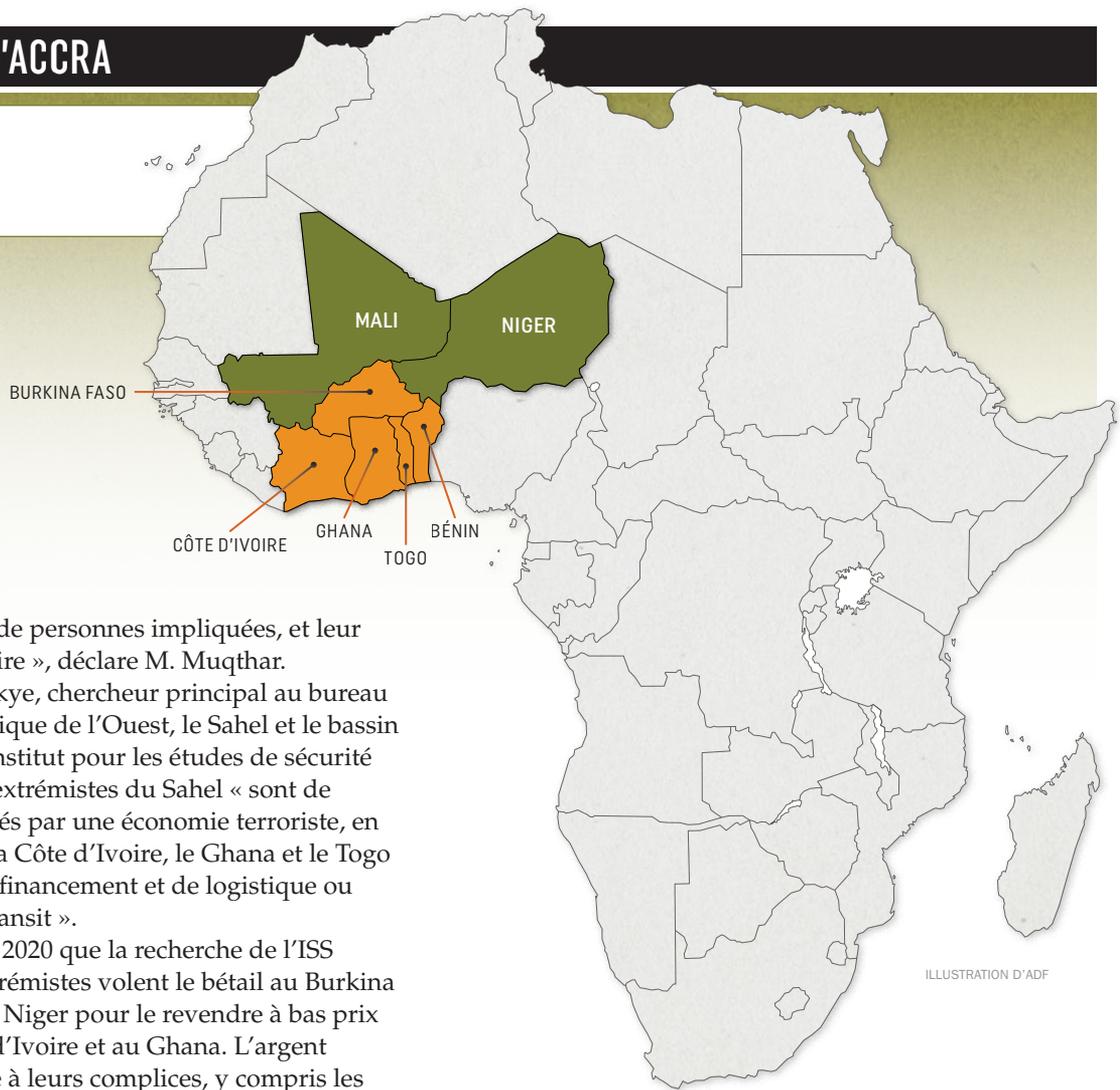
— Lassina Diarra, expert antiterroriste ivoirien



Des soldats ivoiriens assurent la sécurité lors de l'inauguration de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme à Jacquville (Côte d'Ivoire) en juin 2021. AFP/GETTY IMAGES

## L'INITIATIVE D'ACCRA

- Pays membres
- Observateurs



de cela, le nombre de personnes impliquées, et leur engagement à le faire », déclare M. Muqthar.

Sampson Kwarkye, chercheur principal au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, le Sahel et le bassin du lac Tchad de l'Institut pour les études de sécurité (ISS), écrit que les extrémistes du Sahel « sont de plus en plus financés par une économie terroriste, en utilisant le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo comme sources de financement et de logistique ou comme zones de transit ».

Il a écrit en juin 2020 que la recherche de l'ISS indique que les extrémistes volent le bétail au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour le revendre à bas prix au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Ghana. L'argent est ensuite renvoyé à leurs complices, y compris les terroristes, qui l'utilisent pour acheter des armes, des motos, du carburant et de la nourriture.

M. Kwarkye écrit que les contrebandiers volent l'engrais à hauteur de plusieurs millions de dollars dans les municipalités frontalières ghanéennes telles que Hamile pour le passer au Burkina Faso où il est abondant et économique, permettant ainsi aux extrémistes de l'utiliser pour la fabrication des engins explosifs improvisés et des bombes plantées dans les voitures.

### LES ÉTATS D'AFRIQUE DE L'OUEST RIPOSTENT

M. Kwarkye écrit que les pays côtiers devront améliorer le contrôle de leurs frontières, perfectionner leur capacité à suivre le commerce entre les pays et recueillir de meilleurs renseignements, notamment grâce au soutien des civils qui vivent dans les villes frontalières.

Le Ghana prend déjà des mesures dans ce sens. Le président Nana Akufo-Addo a annoncé en juin 2021 le lancement de la toute première stratégie de la sécurité nationale dans le pays. Cet effort est conçu pour fournir « des réponses rapides, coordonnées et complètes » aux menaces, selon lui.

Le ministre de la Sécurité nationale organisera des ateliers pour les responsables gouvernementaux, les

chefs religieux et traditionnels, les groupes de jeunes et de femmes, les éducateurs et les organismes de la société civile afin de clarifier leur rôle dans la collaboration de sécurité.

Les voisins du Ghana ont passé les deux dernières années à se préparer à la menace extrémiste croissante provenant du Sahel.

En juin 2021, la Côte d'Ivoire a inauguré son Académie internationale de lutte contre le terrorisme à la périphérie d'Abidjan. Elle comporte un institut de recherche, une école pour les responsables gouvernementaux et un centre de formation pour les forces spéciales. L'académie formera des soldats, des policiers, des responsables des douanes et des administrateurs de prison provenant de plusieurs pays.

« Le Nord de la Côte d'Ivoire commence à être sous l'emprise des groupes djihadistes », a déclaré l'expert antiterroriste ivoirien Lassina Diarra à l'Agence France-Presse. « Cette région est cruciale pour la sécurité de l'État ivoirien. »

Les extrémistes ciblant la Côte d'Ivoire exploitent les liens culturels avec le Burkina Faso pour franchir les frontières aux fins de recrutement et autres actions

ILLUSTRATION D'ADF



Un investigateur burkinabé inspecte des voitures incendiées en janvier 2016 à l'extérieur de l'hôtel Splendid de Ouagadougou après une attaque d'Al-Qaïda au Maghreb islamique qui a tué des douzaines de personnes. AFP/GETTY IMAGES

illégales. En juin 2020, des extrémistes ont pris d'assaut un poste de sécurité à Kafolo, où dix soldats ont trouvé la mort. En 2021, plusieurs autres attaques ont été signalées le long de la frontière pendant le premier semestre.

Au Togo, à l'Est du Ghana, le gouvernement a formé le Comité interministériel pour la prévention de, et la lutte contre, l'extrémisme violent en mai 2019. Ce comité de 18 membres réunit des responsables provenant des ministères du gouvernement, des forces armées et des groupes civils et religieux. Le groupe œuvre avec des panels locaux pour effectuer la sensibilisation, fournir une alerte précoce des activités extrémistes, et améliorer les relations entre les civils et les forces de sécurité, selon un rapport de l'ISS d'octobre 2019 intitulé « Le Togo monte les enchères contre les menaces terroristes ».

Les nations côtières d'Afrique de l'Ouest travaillent aussi ensemble. Le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo ont établi l'Initiative d'Accra en 2017 en réponse à la menace extrémiste croissante dans la région. Deux ans plus tard, le Mali et le Niger les ont rejoints en tant qu'observateurs. L'Initiative se concentre sur trois domaines : formation ; opérations militaires transfrontalières telles que les opérations Koudalgou I, II et III entre mai 2018 et novembre 2019 ; et partage de l'information et du renseignement grâce à des réunions périodiques entre les ministres d'État et les responsables de la sécurité.

Les pays régionaux semblent convenir que les interventions militaires, qui ont tendance à être exécutées à court terme et sporadiquement, ne seront pas suffisantes pour gérer la menace croissante. L'interaction avec les civils, le développement des liens de confiance et la conduite des opérations de façon à perturber les flux financiers des extrémistes sans nuire aux économies locales seront cruciaux.

Le Ghana se distingue comme modèle en Afrique de l'Ouest. Jusqu'à présent, il a évité les attaques terroristes majeures bien qu'il soit situé entre des pays qui les ont subies. Il a une armée bien entraînée, un gouvernement stable et des antécédents d'engagement avec la société civile. Mais il doit rester vigilant.

Adib Saani, analyste de politique étrangère et de sécurité, a déclaré à l'organe de presse allemand Deutsche Welle en juillet 2021 que le Ghana bénéficiait d'une absence d'insurrections actives et d'autres problèmes de sécurité interne.

« Dans une large mesure, nous avons pu au Ghana maintenir un niveau de sécurité humaine et de cohésion nationale dans toutes les régions du pays ; aussi les terroristes ne trouvent pas leur place. » □



**« La crise  
EST MULTIDIMENSIONNELLE,  
et la  
solution  
DOIT ÊTRE GLOBALE »**



## Le chef du département de la Défense du G5 Sahel fait appel à un nouveau plan Marshall pour sauver le Sahel

PERSONNEL D'ADF

Mohamed Znagui Sid'Ahmed Ely connaît bien les défis de sécurité au Sahel. Cet ex-général de brigade de l'armée de Mauritanie a assumé des postes de commandement, en tant qu'instructeur et au quartier général de l'état-major du pays. Il déclare humblement « Ma carrière est la carrière normale d'un officier » mais ses antécédents montrent qu'il a été en première ligne de la lutte régionale contre l'extrémisme.

Il a commandé le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) à Tamanrasset (Algérie) et plus tard il a été nommé inspecteur général des Forces armées mauritaniennes. Il a aussi eu une carrière outremer en tant qu'attaché à la défense.

En 2015, il a quitté le service actif et il est devenu chef du département de la Défense pour le G5 Sahel nouvellement créé. À l'époque, la situation sécuritaire était particulièrement périlleuse. Les groupes extrémistes avaient été chassés du Nord du Mali par les forces tchadiennes

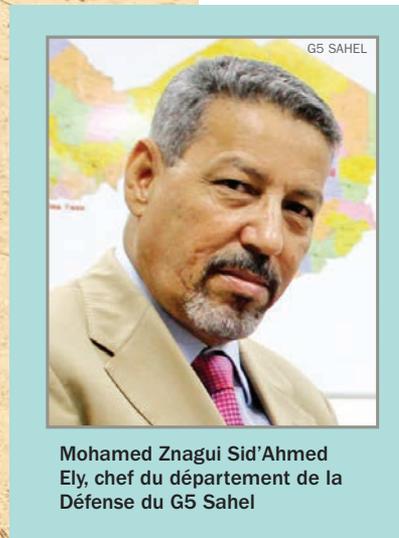
et françaises mais ils s'étaient regroupés et avaient établi une base d'opérations dans la région des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger appelée le Liptako-Gourma.

« Ils se sont réfugiés dans les zones transfrontalières : éloignées ; difficiles d'accès et abandonnées par les États, a déclaré le général Znagui à ADF. Ils en ont fait des zones de non-droit où ils ont fidélinisé ou terrorisé les populations ; pratiqué les trafics illicites et lancé des attaques contre les populations rurales et urbaines et contre les forces nationales et internationales présentes. »

En 2017, la Force conjointe du G5 Sahel est créée et louée comme une solution locale aux défis sécuritaires du Sahel. Constituée

d'un maximum de 5.000 soldats répartis en sept bataillons dans trois zones, elle a pour mission d'éliminer les terroristes des régions frontalières et de faire face à la criminalité transfrontalière telle que le trafic de stupéfiants. Mais alors qu'elle entame sa cinquième année, le paysage sécuritaire dans la région reste morose. Plus de 5.000 personnes sont tuées dans des attaques ou des combats armés en 2021, et plus de 2 millions de personnes sont déplacées. En 2021, près de 29 millions de personnes au Sahel nécessitent l'assistance et la protection, soit une augmentation de 5 millions comparé à 2020, selon les Nations unies.

Le général Znagui s'empresse de dire qu'il y a fort à faire.



Mohamed Znagui Sid'Ahmed Ely, chef du département de la Défense du G5 Sahel

Une femme transporte de l'eau dans un camp pour personnes déplacées à Ouallam (Niger). La violence a forcé plus de 2 millions de personnes au Sahel de s'enfuir de chez elles. REUTERS



« Le terrorisme n'a jamais été sahélien ! **IL NOUS A ÉTÉ IMPORTÉ D'AILLEURS ET S'EST GREFFÉ À NOS PROBLÈMES LOCAUX** pour donner la situation complexe que nous vivons aujourd'hui. »

« La situation de nos jours est toujours inquiétante et la force conjointe n'a toujours pas les moyens requis par sa mission », dit-il.

Il pense aussi que la crise a été envenimée par des facteurs au-delà des frontières des cinq pays du G5 Sahel : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. La guerre civile en Libye a conduit indirectement à l'arrivée des combattants et des armes dans les pays sahéliens. La perte de terrain de l'État islamique au Proche-Orient a aussi suscité des craintes que le Sahel attirera des combattants étrangers aguerris.

« Le terrorisme (au lieu de djihadisme qui est un terme mal approprié) n'a jamais été sahélien ! », déclare le général Znagui. « Il nous a été importé d'ailleurs et s'est greffé à nos problèmes locaux pour donner la situation complexe que nous vivons aujourd'hui. L'étendue de nos espaces désertiques, l'appât des gains par les trafics criminels, la situation délétère dans notre espace, la précarité de nos moyens et le peu d'empressement de la communauté internationale me font craindre une nouvelle déferlante terroriste sur notre région. »

Mais il insiste que la force conjointe a enregistré des gains. Le succès peut être mesuré en termes de coopération régionale. Il n'y a pas très longtemps, cette coopération entre les cinq pays était incohérente et parfois carrément hostile. Maintenant, les pays ont créé une Plateforme pour la coopération sécuritaire ; fondé un Centre pour l'analyse et l'alerte précoce à Ouagadougou (Burkina Faso) ; et fondé un Centre de fusion à Niamey (Niger). Les forces multinationales s'entraînent

conjointement au Collège de la défense du G5 Sahel à Nouakchott (Mauritanie) et dans un Collège sahélien de la sécurité à Bamako (Mali). Bientôt, une académie de police régionale ouvrira ses portes à N'Djaména (Tchad).

« Elle a réussi à intégrer et faire travailler ensemble sous un même commandement des forces venant de cinq pays différents en si peu de temps, déclare le général. Elle assure une formation près-déploiement commune à ses hommes ; elle met en place une composante police pour la judiciarisation et la conformité au droit de son travail. »

Au niveau opérationnel, la force conjointe a créé des groupes de gendarmes d'action rapide dans chaque pays qui sont formés et équipés pour des missions anti-terroristes. Le général Znagui applaudit particulièrement la coordination harmonieuse des forces par le poste de commandement allié tactique de Bamako, qui détient l'autorité sur les trois quartiers généraux de zone. Un commandement conjoint séparé a été créé à Niamey pour la coordination avec les forces étrangères alliées telles que les forces françaises dans la région des trois frontières.

« La stratégie de la force conjointe est d'agir par fuseaux en partenariat avec les forces alliées et les forces nationales de la région en priorisant les fuseaux les plus ciblés par l'ennemi. Actuellement, elle concentre ses efforts sur le fuseau centre correspondant à la zone des trois frontières. »

Un succès particulier a été obtenu avec l'opération Sama, conduite en trois phases dans le Liptako-Gourma sur plus de deux ans. Cette opération a aidé à



À PARTIR DE LA GAUCHE : Des soldats se réunissent avec des civils dans le cadre de l'opération Sama de la force conjointe du G5 Sahel

FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

Le Collège de la défense du G5 Sahel à Nouakchott a été formé en 2018 pour offrir une formation commune aux soldats de la force conjointe du G5 Sahel provenant de cinq pays. Sa troisième promotion a été diplômée en 2021. <sup>G5 SAHEL</sup>

Un médecin militaire nigérien traite un patient dans une clinique médicale gratuite pendant l'opération Sama dans la région du Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

repandre du territoire et à démanteler l'infrastructure terroriste en capturant un équipement de fabrication de bombes, des motos, du carburant, des armes et des téléphones mobiles. L'opération a mis l'accent sur les actions civilo-militaires telles que la distribution des trousseaux scolaires aux enfants et des radios et des aliments aux adultes. Elle a offert des services de santé à certains parmi les plus vulnérables.

« Les opérations ont aidé à maintenir la pression sur les groupes armés et terroristes et à renforcer la confiance entre la force et les populations civiles », a déclaré l'ONU dans le rapport du secrétaire général de mai 2021. « La force conjointe signale aussi une augmentation de la collaboration entre ses unités et la population. »

Mais la force conjointe fait face à des défis majeurs. Elle ne dispose pas de capacités aériennes propres pour transporter les troupes et l'équipement, conduire la reconnaissance ou fournir un appui aérien aux troupes terrestres. Le général Znagui déclare qu'elle n'a pas non plus de capacité pour recueillir les images satellitaires et collecter les renseignements par voie électronique.

« Cela affecte sensiblement son efficacité, dit-il. Ce manque peut être résolu par une mise à disposition de capacités aériennes à travers d'autres structures à défaut d'être directe, ou par un renforcement des capacités nationales des pays contributeurs qui organisent l'appui aérien à la force conjointe. »

Il déclare que, bien que la force conjointe ait besoin de ressources, la résolution de la crise doit dépasser les solutions militaires.



« Le degré de violence devient de plus en plus élevé malgré les efforts des forces en présence qui, il faut le signaler, sont fort appréciables. Cela nous interpelle et nous rappelle que la force à elle seule ne règlera pas le problème de la sécurité au Sahel. »

Il note que le Sahel fait face au changement climatique, à la population de jeunes en explosion, au chômage généralisé et à l'instabilité politique.

« La crise est donc multidimensionnelle et la solution ne peut être que globale et multisectorielle avec un engagement urgent, massif et global de la communauté internationale. »

Alors que l'alliance du G5 Sahel commence l'année 2022, elle se trouve dans une situation particulièrement précaire. La France repositionne ses forces dans la région et met fin à sa mission antiterroriste appelée opération Barkhane. En août 2021, le Tchad a retiré 600 soldats de la force conjointe. L'ONU estime que la force conjointe a besoin de 391 millions de dollars par an pour exercer ses obligations mais elle manque de source de financement fiable. Le général Znagui déclare que le moment est venu pour la communauté internationale de s'engager à l'égard de la force conjointe et du Sahel sous la forme d'un « plan Marshall », un investissement international qui maintiendrait à flot la région. Le plan Marshall original de 1948 avait offert une aide étrangère à l'Europe de l'Ouest pour reconstruire les régions déchirées par la guerre.

« J'espère un engagement plus important et plus conséquent de la communauté internationale au Sahel particulièrement au niveau des Nations unies, de l'Union africaine et de l'Union européenne pour aider non seulement au niveau sécuritaire qui est une priorité, mais aussi pour décider d'un plan Marshall au profit du Sahel et d'une annulation de la dette sahélienne, déclare le général. C'est à ce prix et seulement à ce prix qu'on renversera la tendance sécuritaire et que le Sahel deviendra une zone de sécurité et de paix entre l'Afrique et l'Europe et entre l'Orient et l'Amérique. » □

# L'OR

FINANCE

# LE CRIME



# LE SAHEL EST DEVENU UN TERRAIN FERTILE POUR LES TERRORISTES. LES PETITES MINES D'OR SONT DES PARTENAIRES RÉTICENTS.

PERSONNEL D'ADF

*Il y a une quantité d'or fantastique à découvrir au Sahel.*

En plus des grandes mines industrielles de la région, il existe de petites mines artisanales, notamment plusieurs centaines au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Des mineurs, y compris des enfants, y extraient l'or avec de simples outils manuels. Un rapport de 2019 de l'International Crisis Group indique que plus de 2 millions de personnes dans ces trois pays travaillent dans les petites mines artisanales.

Avec tant de mines et de mineurs, les trois pays ne peuvent pas les protéger des attaques et des raids commis par les terroristes et les voleurs.

La région est devenue le foyer d'une hausse du terrorisme avec des milliers de gens tués et des millions forcés de s'enfuir de chez eux. De vastes étendues dans ces trois pays sont abandonnées par le gouvernement et la police.

À mesure que la violence se propage, elle menace d'autres pays, notamment les états côtiers du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo.

Ayisha Osori, chef de l'Initiative de société ouverte pour l'Afrique de l'Ouest, a déclaré au Financial Times que si les terroristes détruisent la sécurité au Sahel, il y aura « un effet de domino d'insécurité, de violence généralisée... d'effondrement des frontières, alors que les déplacés internes se répandent dans tout le Sahel » et au-delà.

L'éventail des tactiques des terroristes va de la fourniture aux petites mines d'une protection payée jusqu'aux invasions complètes des mines et des villes minières.

Pour que les extrémistes pénètrent dans un territoire et l'occupent, il leur faut de l'argent et les mines artisanales du Burkina Faso à elles seules sont censées produire jusqu'à 30 tonnes d'or par an. Les mines artisanales sont en général situées dans des zones distantes, loin de la collecte de revenus par le gouvernement, et de sa protection.

Selon le Financial Times, l'or des mines artisanales est en général passé en contrebande au Togo voisin où il est taxé à un taux plus faible qu'au Burkina Faso. De là, il est transporté par avion aux Émirats arabes unis pour sa transformation. L'or est typiquement transporté

dans les bagages à main sur des vols commerciaux. Une étude de 2018 indique qu'environ 20 tonnes d'or sont amenées du Burkina Faso au Togo chaque année.

Les mines d'or artisanales de la région donnent aux extrémistes d'autres avantages en plus de l'argent. Les mineurs eux-mêmes sont pauvres et travaillent dans des conditions terribles et dangereuses. Ils sont souvent recrutés par les extrémistes. Un grand nombre d'entre eux sont des enfants, de jeunes garçons pour la plupart, qui sont faciles à manipuler.



Des gens travaillent dans une mine d'or à Bouda (Burkina Faso).

THE ASSOCIATED PRESS

L'extraction d'or artisanale nécessite l'emploi d'explosifs tels que la dynamite et les extrémistes ont utilisé certaines mines pour former les recrues sur l'emploi de la dynamite comme arme.

Les terroristes de la région ne limitent pas leurs attaques seulement aux petites mines artisanales. Ils attaquent aussi les camions et les convois utilisés par les grosses sociétés minières. Au Burkina Faso le 29 octobre 2021, des terroristes ont attaqué un convoi d'autobus et de camions de transport avec 33 passagers. Ils étaient

« QUELLE QUE SOIT LA RÉGION, LEUR PREMIÈRE CIBLE CONSISTE À CONTRÔLER LA ZONE MINIÈRE. C'EST LEUR PLUS GRANDE SOURCE DE REVENUS ET AUSSI UN LIEU EXCELLENT POUR RECRUTER. »

— Mahamadou Sawadogo, analyste de la sécurité burkinabé

des employés et des sous-traitants de la société minière canadienne Iamgold. C'était la deuxième attaque de ce type contre un convoi de Iamgold en trois mois, selon un reportage du journal *Globe and Mail*.

## DEUX GROUPES PRINCIPAUX

Il existe deux groupes principaux d'extrémistes actifs dans le Sahel. L'un s'appelle *Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin* (JNIM, Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans). C'est une coalition de groupes d'insurgés formée en 2017. Depuis lors, il a élargi son territoire opérationnel en Afrique de l'Ouest tout en faisant la guerre aux civils, aux forces locales de sécurité, aux forces armées internationales et aux gardiens de la paix de l'ONU.

Le chercheur Jared Thompson, écrivant pour le Centre pour les études stratégiques et internationales, déclare que JNIM a profité avec succès des doléances locales pour agrandir son territoire « alors que les ripostes à l'insurrection n'ont pas tenu compte des facteurs politiques du conflit et ont facilité les abus des droits humains ».

« Les attaques contre les forces de sécurité et la violence contre les civils commises par JNIM vont probablement continuer alors que la violence des insurgés attise les tensions communautaires et que la dynamique politique entre les états sahéliens et les partenaires internationaux barre une évolution générale vers la paix », remarque M. Thompson.

L'autre groupe est l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), affilié à l'État islamique. Il est particulièrement violent contre les civils, les autorités locales et les forces de sécurité internationales. « Il est probable que le groupe continuera à menacer les communautés locales et les états sahéliens alors que les efforts anti-terroristes affligent les civils et ne réussissent pas à inverser les gains territoriaux de l'EIGS », a remarqué M. Thompson dans un rapport de juillet 2021.

Les deux groupes ont des buts similaires, notamment l'imposition stricte de la charia. Les mineurs ont signalé que les extrémistes sont venus dans leurs mines et leur ont ordonné de se faire pousser la barbe, de raccourcir leur pantalon et de prier quotidiennement. Les deux groupes exploitent les tensions communautaires et l'échec des gouvernements pour intervenir et fournir la sécurité. Tous les deux prennent des otages contre rançon, volent le bétail et fournissent des services de « protection », y compris le contrôle des routes de contrebande.

M. Thompson déclare que les deux groupes ont travaillé ensemble à au moins cinq reprises, mais qu'ils se querellent depuis l'été 2019. L'État islamique a encouragé l'EIGS à être plus agressif avec le JNIM, lequel a aussi subi des défections au profit de son rival. L'analyste de la sécurité Christian Nellemann déclare que les deux groupes luttent pour le contrôle des sites miniers.

« La propagande de l'État islamique a donné de l'importance à ce conflit, en expliquant en détail les attaques contre les cellules du JNIM et en encourageant activement les défections du JNIM vers l'EIGS, écrit M. Thompson. L'ampleur du conflit suggère que, même si certaines cellules locales peuvent réduire le niveau de violence intra-djihadiste, il est improbable que les deux groupes recommenceront à collaborer de la façon observée en 2019. »

Le Covid-19 a fait empirer les choses. La pandémie a provoqué la fermeture des ports et des frontières dans toute l'Afrique, ce qui a réduit l'argent et les fournitures des deux groupes. Ceci, à son tour, a poussé encore plus les extrémistes vers le marché de l'or.

« La région des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire est caractérisée par la contrebande illicite et le trafic des armes légères qui accompagnent les biens transportés à travers la Côte d'Ivoire vers les centres commerciaux du Mali et du Burkina Faso », a remarqué Daniel Eizanga et Wendy Williams dans un briefing de décembre 2020 publié par le Centre africain pour les études stratégiques. « Cette région se transforme aussi en nouveau centre pour l'extraction artisanale de l'or. » Ils signalent qu'une série d'attaques commençant en 2020, « combinée aux possibilités d'exploitation de l'or, a fait augmenter le risque d'insécurité dans cette région ».

Mahamadou Sawadogo, analyste de la sécurité burkinabé, a déclaré en juin 2021 que les extrémistes avaient passé





**Des mineurs d'or font la pause dans une municipalité au Nord-Est de la capitale du Burkina Faso.** THE ASSOCIATED PRESS



Des mineurs vident des conteneurs de minerais d'un puits dans une mine artisanale du Mali. AFP/GETTY IMAGES



l'année précédente à agrandir leur territoire autour du Burkina Faso. Il a dit au Financial Times : « Quelle que soit la région, leur première cible consiste à contrôler la zone minière. C'est leur plus grande source de revenus et aussi un lieu excellent pour recruter les jeunes. »

Dans une étude, l'International Crisis Group note que l'extraction artisanale de l'or encourage la violence et les réseaux criminels. Il conclut que la seule façon de stopper les extrémistes est d'améliorer la sécurité subrégionale et internationale dans les zones minières.

### UNE SITUATION INTENABLE

Les chercheurs remarquent que la situation actuelle, dans laquelle les sites artisanaux extraient l'or avec une protection sécuritaire insuffisante ou inexistante, est intenable. Les recommandations de l'étude sont les suivantes :

- L'extraction artisanale de l'or doit être préservée à cause de ses « conséquences positives », notamment les emplois pour les résidents qui sinon pourraient être forcés de travailler avec les extrémistes. Dans certains cas, les mineurs d'or sont des extrémistes réformés.
- Dans les régions des mines d'or marquées par la violence, les gouvernements devraient déployer leurs forces de sécurité près des sites ou formaliser le rôle des groupes de sécurité locaux indépendants. Il n'est pas nécessaire que cette sécurité soit déployée aux sites miniers proprement dits.
- En utilisant des groupes de sécurité indépendants, les gouvernements devront installer des

Un jeune mineur sort d'une mine d'or dans la région de Ganzourgou au Burkina Faso. THE ASSOCIATED PRESS

mécanismes de supervision pour empêcher ces groupes de devenir des « éléments prédateurs ».

- Les groupes de gouvernance doivent renforcer la réglementation subrégionale et internationale et améliorer la vérification pour mieux contrôler la production d'or en limitant sa capture par les extrémistes violents.
- Les gouvernements doivent formaliser le processus d'extraction en émettant des permis d'exploitation d'or et en organisant des comptoirs d'échange autorisés.
- Les officiels devraient accorder des avantages fiscaux ou fournir des services de base pour montrer aux mineurs artisanaux que le gouvernement peut les aider.
- Les gouvernements doivent trouver un équilibre entre l'industrialisation des sites, la génération de revenus imposables et la préservation des mines artisanales pour que les ouvriers continuent à travailler.

« Les états sahéliens devraient encourager la formalisation des activités des mines d'or tout en prenant soin de ne pas affliger les mineurs, note l'étude. Ils devraient redoubler leurs efforts pour sécuriser les sites des mines d'or et empêcher les forces de sécurité ou les milices alliées de devenir des éléments prédateurs. Les gouvernements de ces pays et ceux qui achètent leur or devraient renforcer leur réglementation du secteur. » □

***DANS L'ŒIL***



***DU  
CYCLONE***

ILLUSTRATION D'ADF



## Au milieu du terrorisme et des bouleversements politiques, le Burkina Faso aspire à la stabilité

Des enfants qui se sont enfuis à cause des attaques par les militants armés jouent au foot dans un camp pour déplacés internes à Kaya (Burkina Faso).

REUTERS

PERSONNEL D'ADF

**A**lors que le soleil se couchait au dernier jour du ramadan, un muezzin a lancé l'appel à la prière pour les Musulmans fidèles. Ils se sont prosternés solennellement sur un tapis de prière dans une cour avant de savourer l'iftar, un repas placé sur une table commune et mangé après le coucher du soleil pendant le mois du ramadan.

C'est une tradition qui remonte à plusieurs siècles mais le cadre était insolite : la maison de l'archevêque catholique de Ouagadougou au Burkina Faso. Il avait invité les Musulmans locaux à célébrer la fête chez lui.

« Il nous faut ensemble démolir les murs et construire des ponts », a déclaré le cardinal Philippe Nakellentuba Ouédraogo après le repas. « Démolir les murs de haine, de séparation, d'incompréhension, d'intolérance pour bâtir des ponts. Ils sont venus bâtir un pont ce soir, un pont de la fraternité, de la tolérance pour un monde réconcilié. »

Dans beaucoup de pays, ce genre de scène serait inconcevable, mais les Burkinabés sont fiers de ce qu'ils appellent leur « infusion multiculturelle ». Il n'est pas rare pour les Chrétiens et les Musulmans de vivre côte à côte, d'aller aux mêmes écoles et même d'avoir un mariage mixte. Les jours fériés, les membres d'une communauté religieuse se rendent chez leurs voisins d'une autre communauté pour leur offrir un plat d'agneau.

Il est dit fréquemment : « On est humain et burkinabé avant d'être Chrétien ou Musulman. »

Mais cette harmonie a été ruinée au cours des dernières années. À partir de 2015, des groupes extrémistes venant du Mali ont pris le contrôle de certaines zones dans les régions frontalières du Nord et du Nord-Est du pays, en plantant des bombes et en se précipitant à moto pour attaquer les civils. Environ 1,3 million de personnes, soit 6 % de la population, ont été forcées de s'enfuir de chez elles.

Un répit dans la violence entre la mi-2020 et la mi-2021 a suscité de l'espoir, mais l'accalmie a été de courte durée. Entre mai et août 2021, 335 civils ont trouvé la mort à cause des conflits armés dans le pays, ce qui est une augmentation de 300 % par rapport aux quatre mois précédents.

Le point bas de la crise a été atteint en juin 2021 lorsque des attaquants en moto ont pris d'assaut les villages de Solhan et Tadaryat, en massacrant 174 personnes en deux jours. La brutalité des attaques dans lesquelles les terroristes ont incendié des huttes avec des gens à l'intérieur et tiré sur des hommes coincés dans des puits de mine a choqué une nation déjà ébranlée.

« Le Burkina est un pays qui est particulièrement dans l'œil du cyclone djihadiste », déclare Mohamed Maïga, directeur général du cabinet Aliber Conseil d'experts en sécurité, basé au Mali. En août 2021, les ministres d'État chargés de la défense et de la sécurité ont annoncé une nouvelle « vision holistique » pour la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. Ils ont déclaré qu'une approche purement militaire ne suffirait pas pour mettre

fin à la crise. Le moment était venu de creuser en profondeur et d'accéder aux racines du problème.

« La réponse militaire est importante et nécessaire. Mais elle n'est pas suffisante », a déclaré le ministre de la Sécurité Maxime Koné. « Nous allons activer la méthode diplomatique. Nous allons traquer ceux qui soutiennent les terroristes. Ceux qui nous menacent sont à l'intérieur de nos frontières. »

Ces plans ont été compromis en janvier 2022 lorsqu'un groupe d'officiers militaires ont arrêté le président et pris le pouvoir lors d'un coup d'État. Les conséquences de ce coup d'État sur la sécurité sont toujours inconnues en début d'année.

### Bâtir la résilience nationale

La grande majorité des victimes des attaques terroristes au Burkina Faso sont des civils. Depuis le début de la crise de sécurité au Burkina Faso jusqu'à la mi-2021, il y a eu 580 attaques commises par des groupes extrémistes, et 359 d'entre elles ciblaient les civils.

La violence a provoqué ce que l'on appelle une « crise silencieuse de réfugiés », avec des centaines de milliers de gens vivant dans des abris improvisés et fuyant au-delà des frontières vers la

Un soldat burkinabé patrouille dans un camp de Dori qui héberge des déplacés internes provenant du Nord du pays.

AFP/GETTY IMAGES

Côte d'Ivoire, le Ghana et le Mali. Plus de la moitié des personnes forcées à s'enfuir sont des enfants.

Dans les régions déchirées par la guerre, la vie est perturbée de façon permanente. Pendant la plus récente année scolaire, 2.244 écoles du Burkina Faso ont fermé leurs portes à cause des attaques terroristes. Le manque de structure laisse les enfants vulnérables au recrutement par les extrémistes. Beaucoup de jeunes recrues sont attirées par des récompenses telles que l'argent, les téléphones mobiles ou les motos.

Abdouraouf Gnon-Konde, directeur de pays pour le Bureau du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, a déclaré à Deutsche Welle : « Ils attendent de retourner à l'école. L'école est l'atout qui créera un avenir pour ces enfants. »

Avant le coup d'État, le pays était engagé dans un plan quinquennal pour affronter les menaces terroristes et protéger les personnes les plus vulnérables. Il inclut la protection des écoles, l'offre de services additionnels aux personnes déplacées, les programmes de déradicalisation pour les extrémistes qui acceptent de déposer leurs armes, et une sensibilisation pour les gens dans les prisons qui courent le risque de devenir radicalisés.

Le pays s'est aussi engagé à améliorer un système de tribunaux souvent paralysé pour que les personnes soupçonnées de terrorisme soient sanctionnées.





« Dans les cinq années à venir, nous devons bâtir une forte résilience nationale contre la menace terroriste en construisant une fondation pour soutenir la capacité de gouvernance et de sécurité nationale afin de protéger les personnes et les biens », a déclaré M. Koné.

### Un succès de courte durée

Au cours des dernières années, les Forces armées du Burkina Faso (FABF) ont lancé des efforts majeurs contre les terroristes. En 2019, des milliers de soldats participant à l'opération Doofu ont parcouru les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel dans le pays pour éliminer les enclaves terroristes. En 2020, une opération conjointe avec la Côte d'Ivoire a visé la région frontalière. Plus récemment, l'opération Taanli a réuni en 2021 les forces burkinabés et nigériennes, ce qui a conduit à d'énormes saisies d'armes et la mort ou la capture de 100 terroristes.

Mais les observateurs déclarent que les succès sont trop souvent de courte durée.

Moussa Banhoro, chef du service d'alerte précoce et de résolution intercommunale des conflits du Burkina Faso, écrit : « Toutes ces opérations ont permis aux résidents de retrouver une tranquillité relative. Toutefois, l'armée n'a pas été capable de consolider ses gains. En effet, après ces opérations, les zones ont été ciblées par des attaques beaucoup plus létales que celles qui les avaient précédées. »

Les FABF ont déclaré qu'elles voulaient changer cela avec une stratégie qui rapprocherait davantage ses forces des personnes les plus vulnérables et qui les formerait dans de nouvelles tactiques de contre-insurrection conçues pour qu'elles prennent le dessus.

À l'époque, le général de brigade Gilbert Ouédraogo avait déclaré lorsqu'il avait assumé le commandement des Forces armées en octobre 2021 : « Nous devons affiner et accélérer la transformation des Forces armées nationales en les réorganisant sur les plans structurel et territorial pour les rendre plus réactives et opérationnelles. Nous sommes convaincus que cette réorganisation est l'une des conditions impératives au succès de la lutte contre le terrorisme. »

Ce plan inclurait la création de bases de gendarmerie dans les zones rurales qui étaient laissées précédemment sans protection. Il y aura un accent renouvelé placé sur la formation des aptitudes telles que le droit humanitaire international, la neutralisation des engins explosifs improvisés et la guerre non conventionnelle et des opérations spéciales.

L'armée prévoyait aussi d'investir dans les équipements de communication et la technologie du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance pour soutenir ses troupes.

« Nous étions dans une posture du temps de paix, pendant longtemps, avec une articulation qui prévoyait juste des régions militaires comme réservoirs de forces », a déclaré le général Aimé Barthélémy Simporé, ministre délégué à la Défense du Burkina Faso, en octobre 2021. « Et bientôt, nous allons amorcer une nouvelle réorganisation pour être le plus proche possible de notre mission opérationnelle. Nous allons donc construire un système de formation qui soit la plus complète possible. Nous allons beaucoup plus former ici. »

### L'incertitude règne

Les FABF ont fait face à des accusations d'abus contre les civils et d'assassinat extrajudiciaire. Après le massacre de Solhan, des membres bénévoles d'un groupe de défense dans la municipalité se sont plaint qu'ils avaient fait appel à une unité militaire stationnée à proximité avant et pendant l'attaque mais qu'ils n'avaient pas reçu d'aide.

Abdoulaye Diallo, conducteur d'autobus adjoint qui a survécu à l'attaque, s'est exprimé au nom de beaucoup de résidents. « Je ne fais pas confiance aux forces de défense et de sécurité ; elles ne font pas leur travail », a-t-il dit à

Des manifestants brandissent une banderole demandant « Solhan hier, demain à qui le tour ? » lors d'une marche pour protester le manque d'action contre la violence extrémiste au Burkina Faso.

AFP/GETTY IMAGES

Un homme lit le journal au Burkina Faso après une attaque terroriste à Solhan dans laquelle plus de 160 personnes ont trouvé la mort.

AFP/GETTY IMAGES

## Les groupes de défense bénévoles peuvent aider ou nuire

Les justiciers approuvés par le gouvernement se battent alors que la violence augmente

PERSONNEL D'ADF

Alors que la menace des militants islamistes continue à se propager du Mali au Burkina Faso, les autorités gouvernementales se tournent vers des forces civiles armées d'autodéfense pour aider à restaurer la sécurité.

En janvier 2020, le Parlement du Burkina Faso a approuvé des fonds et une formation pour les Volontaires pour la défense de la Patrie (VDP).

Moumina Chériff Sy, ancien ministre de la Défense, a déclaré selon un rapport de Reuters : « Cette loi a été votée par le Parlement à l'unanimité. Elle montre que, au-delà de nos différences d'opinion..., nous pouvons nous unir lorsqu'il s'agit de défendre la patrie. »

Cette approche place les civils sous le contrôle militaire en tant qu'auxiliaires en espérant qu'ils permettront aux forces nationales de conduire d'autres opérations, selon un rapport dans *The Defense Post*. Les volontaires qui rejoignent les VDP doivent avoir 18 ans et sont recrutés en consultation avec les populations locales. Ils sont formés pendant quatorze jours sur les armes, la discipline et les droits humains ; puis ils reçoivent des armes légères et un équipement de communication. Ils doivent aussi subir une « investigation morale ».

Parmi leurs fonctions, ils doivent assurer la surveillance, l'information et la protection des populations locales pendant une attaque tout en attendant que les forces de sécurité arrivent, déclare M. Sy au service de presse burkinabé *Le Faso*.

« Ce n'est pas une question d'en faire de la chair à canon », déclare M. Sy à Al Jazeera. « Nous voulons empêcher ces volontaires de devenir des milices. »

Certains membres des VDP ont déjà été tués par les militants, notamment lors d'une attaque d'avril 2021 dans la municipalité de Tanwalbougou, province de Gourma à l'Est du pays. Des hommes lourdement armés ont pris au piège une patrouille et tué trois gendarmes et quatre volontaires, selon un reportage de l'agence Anadolu.

Le Dr Daniel Eizenga, associé de recherche au Centre africain pour les études stratégiques, a déclaré que le Burkina Faso essaie d'être créatif et attentif pour assurer la sécurité dans les zones reculées.

Il a dit à ADF : « Ce qu'ils essaient vraiment de faire, c'est d'intégrer les milices locales qui ont fourni une certaine protection aux communautés et sont parfois entrées en conflit avec les organisations extrémistes violentes. Ils

essaient essentiellement de formaliser ces milices et le font d'une façon qui les intégrera dans la plus vaste structure des forces de sécurité pour le Burkina Faso. »

Toutefois, certaines critiques sont légitimes. On craint que la fourniture d'armes aux civils ne risque d'attiser les tendances de violence dans la région ou d'encourager les civils à poursuivre la vengeance et les représailles, au lieu de la protection et la paix.

Il existe des indications de validité de ces craintes au Burkina Faso. Une étude conduite en mars 2021 par Clingendael - l'Institut néerlandais des relations internationales - indique que le recrutement des VDP s'accompagne de discrimination contre les pastoraux et les nomades, et tend à exclure beaucoup de communautés ethniques peules. Le rapport note des exemples d'attaques et autres abus contre les civils peuls.

Le Dr Eizenga déclare que le succès du Burkina Faso avec les VDP dépendra de la force des mesures de supervision et de prise de responsabilité. Les groupes d'insurgés tels que ceux qui tourmentent les régions éloignées du Burkina Faso (ce que le Dr Eizenga appelle des « insurrections latentes ») peuvent perdurer pendant de longues périodes. Ils ont tendance à obtenir peu de soutien local, mais tant qu'ils persistent et peuvent tirer profit des ressources locales, « ils sont considérés gagnants », dit-il.

Il déclare que l'intégration des forces locales dans les zones reculées d'accès difficile pour les forces gouvernementales offre « une solution potentielle à long terme si elle est accomplie correctement et reçoit une supervision suffisante ».



Des enfants écrivent sur le tableau de leur salle de classe à Dori, dans l'Est du Burkina Faso, dans une école ouverte pour les élèves qui ont fui la violence extrémiste. AFP/GETTY IMAGES



Des manifestants brûlent des pneus à Ouagadougou (Burkina Faso), après un coup d'État qui a destitué le président en janvier 2022. AFP/GETTY IMAGES

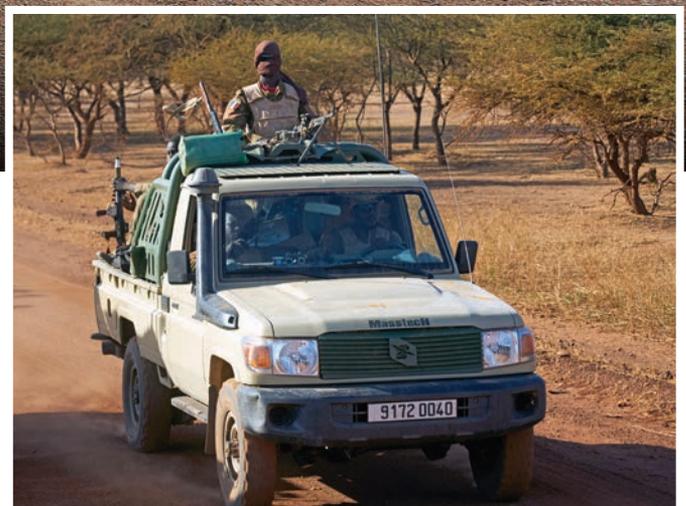
Al Jazeera. « Le pays est envahi par les djihadistes... [et] la crise continue parce que le gouvernement n'est pas capable de lutter. »

Les soldats se sont plaints qu'ils étaient très mal équipés pour la lutte contre la terreur. Après une attaque à Inata où vingt soldats avaient trouvé la mort en novembre 2021, l'unité avait signalé qu'elle n'avait pas reçu de rations pendant deux semaines et avait dû faire la chasse à la nourriture. Les chefs du coup d'État ont utilisé de tels rapports comme prétexte pour saisir le pouvoir.

M. Koné déclare que la « trinité » du gouvernement, des forces de défense et de la population doit être en harmonie.

« Il s'agira pour nous de mobiliser toute la nation, dit-il, parce que cette lutte est au-delà de notre positionnement politique, au-delà de nos clivages politiques et confessionnels. C'est une question non pas seulement du gouvernement mais c'est une question de la nation tout entière. »

De nombreux Burkinabés adoptent une approche attentiste face au bouleversement politique.



Des soldats burkinabés conduisent une patrouille dans la région du Soum au Nord du Burkina Faso. AFP/GETTY IMAGES

Le maire de la municipalité de Dablo, où les agriculteurs ne peuvent pas planter leurs récoltes depuis trois ans à cause des attaques terroristes acharnées, déclare que les gens aspirent à la sécurité. « Tant que la sécurité reste introuvable, les gens ne peuvent pas poursuivre leurs activités ou s'occuper de leurs affaires librement, déclare le Dr Ousmane Zango. Nous pensons donc qu'ils doivent s'organiser rapidement pour que la population puisse retrouver une sérénité. » □



BATTEMENT DU CŒUR  
DE L'AFRIQUE





# ILS SE PRÉPARENT À LEUR MISSION

PERSONNEL D'ADF

Un membre de l'Unité de police formée du Nigeria se prépare à conduire une patrouille dans Mogadiscio dans le cadre de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Alors que la mission entame sa quinzième année d'activité, elle salue les dizaines de milliers de soldats, policiers et civils provenant de huit pays qui y ont participé depuis son début en 2007. Ces hommes et ces femmes ont aidé à restaurer un certain niveau de paix en Somalie après plusieurs décennies de guerre civile. De nombreux défis sont toujours présents mais les personnes affectées à l'AMISOM qui lacent leurs chaussures chaque matin et revêtent l'uniforme pour aller travailler ont montré qu'elles sont prêtes à les relever.

MOKHTAR MOHAMED/AMISOM



# **BOKO HARAM**

*engendre une  
progéniture létale*





## Un groupe franchisé de l'État islamique devient la menace la plus dangereuse dans le bassin du lac Tchad

PERSONNEL D'ADF  
PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

**Ce**n'était pas la première fois qu'Abubakar Shekau avait échappé à la mort. Depuis que le chef brutal de Boko Haram avait pris le contrôle du groupe extrémiste violent basé au Nigeria en 2009, l'annonce de son trépas avait été faite plusieurs fois. Elle était chaque fois prématurée – jusqu'en mai 2021.

À l'époque, des rapports affirmaient à nouveau qu'Abubakar Shekau avait été tué lors d'une bataille avec une faction rivale de Boko Haram appelée Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI). Cette information avait été fournie dans un enregistrement audio produit par la faction rivale. Elle s'est révélée juste. L'audio, censée être la voix d'Abou Mosab al-Barnaoui, chef de la PAOEI, a déclaré qu'Abubakar Shekau « s'était tué instantanément par détonation d'un engin explosif ».

Selon la BBC, il a dit que « M. Shekau a préféré être humilié dans l'au-delà [plutôt] que d'être humilié sur la terre ».

Le décès d'Abubakar Shekau a eu des conséquences importantes pour ceux qui sont restés dans sa faction de Boko Haram, pour la PAOEI et pour les forces de sécurité nigérianes et régionales luttant contre tous les extrémistes. Il est probable que le groupe original de Boko Haram continuera à piétiner, que la PAOEI se renforcera et que les forces de sécurité devront changer leur approche pour faire face à la nouvelle menace croissante.

La PAOEI qui possède des relations fortes avec le groupe noyau de l'État islamique, sera probablement



Un camion appartenant à la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique arbore la bannière de l'organisation terroriste à Baga (Nigeria).

le focus d'une nouvelle entreprise africaine en plein essor, à la suite de ses gains initiaux au Moyen-Orient qui avaient été inversés et dégradés par les interventions militaires internationales. Un expert prédit l'intensification et la prolongation de la lutte contre le terrorisme djihadiste dans le Nord du Nigeria et le bassin du lac Tchad.

« Cela signifie aussi qu'il existe désormais une nécessité pour des efforts plus délibérés visant à contrer les opérations d'influence de la PAOEI, à améliorer la gouvernance civile et la fourniture des services publics, alors que la PAOEI commence à progresser », déclare à ADF Folahanmi Aina, chercheur nigérian et candidat au doctorat au King's College de Londres.

Boko Haram n'est plus la menace monolithique qui avait émergé en 2002 dans l'État de Borno et s'était transformée en véritable insurrection en 2009. Aujourd'hui, peu de factions restent actives et la PAOEI est le leader incontestable en termes d'organisation, de capacité tactique et de potentiel de menace.

## Les visages multiples de Boko Haram

PAOEI est le nom adopté par Boko Haram en mars 2015 lorsqu'Abubakar Shekau prête allégeance au nom de son groupe à l'État islamique et son leader de l'époque, Abou Bakr al-Baghdadi. Au cours des mois précédents, Boko Haram avait subi de graves revers face aux forces nigérianes et régionales, ce qui l'avait affaibli et enflammé des affrontements internes croissants, selon un rapport de mai 2019 par l'International Crisis Group intitulé « Relever le défi de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique ».

Un an plus tard, Boko Haram se divise. Abou Mosab al-Barnaoui, fils de Mohamed Yusuf (le fondateur de Boko Haram), et d'autres abandonnent Abubakar Shekau, conservent le nom de PAOEI et acceptent la reconnaissance officielle du noyau de l'État islamique.

Abubakar Shekau garde le contrôle de la faction restante, plus petite, et reprend le nom initial du groupe : Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad ou JAS.

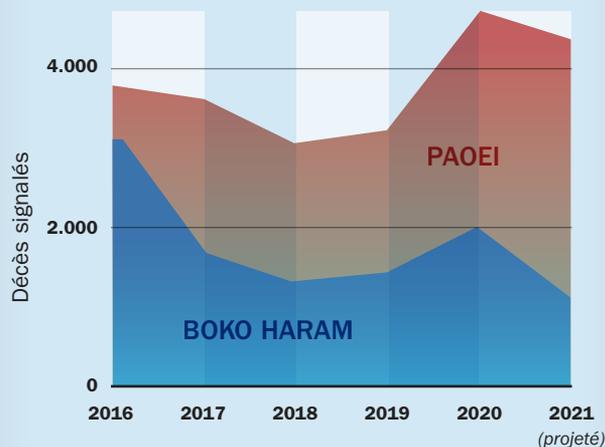
Des changements de leadership et des controverses continuent à affecter la PAOEI depuis la division. Il est signalé qu'Abou Mosab al-Barnaoui est lui-même déposé en tant que chef et, plus tard en août 2021, qu'il est tué, bien que les détails concernant sa mort restent imprécis. Mais le groupe est capable de tirer profit de ses connexions avec l'État islamique pour continuer à croître et influencer la région. L'International Crisis Group estime que les effectifs de la PAOEI sont entre 3.500 et 5.000 combattants en 2019, comparé à seulement 1.500 à 2.000 pour le JAS. Depuis lors, le groupe plus petit est en proie à des défections régulières.

Une autre faction est active dans la région du lac Tchad. Elle s'appelle la faction Bakura, selon le nom d'Ibrahim Bakura, connu aussi sous le nom de Bakura Dogon. La faction d'Abubakar Shekau était centrée dans la forêt nigérienne de Sambisa, État de Borno. La faction Bakura, qui est une sous-faction de celle d'Abubakar

Des soldats nigériens conduisent une patrouille en octobre 2019 après un raid de militants de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique sur le village de Tungushe. Le raid avait tué un soldat et trois résidents.



## Décès liés aux groupes islamistes militants dans le bassin du lac Tchad



Sources : Centre africain pour les études stratégiques et Projet de données des lieux et des événements de conflit armé

Shekau et qui lui était loyale, est responsable pour des attaques au Cameroun, au Niger, au Nigeria et au Tchad, selon un rapport de mars 2020 de la Fondation Jamestown.

Finalement, la première faction dissidente de Boko Haram formée en 2012 et appelée Ansaru est alignée au groupe terroriste international al-Qaïda. Elle est inactive depuis quelque temps mais on signale qu'elle s'est manifestée récemment dans le Nord-Ouest du Nigeria, selon le Centre Soufan.

## La menace extrémiste actuelle

Depuis la mort d'Abubakar Shekau en mai 2021, la faction JAS est en régression. Même lorsqu'il était en vie, la PAOEI rivale avait opposé son soutien pour la violence sans discrimination contre les civils, en particulier les

Des extrémistes de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique ont brûlé ce camion pendant une attaque en février 2020 dans l'État de Borno (Nigeria).



coreligionnaires musulmans qui vivaient hors du territoire du groupe, selon l'International Crisis Group. « La PAOEI a montré clairement qu'elle avait adopté, au contraire, une posture moins hostile aux civils musulmans. »

Cette posture, bien que toujours violente et brutale, avait permis à la PAOEI de s'intégrer efficacement dans les populations civiles du bassin du lac Tchad, et parfois même d'obtenir un certain soutien de leur part, selon M. Aina.

« Aujourd'hui, la PAOEI se concentre principalement sur des attaques contre les formations militaires et sur l'acquisition des armes, comme l'a démontré sa première attaque le 3 juin 2016. »

Lors de cette attaque, les combattants de la PAOEI ont attaqué une base nigérienne dans le village rural de Bosso sur le lac Tchad, près de la frontière avec le Nigeria. « Elle a illustré ce que serait le modus operandi de la PAOEI : un raid ciblant les forces armées, la capture des armes et des provisions, sans pertes civiles », selon l'International Crisis Group.

« En outre, la PAOEI administre la gouvernance civile et la fourniture des services publics dans les zones où elle est active, par exemple le forage des puits, la fourniture de dividendes pour les recrues et même la perception des impôts », selon M. Aina. « Pour sa part, Boko Haram se concentre principalement sur les attaques contre l'armée aussi bien que les populations civiles et il est surtout connu pour participer aux enlèvements des civils, par instance les jeunes filles de Chibok. » Boko Haram avait enlevé 276 lycéennes de leur école de Chibok dans l'État de Borno en 2014, ce qui avait suscité une condamnation internationale.

La PAOEI a aussi décidé de ne pas utiliser de femmes ou d'enfants comme kamikazes. « À la base, il s'agit d'une certaine forme de tactique adoptée par la PAOEI et visant à gagner les cœurs et les esprits des habitants locaux », déclare M. Aina à ADF. Cette posture a permis au groupe de s'appuyer sur certains habitants locaux pour la collecte

des renseignements, ce qui intensifie encore plus le défi pour les forces de sécurité.

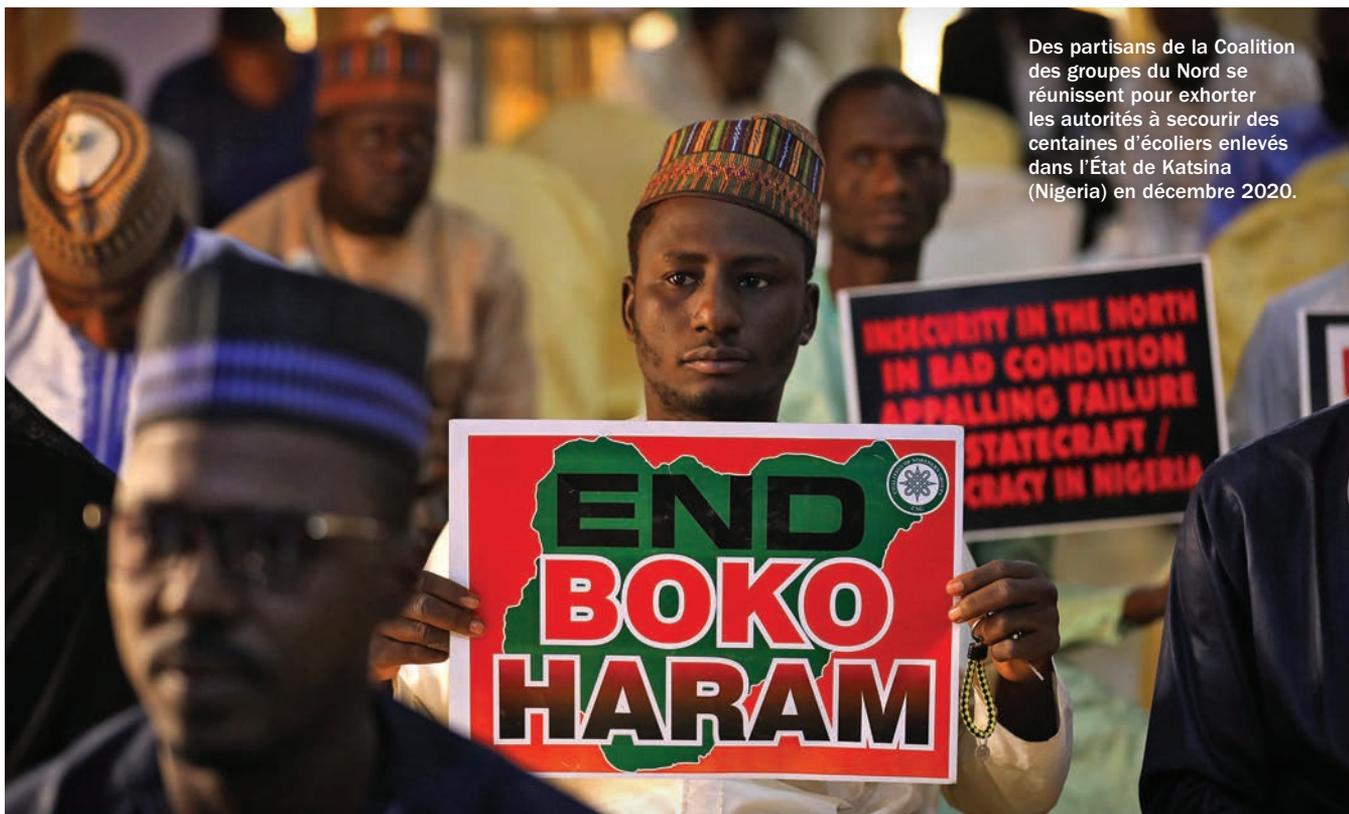
Malgré tout, la PAOEI reste un groupe terroriste brutal qui maltraite et tue les civils innocents sans scrupule pour aboutir à ses fins. En juillet 2020 par exemple, le groupe est soupçonné d'avoir enlevé et exécuté cinq Nigériens, y compris trois travailleurs humanitaires, dans l'État de Borno.

Un mois auparavant, la PAOEI avait massacré 81 civils dans le village de Gubio, État de Borno, et 20 soldats à Monguno, lesquels protégeaient des organisations internationales non gouvernementales, selon un article de blog

---

Des personnes en deuil participent aux obsèques de 43 ouvriers agricoles à Zabarmari, à environ 20 km de Maiduguri (Nigeria), le 29 novembre 2020. Boko Haram avait tué les ouvriers dans des rizières près du village de Koshobe le jour précédent. Les ouvriers s'étaient déplacés de 1.000 km depuis l'État de Sokoto pour chercher du travail.





Des partisans de la Coalition des groupes du Nord se réunissent pour exhorter les autorités à secourir des centaines d'écoliers enlevés dans l'État de Katsina (Nigeria) en décembre 2020.



Un Nigérian montre les trous des balles tirées sur l'école secondaire de science du gouvernement à Kankara, dans l'État de Katsina (Nigeria) en décembre 2020. Boko Haram a enlevé des centaines de lycéens de l'école.

peur de représailles, soit des combattants, y compris des commandants et les membres de leur famille. La plupart de ces désertions se sont produites dans l'État nigérian de Borno.

L'institut explique qu'il existe deux causes qui provoquent ces défections. La première est le fait que la PAOEI permet aux gens de partir, en particulier ceux détenus contre leur gré par le JAS comme ouvriers ou boucliers humains. La deuxième concerne les combattants du JAS qui ne veulent pas rejoindre la PAOEI et s'enfuient pour se sauver. « Alors que la PAOEI renforce son monopole des opérations extrémistes violentes dans le bassin du lac Tchad, elle a rétrogradé certains commandants du JAS en les remplaçant par ses propres leaders plus jeunes provenant des îles du lac Tchad », selon l'ISS.

### L'avenir de la menace

À mesure que la PAOEI devient la faction prédominante de Boko Haram, il est peut-être encore plus préoccupant qu'elle semble prête à promouvoir une recrudescence de l'État islamique en Afrique, après la perte de pouvoir du groupe au Proche-Orient, selon M. Aina.

Avec ses connexions au leadership noyau de l'État islamique, M. Aina craint que la PAOEI n'absorbe finalement le JAS, lequel a souffert des lacunes de leadership et d'un manque de direction depuis la mort d'Abubakar Shekau. Une autre possibilité est encore plus troublante : qu'arriverait-il si la PAOEI faisait front commun avec les bandes criminelles armées du Nigeria ?

Dans le Nord-Est du pays, des bandes criminelles organisées font des ravages depuis cinq ans en commettant des enlèvements contre rançon. Elles ciblent principalement

du Council on Foreign Relations. La plupart des victimes de Gubio étaient musulmanes.

« Bien que [la PAOEI] ait appelé ses victimes des justiciers travaillant avec les forces gouvernementales, ils étaient pour la plupart des éleveurs de bétail et des résidents non armés. Certains avaient une arme légère pour l'autodéfense dans une région tout à fait rétive », selon le blog.

Entre-temps, la faction JAS d'Abubakar Shekau est en perte de vitesse. Selon un rapport du 18 août 2021 par l'Institut pour les études de sécurité (ISS), plus de 2.100 personnes associées au JAS l'ont quitté depuis la mort de M. Shekau en mai 2021. Ceux qui sont partis étaient soit des civils, qui ne pouvaient pas s'en aller plus tôt par

les pensionnats, écrit le Dr Mark Duerksen, associé de recherche, dans un rapport de mars 2021 pour le Centre africain pour les études stratégiques.

Les bandes criminelles, que les Nigériens appellent des bandits, sont originaires de l'État de Zamfara où les mines d'or artisanales sont nombreuses. Les responsables de l'état estiment qu'il y a seulement dans le Zamfara 10.000 bandits armés répartis dans 40 camps, selon le Dr Duerksen.

L'attaché de presse du gouverneur Bello Matawalle du Zamfara a déclaré au site nigérian d'actualités en ligne The Cable en avril 2021 qu'au moins 30.000 bandits étaient actifs dans les états de Kaduna, Katsina, Kebbi, Niger, Sokoto et Zamfara. Près de 3.000 personnes ont trouvé la mort lors d'attaques de bandits entre 2011 et 2019, et plus de 1.000 ont été enlevées pendant cette période.

« Les activités de ces bandes organisées dans le Nord-Ouest attirent l'attention des groupes islamistes militants, écrit le Dr Duerksen. Ansaru a déployé des religieux dans la région pour prêcher des sermons contre la démocratie et les efforts de paix du gouvernement. Il existe aussi des preuves selon lesquelles [la PAOEI] développerait des relations avec les groupes criminels du Nord-Ouest pour essayer de les radicaliser. »

Ce développement potentiel est la pire crainte de M. Aina. Il dit que le noyau de l'État islamique pourrait chercher à négocier une unification entre la PAOEI et la faction Ansaru, maintenant qu'Abubakar Shekau est éliminé. Les bandits, qui agissent en grande mesure sans idéologie politique, pourraient aussi être prêts à céder le contrôle.

Ils offriraient à la PAOEI les effectifs et les armes. Les militants offriraient aux bandits les ordres et la mission. Les forces de sécurité nigérianes ont conduit des campagnes pour réduire la menace des criminels dans le Nord-Ouest. Au début septembre 2021, les autorités ont clôturé des réseaux de téléphonie mobile dans l'État de Zamfara en s'efforçant de contrôler les bandits armés, selon un reportage de Reuters. Plusieurs jours plus tard, les autorités ont fait de même dans l'État de Katsina.

Alors que les bandits s'efforcent de chercher des moyens de résister aux forces de sécurité du gouvernement, la faction Ansaru et la PAOEI peuvent leur offrir une solution utile, déclare M. Aina à ADF.

« Ils pourraient être exactement le type de groupe cherché par la PAOEI. Et cette dernière nécessitera probablement Ansaru pour aider à recruter les bandits locaux, car Ansaru connaît le terrain mieux que la PAOEI. »

### La marche à suivre

Ce qui est clair, c'est qu'une PAOEI enhardie et plus forte signifiera la continuation de l'instabilité dans le bassin du lac Tchad, au Nigeria et dans les pays voisins. Il ne sera pas facile de résoudre ce problème irréductible. Les forces de sécurité régionales, depuis la Force conjointe du G5 Sahel à la Force multinationale mixte et aux autres, ont eu des difficultés pour suivre l'évolution des différentes menaces djihadistes, qui sont diversifiées et se propagent dans la région du grand Sahel.



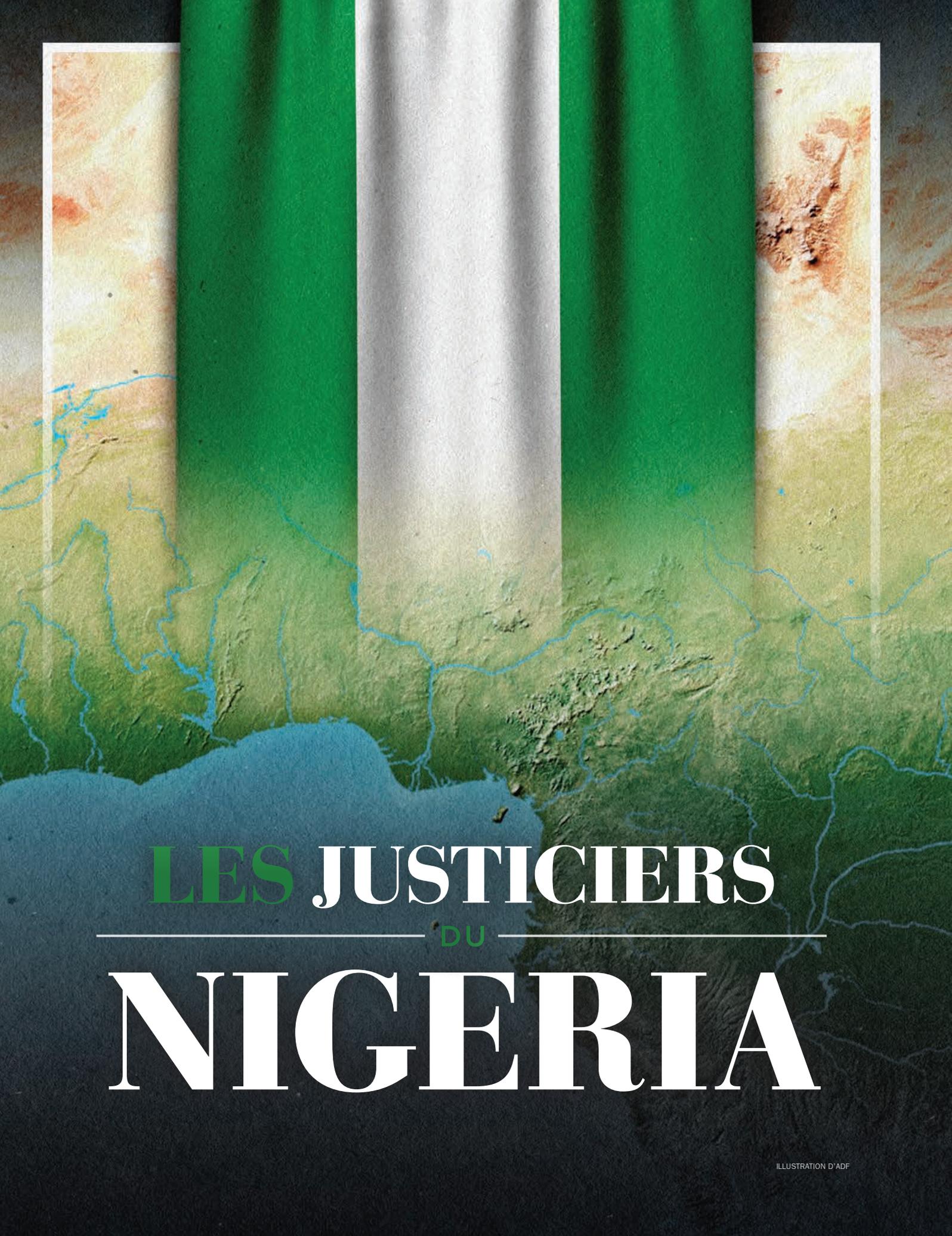
Un avis de recherche montre une récompense offerte pour Abubakar Shekau, chef de Boko Haram. Il s'est suicidé en mai 2021 en faisant exploser une bombe pendant une bataille avec les militants du groupe rival de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique.

Toutefois, il existe une approche qui semble susciter un consensus parmi ceux qui étudient et observent la menace de Boko Haram. Les gouvernements devront améliorer leur capacité à combler les lacunes de service et de leadership qui sont en ce moment exploitées par les militants, en particulier ceux affiliés à la PAOEI.

M. Aina déclare que les gouvernements régionaux devront fournir « un développement de la gouvernance et de la résilience axé sur les habitants » pour affronter les facteurs de l'extrémisme tels que l'analphabétisme et le chômage. Un tel effort, accompagné de la continuation de l'action militaire, pourrait montrer aux civils que le gouvernement d'État est attentif à leurs intérêts et leurs besoins.

Le rapport de l'International Crisis Group offre des recommandations similaires.

« Les racines de plus en plus profondes de la PAOEI dans la population civile soulignent le fait que le gouvernement du Nigeria (et à un degré moindre ceux du Cameroun, du Tchad et du Niger) ne peut pas recourir à des moyens purement militaires pour assurer sa défaite durable, selon le rapport du groupe. Il devrait chercher plutôt à affaiblir les liens entre la PAOEI et les habitants locaux en démontrant qu'il peut combler les lacunes de service et de gouvernance, au moins dans les zones qu'il contrôle, alors même qu'il s'assure de conduire la contre-insurrection le plus humainement possible et de façon à protéger les civils. » □



**LES JUSTICIERS**  
**DU**  
**NIGERIA**

## *Attaqué par les extrémistes et les bandits, le Nigeria demande l'aide des gardes civils.*

PERSONNEL D'ADF

**U**ne nuit de février 2021, les lycéens du collège scientifique gouvernemental de l'État du Niger (Nigeria) dormaient lorsque plus de cinquante hommes armés provenant d'une forêt voisine ont attaqué le campus, qui n'avait qu'un seul garde pour leur résister.

Alors même qu'un poste de police se trouvait à moins de 3 km, les envahisseurs ont rôdé dans le campus pendant trois heures sans interférence. Ils ont pris la fuite vers la forêt avec 42 otages, pour la plupart des jeunes garçons d'environ 15 ans, selon le magazine The Africa Report.

L'invasion a déclenché un tollé général dans le pays. Elle était similaire aux enlèvements de 276 lycéennes de Chibok par le groupe extrémiste Boko Haram en 2014, aux enlèvements de 317 jeunes filles élèves d'une école secondaire dans l'État de Zamfara en février 2021 et à d'autres situations d'otage au Nigeria.

Mais contrairement à ces autres enlèvements, l'incident dans l'État du Niger a pris fin assez rapidement. Le gouverneur Abubakar Sani Bello a envoyé un groupe local d'autodéfense dans les forêts pour une mission de recherche et sauvetage. Les ravisseurs ont libéré la plupart des captifs au bout de dix jours.

Dans certaines régions du Nigeria, les attaques de bandits armés et d'extrémistes sont si fréquentes que les civils ont créé des groupes d'autodéfense pour aider les policiers et les soldats accablés.

Ces justiciers affrontent exactement les mêmes dangers que leurs homologues officiels. En mars 2021, des bandes criminelles ont tué deux douzaines de gardes d'autodéfense et un soldat dans le Nigeria central. Des douzaines de bandits à moto ont tiré sur les justiciers lors d'une embuscade dans la zone de gouvernement local de Mariga, État du Niger. Les justiciers traquaient des bandits qui avaient attaqué un poste militaire dans la région.

Le but initial de Boko Haram, formé en 2002, était d'instaurer une forme fanatique d'Islam « pur » dans le Nord du Nigeria, avec pour vision ultime le renversement du gouvernement nigérian. L'insurrection actuelle du

groupe a commencé en 2009. Depuis lors, il a causé plus de 36.000 morts et a forcé hors de leur foyer un nombre de personnes estimé à 2,3 millions.

La violence liée à Boko Haram et à sa branche, la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique, a doublé depuis 2015, lorsque le gouvernement lança une offensive majeure pour déloger les groupes, selon le Centre africain pour les études stratégiques. Par la suite, explique le centre, les deux groupes se sont concentrés sur les régions à faible population de l'État de Borno, notamment la forêt de Sambisa au terrain accidenté en bordure des montagnes du Nord-Ouest du Cameroun et les marais « firki » (coton noir) au Sud et au Sud-Ouest du lac Tchad.

Mais les groupes extrémistes ne constituent pas le seul problème. Des bandes criminelles rôdent dans le Nord-Ouest et le centre du Nigeria en volant le bétail et en enlevant les gens pour les rançonner. Ils tuent, pillent et mutilent. Ils incendient les maisons. Ils n'ont pas d'idéologie et leur motivation est purement financière. On craint de plus en plus qu'ils ne soient infiltrés par les extrémistes du Nord.



Plus de 3.000 personnes déplacées vivent dans des tentes dans la ville d'Anka (Nord-Ouest du Nigeria). Les bandits ont terrorisé la région.

AFP/GETTY IMAGES

### **UN PROBLÈME D'ÉCHELLE**

Les policiers et les soldats n'ont pas réussi à stopper l'extrémisme, le banditisme et la violence intercommunale. Mais les observateurs déclarent que ce n'est pas entièrement leur faute. Le Nigeria a un problème d'échelle. Bien qu'il soit seulement le quatorzième pays d'Afrique en termes de superficie, c'est le pays le plus peuplé du continent, et qui possède la plus grande économie. Ses 36 états incluent des majorités chrétiennes au Sud et des majorités musulmanes au Nord. C'est l'un des pays les

**« Alors que de nombreux observateurs sont préoccupés par la prise de responsabilité et la discipline de ces justiciers, et que la supervision de leurs activités est limitée, les Nigériens qui ont participé à cette étude expriment un soutien fort pour les groupes d'autodéfense. »** ~ Rapport de l'Institut des États-Unis pour la paix



Le commandant d'un groupe d'autodéfense supervise les volontaires dans une rue de Yola (Nigeria). Des milliers de volontaires se sont unis pour former le Groupe d'autodéfense du Nigeria. THE ASSOCIATED PRESS

plus culturellement diverses du monde, avec plus de 500 langues et 300 groupes ethniques. Et le terrain peut être difficile, en particulier pendant la saison des pluies.

Il existe aussi un problème de chiffres. Le rapport policiers/civils est bien inférieur aux recommandations des Nations unies. Le service d'actualités New Humanitarian note aussi « le manque d'équipement, la mauvaise formation et le piètre moral de l'officier moyen » dans les agences de police du Nigeria.

Le gouvernement fédéral a fait appel à ses forces armées pour recevoir de l'aide mais celles-ci ont aussi des effectifs insuffisants et sont dépassées par le conflit du Nord-Est. Et les soldats ne sont pas formés pour assumer des responsabilités policières. « Cela veut dire qu'ils tirent trop fréquemment pour tuer, avec une impunité presque totale », selon le rapport du New Humanitarian.

Ces conditions ont conduit à l'apparition des justiciers, citoyens qui décident d'appliquer eux-mêmes la loi. Dans la plupart des régions du monde, les justiciers constituent une menace pour la sécurité. Dans certaines régions du Nigeria, ils deviennent une nécessité approuvée par l'État.

## UN PROBLÈME CROISSANT

Le problème empire. Le nombre d'enlèvements au Nigeria a augmenté de 169 % entre le début 2019 et la fin 2020, selon un rapport de l'Institut des États-Unis pour la paix.

Dans le rapport affiché sur son site web et intitulé « Six méthodes alternatives pour mesurer la paix au Nigeria », l'Institut conclut que le niveau croissant d'insécurité dans

le pays pourrait être attribué à la mauvaise performance de ses agences de sécurité. À son tour, ceci conduit au recours aux groupes d'autodéfense par les Nigériens pour qu'ils assument eux-mêmes la responsabilité de la loi.

« Selon la mesure du nombre de décès, le Nigeria semble affligé par la violence, déclare le rapport. Selon certains comptes rendus, la pandémie du Covid-19 a augmenté la fréquence des expériences de violence. »

Le rapport de l'Institut a utilisé des recherches conduites dans quatre états nigériens. Il note que les habitants qui demandent de l'aide à la police signalent des résultats décevants. 64 % des participants déclarent que cette expérience est « difficile » ou « très difficile ».

« Il existe un soutien fort pour les groupes d'autodéfense, selon le rapport. Alors que de nombreux observateurs sont préoccupés par la prise de responsabilité et la discipline de ces justiciers, et que la supervision de leurs activités est limitée, les Nigériens qui ont participé à cette étude expriment un soutien fort pour les groupes d'autodéfense. Plus de 8 participants sur 10 dans tous les états étudiés conviennent que "les justiciers apportent une contribution positive à la sécurité au Nigeria". »

L'Institut dit que moins de 10 % des participants pensent que les justiciers ont un impact négatif sur la sécurité nigérienne. Bien que les sondages de l'Institut aient concerné seulement 4 des 36 états du pays, les résultats peuvent être généralement considérés comme cohérents avec le reste du pays. La société de sécurité SBM Intelligence basée à Lagos a signalé qu'en avril 2021 590 Nigériens avaient été tués lors d'attaques violentes dans le pays. Seuls cinq états avaient été épargnés.

## LA POLITIQUE NATIONALE

La position du gouvernement nigérien continue à être la suivante : avec des ressources suffisantes, les policiers et les soldats peuvent protéger les habitants sans forces auxiliaires. Mais ce n'est pas le point de vue d'un grand nombre de gouverneurs des 36 états du pays, qui ont appris à fermer les yeux lorsque des groupes d'autodéfense sont formés, et dans bien des cas à les approuver.

Un tel groupe s'appelle la Force opérationnelle civile conjointe, créée dans l'État de Borno en 2013. Il a commencé comme groupe de chasseurs locaux qui souhaitaient protéger leurs communautés mais, comme le signale le service d'actualités The Conversation, le groupe opérationnel est bientôt devenu intégré à l'effort officiel de contre-insurrection du gouvernement. En 2016, des experts ont déclaré au magazine The Economist que la force opérationnelle avait plus de 26.000 membres dans



Un garde de sécurité armé d'un fusil était présent lorsque plus de 300 lycéennes ont été enlevées par des hommes armés dans le Nord du Nigeria le 1er mars 2021. Les ravisseurs ont écrasé la police et les justiciers. THE ASSOCIATED PRESS

les états de Borno et Yoko. 1.800 d'entre eux touchaient un salaire de 50 dollars par mois.

Au cours des années, la force opérationnelle a utilisé ses profondes connaissances des communautés locales et du terrain pour identifier les membres de Boko Haram et limiter leurs attaques. Récemment, la force opérationnelle a assuré la sécurité dans les camps pour personnes déplacées. Mais comme beaucoup de groupes d'autodéfense nigériens, les membres de la force ont aussi été accusés d'abus, y compris des assassinats. En 2017, les Nations unies ont dû faire pression sur la force pour qu'elle mette fin à la pratique de recruter les enfants.

Certains groupes d'autodéfense commencent comme des groupes policiers autoproclamés qui obtiennent leur légitimité grâce à l'approbation du gouvernement. Les Garçons de Bakassi ont commencé à patrouiller dans un marché de la ville d'Abia, État d'Abia. Aujourd'hui, ils sont actifs dans le Sud-Est du pays. Le gouvernement de l'État les a rebaptisé Service d'autodéfense de l'État d'Abia en 2000, en leur donnant de l'argent et des équipements. La même année, le gouverneur de l'État d'Anambra a invité les Garçons de Bakassi à faire face à la criminalité en hausse dans l'état. L'Assemblée législative de l'État a adopté une loi pour légitimer le groupe en tant que Services d'autodéfense d'Anambra. L'État d'Imo a fait de même.

Les Garçons de Bakassi n'ont pas été universellement

accueillis. En 2018, la Cour suprême du Nigeria a confirmé la condamnation à mort imposée à trois membres des Garçons de Bakassi pour deux assassinats commis en 2006. Les journaux Punch du Nigeria signalent que la juge Amina Augie, qui a prononcé la décision de la Cour suprême, a déclaré : « Les Garçons de Bakassi ne sont rien d'autre que des hors-la-loi ». Elle a dit qu'ils étaient des « anarchiques qui agissaient hors du cadre de la loi dans leur quête illégale et malavisée pour rendre la justice en assassinant les criminels présumés ».

### IL N'Y A PAS DE GROUPE « TYPIQUE »

Il n'y a pas de groupe « typique » d'autodéfense au Nigeria. Certains sont financés et équipés par les gouvernements locaux. D'autres groupes réunissent des centaines, voire des milliers de volontaires. Et d'autres encore sont créés spontanément par des gens qui veulent se venger, sur la demande des chefs locaux pour punir une attaque.

Les problèmes de sécurité du Nigeria sont ceux de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Avec plus de 200 millions d'habitants, le Nigeria a une énorme influence dans toute la région. Comme l'a remarqué le magazine Foreign Affairs, « lorsque le Nigeria tombe en récession, les autres économies de la région arrêtent typiquement leur croissance ».

En soulignant les échecs des groupes de sécurité régionaux, Foreign Affairs a noté qu'ils « ont aussi le potentiel

# LE NIGERIA PRÉSENTE TOUTE UNE « PALETTE » DE RÉPONSES DE SÉCURITÉ

Le Dr Mark Duerksen est associé de recherche au Centre africain pour les études stratégiques. Ses recherches se concentrent sur les environnements de sécurité du Nigeria et l'urbanisation inégale de l'Afrique, avec les défis et les opportunités de sécurité présentés par les villes. Ses projets au Centre concernent le suivi des actualités liées à la sécurité et la création d'une infographie analytique. Africa Defense Forum (ADF) a interviewé le Dr Duerksen par e-mail. Ses commentaires ont été modifiés pour les adapter au présent format.

**ADF :** Les groupes de mercenaires au Nigeria fonctionnent-ils vraiment ? Il semble que beaucoup d'entre eux deviennent aussi mauvais que les organisations qu'ils combattent. Une juge fédérale nigériane, par exemple, a déclaré que les Garçons de Bakassi ne sont « rien d'autre que des hors-la-loi ».

**Dr Duerksen :** C'est une question complexe. Déterminer si les groupes de sécurité nigériens régionaux et locaux, mais non gouvernementaux, fonctionnent n'est pas toujours clair ; dans certains cas, il peut être trop tôt pour le faire. Je pense qu'il est important de faire une distinction entre :

- Les organisations de sécurité privées qui sont en général engagées par des intérêts privés.
- Les milices et les groupes d'autodéfense locaux qui sont créés pour défendre les biens locaux et les communautés, et parfois sont tolérés, équipés et entraînés par les gouvernements locaux.
- Les groupes de sécurité régionaux qui sont établis ou officiellement approuvés par les gouvernements des états, même si leur conformité à la constitution est contestée.

Toutes ces forces se chevauchent parfois géographiquement et sont actives au Nigeria en plus des innombrables forces militaires du pays, des nombreuses divisions de la police fédérale et des autres forces de sécurité telles que le Service de sécurité d'état. Il y a donc vraiment une « palette » de réponses sécuritaires au Nigeria avec tous ces groupes différents essayant ostensiblement d'améliorer la protection du pays contre les nombreux groupes armés qui y sont actifs.

En ce qui concerne le recours aux groupes d'autodéfense ou aux nouvelles forces régionales pour combler le vide sécuritaire, ces groupes suivent souvent un modèle similaire, en s'engageant finalement dans le type de comportement criminel et d'abus qu'ils avaient la mission d'empêcher. C'est le cas pour les milices d'autodéfense dans le Nord-Ouest : elles étaient initialement établies par les agriculteurs locaux pour protéger leurs intérêts contre les milices bien armées appuyant les bergers. Avec le temps, elles ont commis des actes de torture, des atrocités, et elles ont même engendré les bandes criminelles notoires qui sont actives dans la région.

Des résultats tels que celui-ci, qui sont aussi constatés



CENTRE AFRICAIN POUR LES ÉTUDES STRATÉGIQUES

Le Dr Mark Duerksen

patrouillent et maintiennent la veille, mais cela dépend souvent de l'engagement et de la supervision de chaque chef local plutôt que des contrôles institutionnels et de la prise de responsabilité. Il peut donc être difficile de dupliquer tout succès de ce genre pour réduire sensiblement l'insécurité systémique au Nigeria.

En fin de compte, ces solutions de sécurité « alternatives » ne fourniront probablement pas de résultats durables si elles ne peuvent pas être intégrées dans des institutions officielles qui les surveilleront, les entraîneront et les rendront responsables. Entre-temps, les événements violents commis par les groupes armés et documentés au Nigeria ont augmenté considérablement au cours des cinq dernières années, de moins de 700 événements par an à plus de 2.000. Chaque année, un nombre important d'événements associés à la violence contre les civils sont attribués aux forces de sécurité du Nigeria et aux milices qui avaient été initialement créées pour améliorer localement la sécurité.

**ADF :** Malgré toute la publicité lors de leur création, les groupes mercenaires Amotekun et Shege-Ka-Fasa ne semblent pas accomplir grand-chose.

**Dr Duerksen :** Ce que ces deux groupes accomplissent, au-delà d'engendrer la controverse en terme de leur légalité, demeure incertain. Entre-temps, le grand nombre d'enlèvements contre rançon dans le Nord et la violence du secteur de la sécurité contre les civils dans le Sud-Ouest continuent. En outre, la régionalisation de la sécurité peut provoquer des problèmes non anticipés si ces forces sont sujettes à des préjugés ethniques ou

dans le cas des Garçons de Bakassi, sont le produit du manque de supervision et du manque de formation de ces forces comparé aux forces de sécurité officielles.

**ADF :** Existe-t-il des exceptions ?

**Dr Duerksen :** Oui, il y a des communautés qui ont absolument bénéficié de la création de groupes locaux qui

agissent sous la bannière du nationalisme ethnique. En fin de compte, si ces forces régionales ne sont pas professionnalisées, elles pourraient aggraver les divisions régionales qui tourmentent le Nigeria depuis longtemps. C'est la dernière chose dont le Nigeria a besoin : le développement de forces de sécurité loyales à leur région et organisées ethniquement, en particulier lorsqu'elles sont liées à des groupes séparatistes tels que le Réseau sécuritaire oriental, récemment établi par les chefs du mouvement militant appelé Peuple indigène du Biafra.

**ADF :** *Il semble probable que la seule solution à long terme pour les problèmes de sécurité du pays soit un engagement pour recruter et former davantage de policiers, peut-être davantage de soldats, et abolir la pratique des mercenaires. Est-ce une théorie erronée ?*

**Dr Duerksen :** Le problème est le suivant : le plus souvent, la création d'une nouvelle force ou la prise en charge de ces questions grâce à des groupes d'autodéfense ou des groupes de sécurité nouvellement approuvés est le chemin suivi par le Nigeria, au lieu d'avoir des politiciens et des fonctionnaires civils engagés dans un effort difficile et à long terme de réforme du secteur de la sécurité, de professionnalisation et de développement des liens de confiance. Des réformes sensées ont été proposées par des panels d'experts mais elles n'ont jamais été complètement mises en œuvre et, au cours des années, les unités de police nécessitant une réforme ont été essentiellement rebaptisées avec de nouveaux noms et reconstruites sans faire face à leurs problèmes sous-jacents. Il existe des propositions et un certain optimisme selon lequel des unités plus efficaces pourraient être établies grâce à des initiatives de police de proximité. La voie est donc libre pour l'innovation et les nouvelles idées dans la mesure où elles sont créées pour faire face aux problèmes identifiés par le processus d'examen et leurs résultats sont évalués en fonction du temps. Ceci pourrait aussi être fait avec la création de forces de sécurité publique, ce qui aiderait le Nigeria à contempler des solutions sécuritaires plus complètes et intégrées.

En bref, l'architecture de la sécurité au Nigeria peut être trop complexe et nébuleuse et elle manque souvent de transparence et de prise de responsabilité, lesquelles seraient nécessaires pour une réforme efficace. C'est quelque chose qui doit être adressé pendant le processus de développement d'une stratégie de sécurité nationale multidimensionnelle. Une réforme sérieuse et un effort de formation de l'armée et de la police du pays concentré sur l'intégration des réponses de sécurité (avec la participation des services gouvernementaux et des initiatives de développement social et de justice) représentent la meilleure option du Nigeria pour faire face à la diversité des menaces de sécurité pesant sur le pays.



Des justiciers armés fouillent les véhicules à un barrage routier de Yola (Nigeria). THE ASSOCIATED PRESS

de formuler des réponses plus flexibles et nuancées aux défis locaux de sécurité, en particulier si le gouvernement fédéral peut commencer à affronter certains facteurs économiques d'instabilité ».

D'autres ont aussi défendu les groupes, en déclarant qu'ils constituent une réaction logique au problème.

Godwin Obaseki, gouverneur de l'État d'Edo, a déclaré : « Notre régime est celui d'une fédération, nous avons trois niveaux de gouvernement : fédéral, d'état et local. Pourquoi la sécurité devrait-elle être réservée au niveau fédéral ? Que se passe-t-il aux deux autres niveaux ? Tant que nous ne faisons pas face à ce déséquilibre structurel, nous ne pourrions pas affronter le problème noyau de la sécurité. »

Certaines régions ont établi une réglementation pour surveiller les groupes d'autodéfense. Selon un rapport du site web The Conversation, la réglementation officielle n'a pas éliminé complètement les abus mais elle semblerait être plus utile que l'interdiction des groupes.

The Conversation remarque : « En outre, l'efficacité de l'autodéfense pour combattre le crime ne peut pas être niée. Avec des mécanismes améliorés de formation et de prise de responsabilité, ces groupes pourraient être une composante importante du maintien de l'ordre dans la communauté. »

Les critiques des groupes d'autodéfense déclarent que le manque de sécurité dans l'ensemble du pays peut être affronté uniquement avec des systèmes policiers et militaires vraiment robustes. Tout autre effort représente un échec de la nation, disent-ils.

Shehu Sani, sénateur du Parti démocratique populaire à Kaduna, a déclaré en mai 2021 que le Nigeria devait restructurer et mieux financer sa police.

Selon un reportage publié dans The Guardian, il a dit : « Le gouvernement n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités et a déçu nos attentes. Le cas des officiers de sécurité corrompus qui pillent le budget de la défense doit être traité et le bien-être des soldats doit être amélioré. Les soldats et les policiers doivent être mieux armés pour affronter les bandits et les terroristes. » □

DES ENFANTS FORCÉS AU  
**COMBAT**



ILLUSTRATION D'ADF

---

## LES GROUPES EXTRÉMISTES DU SAHEL PROFITENT DES CONDITIONS DÉSESPÉRÉES POUR RECRUTER DES ENFANTS SOLDATS

---

PERSONNEL D'ADF

**U**n samedi à deux heures du matin, la tranquillité de la nuit dans un village burkinabé a été interrompue par le bruit des motos, suivi de celui des coups de fusil.

Le 5 juin 2021, des terroristes ont tiré sur les résidents du village de Sohan, où se trouvent des mines d'or. Ils ont incendié les maisons et les marchés et exécuté les gens jusqu'au lever du jour. Les autorités locales ont signalé un total d'au moins 160 tués : c'est l'attaque la plus mortelle depuis que la violence s'est propagée dans le pays en 2015.

Ousseni Tamboura, porte-parole du gouvernement, a révélé quelques semaines plus tard l'élément le plus troublant de l'attaque : « Les attaquants étaient pour la plupart des enfants âgés de 12 à 14 ans », a-t-il dit aux journalistes.

Les groupes terroristes tels que Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (JNIM), l'État islamique dans le Grand Sahara et Al-Qaïda au Maghreb islamique déclenchent une vague croissante d'attaques ciblées contre les civils au Sahel.

Des rapports récents indiquent qu'ils ont recours à l'emploi des enfants pour tuer.

Yacouba Maiga, chef du bureau de Mopti de Catholic Relief Services, a déclaré à Al Jazeera : « Ils les rejoignent parce qu'ils ne veulent pas mourir de faim. Ils les rejoignent parce que s'ils ne le faisaient pas un autre groupe pourrait les tuer. »

« Ce sont des jeunes qui ne connaissent rien d'autre que cette crise. »

Des milliers ont été tués et des millions ont été forcés de s'enfuir pour échapper à la violence dans la région. Ces chiffres, ainsi que la hausse de leurs pertes sur le champ de bataille, ont réduit la capacité des groupes terroristes à recruter des adultes.

L'Afrique a des antécédents de groupes armés qui recrutent et emploient des enfants dans les zones de conflit.

« L'instabilité politique, les fermetures d'école et le Covid-19 ont créé un environnement dans lequel les enfants deviennent une ressource utile pour les militants qui veulent augmenter leurs effectifs », déclare Christopher M. Faulkner, chercheur post-doctoral au département des affaires de sécurité nationale de l'École navale de guerre des États-Unis. Le Dr Faulkner a parlé de sa recherche à ADF mais il ne s'exprime pas au nom de son institution ou du gouvernement des États-Unis.

« Le JNIM emploie des gosses à toutes sortes de fins, notamment comme espions et vigies. Ceci explique probablement pourquoi certains de ces groupes recherchent des enfants : davantage de ressources peuvent améliorer leur efficacité tactique et opérationnelle. »

Les groupes extrémistes islamistes au Sahel exploitent aussi les carences alimentaires, les possibilités limitées d'emploi et une absence d'autorité locale pour recruter les enfants.



Des enfants qui ont fui les attaques des militants islamistes au Sahel jouent dans un camp pour déplacés internes à Kaya (Burkina Faso). REUTERS



Des enfants pratiquent des exercices de sécurité pour se préparer aux attaques potentielles des groupes terroristes islamistes dans une école de la municipalité de Dori (Burkina Faso) en 2020. THE ASSOCIATED PRESS

Les membres de ces groupes sermonnent les enfants des villages avec une forme radicale de l'Islam et promettent la nourriture, les vêtements et l'argent s'ils les rejoignent.

On a promis à certains enfants environ 18 dollars s'ils tuent quelqu'un, selon Idrissa Sako, assistant du procureur général près le tribunal de grande instance dans la municipalité de Dori (Burkina Faso).

Pour d'autres, les armes et les motos offrent le prestige et la position sociale.

Un enseignant burkinabé a déclaré à l'organisation humanitaire Save the Children : « On promet souvent aux nouveaux candidats une moto et la somme de 300.000 à 500.000 francs CFA [530 à 885 dollars]. Imaginez la réaction d'un jeune qui n'a jamais eu de billet de 5.000 ou 10.000 francs CFA lorsqu'on lui offre 200.000, 300.000 ou 500.000 francs ! »

Les recrues sont formées pendant une période d'une semaine à trois mois sur la façon d'utiliser les armes.

Dans certains cas, les jeunes filles sont utilisées comme kamikazes parce qu'elles passent facilement inaperçues parmi les civils. Mais le plus



Un enfant transporte de l'eau dans un camp qui a accueilli plus de 11.000 réfugiés maliens dans le Nord du Burkina Faso en juin 2021. AFP/GETTY IMAGES



Des enfants sont assis dans un camp pour personnes déplacées dans le Nord du Burkina Faso. Les enfants de la région sont ciblés pour être recrutés par les groupes extrémistes. AFP/GETTY IMAGES

souvent les filles courent le risque d'être enlevées pour les forcer à travailler ou à épouser les combattants islamistes.

Certains experts et responsables pensent que les groupes terroristes ont récemment changé de tactique pour cibler et détruire les écoles et tuer les enseignants afin de saper le système d'éducation et éliminer un refuge sûr pour les enfants.

Les confinements et les fermetures d'école liés au Covid-19 ont exacerbé le problème selon Virginia Gamba, représentante spéciale des Nations unies pour les enfants et les conflits armés.

Elle a déclaré à Reuters en février 2021 : « C'est une vraie menace : alors que les communautés sont sujettes au chômage et sont de plus en plus isolées du fait de l'impact socioéconomique du Covid-19, nous allons constater une augmentation du recrutement des enfants à cause du manque d'options. Si les enfants ne vont pas à l'école, la cible des attaques

des écoles pour enlever et recruter les enfants... devient le lieu où se trouvent les enfants. »

Les enfants qui ne vont pas à l'école peuvent être des mineurs et des trafiquants d'or au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Jean-Hervé Jézéquel, directeur du projet Sahel pour l'International Crisis Group (organisme de recherche des conflits sans but lucratif), déclare que l'or aide les extrémistes sahéliens à obtenir les moyens de transport, les armes et les munitions.

Les mines d'or négligées par les gouvernements locaux tombent souvent entre les mains des combattants qui contrôlent de vastes territoires essentiellement dépourvus de lois dans la région des trois frontières de ces pays, appelée le Liptako-Gourma.

« Le contrôle des sites miniers leur permet d'accroître leur influence et d'obtenir des fonds supplémentaires, a-t-il dit à Al Jazeera. Les mines



sont pleines de jeunes hommes qui peuvent être facilement recrutés par les groupes djihadistes. »

Les garçons et les filles sont forcés de rejoindre les groupes armés, en tant que combattants, cuisiniers ou pour leur exploitation sexuelle, dans au moins quatorze pays, notamment au Burkina Faso, au Mali, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan du Sud, selon l'ONU.

Un engagement direct avec les groupes armés peut parfois être productif, comme l'a montré l'ONU lorsque son dialogue avec des militants de la République centrafricaine en 2015 a conduit à la démobilisation de plus de 350 enfants soldats.

Mais cela ne se produit pas souvent car de nombreux gouvernements hésitent à légitimer les organisations extrémistes violentes. Un enfant sur trois sujets à une victimisation profonde dans le monde se trouve en Afrique de l'Ouest ou en

Afrique centrale, selon le rapport de 2020 du secrétaire général de l'ONU sur les enfants et le conflit armé.

Les enfants du Sahel sont parmi les plus vulnérables du monde. Ils sont abondants et hautement demandés par les groupes militants.

Maïmouna Ba témoigne de près de 1.200 personnes qui se sont enfuies du village de Sohan et se sont réfugiées dans la municipalité voisine de Dori, où elle dirige un organisme de la société civile appelé Les femmes pour la dignité du Sahel.

Certains survivants ont déclaré que des enfants avaient participé à l'attaque.

« Ces enfants n'ont pas accès à une bonne éducation, à un niveau minimum de soins de santé et de dignité », a déclaré Maïmouna Ba à l'Associated Press. « Ils sont donc des cibles vulnérables, faciles à recruter par les groupes extrémistes. »

La réouverture des écoles avec des mesures de sécurité améliorées offre une façon pour les gouvernements de mieux protéger les enfants. Les experts évoquent aussi l'éducation des enfants au sujet de leur vulnérabilité, des groupes armés et de l'existence des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR).

Amina Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU, a déclaré que les programmes DDR sont crucialement importants, tout comme l'acceptation et le soutien des communautés lors du retour des enfants anciennement associés aux groupes armés.

Elle a écrit dans un rapport de 2020 intitulé « Amélioration du soutien à la réinsertion des enfants » : « Des milliers d'enfants recrutés et utilisés par les groupes armés, et d'autres enfants affectés dans leur communauté, ne reçoivent pas les soins ou les services minimum pour réparer le tissu d'une société déchirée. »

« Ceux qui reçoivent en fait de l'aide l'obtiennent souvent pour quelques mois seulement, au lieu des 3 à 5 ans essentiellement nécessaires pour leur réinsertion. »

Le rapport préconise des investissements dans les systèmes éducatifs locaux et les services de santé mentale, en notant que les lacunes de financement importantes des groupes internationaux perturbent souvent la continuité des programmes DDR.

« Il y a une attention accrue de la part de l'ONU visant à considérer les insuffisances dans les programmes de réinsertion, déclare le Dr Faulkner. On souligne particulièrement la nécessité que ces programmes aient une perspective dépendant du genre, pour que des ressources appropriées aux jeunes filles et aux jeunes garçons soient disponibles, étant donné que les deux groupes pourraient avoir des expériences de conflit très différentes. »

« C'est une raison de plus d'espérer. » □

# *Le Sénégal accueillera* **LES PREMIERS JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE TENUS EN AFRIQUE**

VOICE OF AMERICA

**L**e Sénégal accueillera les Jeux olympiques de la jeunesse en 2026. Les sympathisants espèrent qu'il s'agit de la première étape dans un effort de prouver au monde que l'Afrique pourra accueillir les Jeux olympiques d'été à l'avenir.

Le Sénégal sera le premier pays africain à accueillir les Jeux olympiques de la jeunesse en 2026. Les jeux ont été ajoutés au calendrier olympique en 2010 pour donner aux athlètes de 14 à 18 ans l'opportunité d'entrer en compétition.

Les jeux de la jeunesse à Buenos Aires (Argentine) en 2018 avaient un village olympique avec environ 4.000 athlètes provenant de 260 pays. On estime en revanche que les Jeux olympiques élargis auront

12.000 athlètes. De façon générale, déclarent les experts, les jeux de la jeunesse nécessiteront environ le tiers des investissements nécessaires pour les Jeux olympiques.

Le Sénégal avait initialement convenu d'accueillir les jeux en 2022 mais le Covid-19 l'a forcé à les reporter à 2026.

Bien que les responsables sénégalais déclarent qu'ils sont enthousiastes et honorés d'entrer dans l'histoire en tant que premier pays africain à accueillir les jeux de la jeunesse, ils comprennent aussi la responsabilité qui les accompagne.

Babacar Makhtar Wade, président de la Fédération sénégalaise de judo, déclare : « Il y a des attentes de l'ensemble du continent africain et le Sénégal doit organiser des jeux qui se conformeront aux normes des Jeux olympiques de la jeunesse précédents. À cause de cela, le Sénégal va s'assurer de leur succès pour qu'ils servent de catalyseur afin de mobiliser et d'engager les jeunes Sénégalais en particulier, et les jeunes Africains en général. »

M. Wade, qui est aussi trésorier du Comité national olympique et sportif sénégalais, déclare que les plans de rénovation se poursuivent à un bon rythme.

« Nous projetons de rénover d'abord trois sites principaux : le stade Iba Mar Diop qui accueillera la course, le rugby et d'autres sports. Il y a aussi notre piscine olympique qui a besoin d'être rénovée. Elle a un parc adjacent qui accueillera quelques événements tels que le BMX freestyle, le basket-ball à trois et les jeux de hockey. Et il y a aussi la caserne Samba Diéry Diallo, où les activités hippiques auront lieu. »

Des sites seront aussi établis dans des centres hors de Dakar, notamment dans un centre touristique populaire du bord de mer qui accueillera le beach-volley, les régates et d'autres événements, et Diamniadio, site d'un nouveau stade de 50.000 places à usages multiples et d'autres installations.

Les cérémonies d'ouverture des Jeux olympiques de la jeunesse de 2018 à Buenos Aires (Argentine) THE ASSOCIATED PRESS

# LE NIGERIA ORGANISE LES PREMIERS JEUX MILITAIRES DU SAHEL

PERSONNEL D'ADF

**L**e Nigeria a inauguré les Jeux militaires du Sahel avec environ 350 athlètes provenant des forces armées et participant à des compétitions d'une semaine en octobre 2021.

L'Organisation des sports militaires en Afrique (OSMA) a organisé le tournoi dans le Territoire de la capitale fédérale à Abuja. Le général de brigade nigérian Maikano Abdullahi déclare que douze pays ont participé à ces jeux qui ont inclus le football, le golf et le marathon. Parmi les douze, huit sont situés au Sahel : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Libye, Mali, Niger, Nigeria et Tchad.

Huit pays ont participé au tournoi de golf et douze à celui de football et au marathon

Selon un reportage du journal nigérian Leadership, le général Abdullahi a déclaré que le but du championnat était de promouvoir la paix et l'unité chez les militaires des pays du Sahel et de renforcer l'engagement collectif des forces armées pour mettre fin à la menace terroriste dans la région.

« La bataille est gagnée d'un grand nombre de façons, y compris le sport, déclare le général. Nous voulons envoyer un message au monde, selon lequel les pays du Sahel sont unis. »

Les visiteurs ont dû se conformer aux protocoles du Covid-19.

Les jeux se sont conclus par des marathons ; les coureurs tanzaniens Michael Sangia et Jackline Sakilu ont gagné respectivement les courses masculine et féminine. La cérémonie de clôture a inclus une course relais de démonstration avec des challenges entre des athlètes de la Force de police du Nigeria et d'autres organisations.

Les gagnants sur le podium des Jeux militaires du Sahel au Nigeria. Les deuxièmes Jeux militaires du Sahel sont prévus en décembre 2022 au Tchad. OSMA



THE ASSOCIATED PRESS

## Une Éthiopienne fait exploser UN RECORD DU MONDE

PERSONNEL D'ADF

**L**a coureuse éthiopienne Letesenbet Gidey a battu le record du monde féminin du semi-marathon en octobre 2021 avec un temps de 62 min 52 s à Valencia (Espagne), soit 70 s de moins que l'ancien record.

Cette jeune femme de 23 ans a battu le record précédent du 21 km détenu par la Kényane Ruth Chepngetich depuis avril 2021. Mme Gidey détient aussi le record du monde du 5.000 m et du 10.000 m. Elle a remporté la médaille de bronze du 10.000 m aux Jeux olympiques d'été de Tokyo en 2021.

C'est un revirement complet pour une personne qui avait été expulsée de l'école lorsqu'elle avait treize ans parce qu'elle refusait de courir dans les classes d'éducation physique.

« Je n'aimais pas du tout la course, a-t-elle dit à World Athletics en 2015. J'ai amené mes parents à l'école pour qu'ils parlent au directeur dans l'espoir d'être réintégrée. Il a convenu de me réintégrer seulement si je participais à une (compétition de) course pour l'école. J'ai accepté à contrecœur. »

Elle est née à Endameskel dans la région du Tigré au Nord de l'Éthiopie et a été élevée dans la ferme de ses parents. Lorsqu'elle commence à courir en compétition, son succès est limité. Elle termine 44ème dans sa première course de cross en 2012.

Plus tard, un frère aîné travaille avec elle ; il l'accompagne en vélo pour l'aider à maintenir sa cadence pendant l'entraînement.

Les records de course sont battus dans le monde entier dans l'ère actuelle des chaussures « super pointes ». Celle-ci a commencé en 2019 lorsque la société Nike a introduit des chaussures de course qui utilisent la combinaison d'une plaque rigide et d'une mousse flexible pour donner aux coureurs davantage d'énergie à chaque pas. Depuis lors, d'autres sociétés ont dû offrir des chaussures similaires pour maintenir la compétitivité de leurs coureurs parrainés.

Des pêcheurs artisanaux au Sénégal utilisent des téléphones pour enregistrer comment pêchent les navires industriels.

ENVIRONMENTAL JUSTICE FOUNDATION

# Le Sénégal

se sert de la transparence pour combattre la pêche illégale PERSONNEL D'ADF

Le Sénégal lance un programme pour promouvoir la transparence dans le secteur des pêches du pays pour réprimer la pêche illégale.

Financé par Oceans 5 (organisme philanthropique engagé dans la protection des océans du monde), ce projet de trois ans, d'un coût de près de 1,2 million de dollars, avec l'Environmental Justice Foundation (EJF) et Trygg Mat Tracking, vise à publier en ligne les listes de licences de pêche et les registres de vaisseaux actualisés. Il permettra aussi aux pêcheurs artisanaux de jouer un rôle dans les efforts de surveillance et de contrôle au port de Dakar, ainsi que dans les processus de prise de décision du gouvernement liés à la pêche.

Plus de 30 navires industriels ont été accusés de pêche illégale au Sénégal en 2020, selon la fondation. L'une des composantes du projet vise à permettre aux parties prenantes des communautés de pêche du pays à documenter les activités de pêche suspectes.

Steve Trent, président-directeur général et fondateur de l'EJF, a déclaré à ADF dans un e-mail : « Contrairement à certains autres pays côtiers de la région, le Sénégal possède une expérience en surveillance participative, et ses autorités reconnaissent son importance. Les petits pêcheurs et les unités locales de surveillance travaillent de concert pour empêcher, dissuader et éliminer la pêche INN [illégal, non déclarée et non réglementée]. Ces efforts font face à des limitations opérationnelles, techniques et financières que

le projet aidera à surmonter. »

L'industrie de la pêche emploie plus de 600.000 personnes dans le pays et près de 75 % des protéines d'origine animale consommées au Sénégal proviennent des poissons. Mais 90 % des pêches du pays sont pleinement exploitées ou affrontent l'effondrement, selon des données recueillies par la fondation et les Nations unies.

Comme dans d'autres régions d'Afrique de l'Ouest, les poissons du Sénégal sont pour la plupart exportés vers l'Asie et l'Europe, ordinairement sous forme de farine de poisson ou d'huile de poisson produite dans des usines chinoises qui polluent l'environnement. La Chine est le pire contrevenant au monde concernant la pêche INN, selon la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale).

Le gouvernement du Sénégal comprend l'importance de l'élimination de la pêche INN grâce à une transparence améliorée et des mesures de mise en application, et accueille le nouveau projet, déclare Mactar Diallo, secrétaire général du ministère des Pêches et de l'Économie maritime, dans un rapport de Sénégal Black Rainbow.

M. Diallo déclare que les propriétaires des vaisseaux étrangers pourraient devoir des amendes de près de 1,8 million de dollars liées aux activités de pêche illégales.

« En cas de récidive, nous pouvons aller jusqu'à la confiscation du navire », dit-il.



AFP/GETTY IMAGES

## L'Algérie rejoint le reste du monde en interdisant l'essence au plomb

BBC NEWS À [BBC.CO.UK/NEWS](https://www.bbc.co.uk/news)

L'Algérie est devenue le dernier pays au monde à mettre fin à l'utilisation de l'essence au plomb, en faisant un pas en avant vers la santé et la sécurité mondiales.

Ce carburant toxique contamine l'air, le sol et l'eau depuis près d'un siècle. Il peut provoquer les maladies cardiaques, le cancer et les attaques cérébrales, et il a été lié à des problèmes de développement cérébral chez les enfants.

De nombreux pays ont interdit le carburant aux années 80, mais c'est seulement en juillet 2021 que l'Algérie est devenue le tout dernier pays à le faire.

À la date du changement, Rachid Nadil, président de l'autorité de régulation des hydrocarbures d'Algérie, a déclaré que les raffineries de la société pétrolière nationale avaient œuvré pour produire davantage d'essence sans plomb pour assurer que les consommateurs « ne subissent pas les tensions » causées par les carences d'approvisionnement.

Le secrétaire général des Nations unies António Guterres a appelé l'élimination de l'essence au plomb « une histoire à succès internationale ».

« La fin de l'utilisation de l'essence au plomb empêchera plus d'un million de décès prématurés chaque année à cause d'une maladie cardiaque, d'une attaque cérébrale ou d'un cancer, et elle protégera les enfants dont le QI a été endommagé par l'exposition au plomb », a-t-il dit.

# Un mathématicien kényan pronostique les vagues de Covid-19

PERSONNEL D'ADF

**Le** Dr Shem Otoi Sam, mathématicien kényan, est devenu l'oracle du Covid-19 dans son pays. À l'aide d'un modèle prédictif qu'il a développé, le Dr Sam a découvert une façon de prédire la montée et la descente des vagues d'infection, ce qui fait de lui une sorte de météorologiste de la pandémie dans l'Ouest du Kenya.

Le Dr Sam, âgé de 39 ans, est diffusé sur la radio locale pour conseiller les résidents lorsqu'ils doivent être plus prudents « en disant aux gens - la police, l'éducation publique - "nous allons avoir un point culminant. Nous ne voulons pas vous perdre" », a-t-il déclaré à ADF.

Lui-même un survivant du Covid-19, il connaît personnellement l'intensité que peut avoir une infection et l'importance d'empêcher les autres de contracter la maladie.

Le modèle du Dr Sam a aidé à fournir la base du système de données en ligne intégré de l'Ouest du Kenya. Le système aide les responsables kényans de la santé à surveiller la disponibilité des ressources telles que les lits des unités de soins intensifs et l'oxygène de haut débit, pour que les médecins et les hôpitaux puissent savoir où envoyer leurs patients. Ceci a aidé la région à réduire les

points culminants des vagues, selon le Dr Sam.

Au début de la pandémie, les sceptiques prétendaient que le Covid-19 n'affecterait pas l'Afrique. La première tentative du Dr Sam pour modéliser les résultats de la pandémie a confronté directement ces fausses affirmations. « Lorsque le premier cas de Covid-19 s'est manifesté dans le pays, j'ai commencé à me gratter la tête, en comparant le taux d'infection de Covid-19, les taux de mortalité et de récupérations à ceux d'autres régions du monde », a-t-il dit au journal kényan The Nation.

Ses travaux ont montré que le continent suivait le même chemin que le reste du monde en ce qui concerne le Covid-19.

Pour développer ses capacités de prévision des vagues de Covid-19, le Dr Sam a adapté un modèle mathématique existant appelé ARIMA (moyenne mobile intégrée autorégressive). Cette adaptation lui a permis d'étendre la capacité de prévision d'ARIMA d'un mois environ à huit, ce qui a rendu possible de prédire les vagues d'infection dans un avenir plus lointain. Le but consistait à aider les responsables de la santé publique à préparer les hôpitaux et leur personnel pour l'arrivée des vagues.

Les prévisions ont aidé à réduire l'impact d'ensemble du Covid-19 dans l'Ouest du Kenya, selon le Dr Sam.

« Nous avons éprouvé un point culminant d'intensité faible parce que les gens sont avertis. Ils [les hôpitaux] se préparent à l'avance pour qu'il n'y ait pas de manque de place. En même temps, mon modèle a aidé à sauver non seulement les vies mais aussi les moyens de subsistance. »



## Le Rwanda prévoit de lancer des constellations de satellites

THE NEW TIMES

**Le** Rwanda a annoncé des plans de lancement de deux constellations de satellites au cours des trois prochaines années. Cette annonce souligne une nouvelle fois l'objectif du pays pour devenir un leader de l'industrie spatiale en Afrique.

L'Agence spatiale du Rwanda déclare qu'elle a fait demande pour acquérir deux constellations de satellites auprès de l'Union internationale des télécommunications. La flotte de deux véhicules possède un total de 327.320 satellites.

Une constellation de satellites est un groupe de satellites qui travaillent ensemble au sein d'un même système. Contrairement à un seul satellite, une constellation peut fournir une couverture globale ou presque globale en permanence.

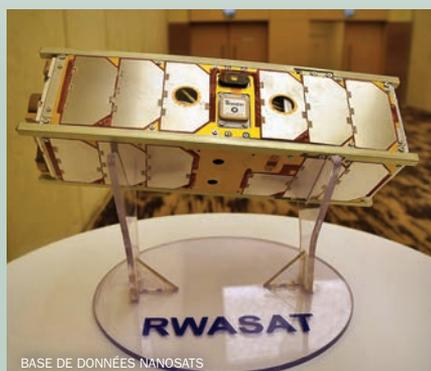
Les deux constellations rejoindront

RwaSat-1, satellite construit par trois ingénieurs rwandais et une équipe de scientifiques japonais à l'université de Tokyo. Ce dernier avait été lancé en 2019 depuis la base de lancement japonaise de Tanegashima et déployé en orbite terrestre basse à partir de la Station spatiale internationale. La même année, le Rwanda avait lancé le satellite Icyerekezo en partenariat

avec OneWeb, société du Royaume-Uni. Ce satellite a été utilisé pour offrir un accès Internet aux écoles rurales.

L'expansion se produit à un moment où le développement du secteur spatial rwandais est toujours dans ses premières phases, avec un total de cinq à dix partenariats, selon l'agence.

Francis Ngabo, directeur général de l'agence spatiale, a déclaré : « Ceci montre que le Rwanda est prêt à utiliser les services spatiaux pour le socio-développement du pays. Et deuxièmement, c'est un signal que nous envoyons au secteur commercial ou au secteur spatial, selon lequel nous sommes prêts pour des investissements dans le secteur spatial, les communications spatiales et les services spatiaux en général. »



## Les forces armées du Niger aident les nécessiteux



PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR L'ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

**L**es forces armées du Niger ont lancé un programme pour améliorer la vie des résidents de la région d'Agadez autour de la base aérienne nigérienne 201, qui est une base aérienne de drones pour les États-Unis.

La division ACM (action civile-militaire) nouvellement créée des Forces armées nigériennes (FAN) conduit des missions d'assistance humanitaire. La division conduit ses missions de concert avec les équipes américaines des affaires civiles affectées à la base.

Dans le cadre de ce programme, les membres de l'ACM sélectionnent les villages qui recevront l'aide et effectuent chaque mission avec le soutien des affaires civiles américaines. Une unité ACM séparée conduit des missions similaires à partir de la base aérienne 101 du Niger à Niamey, la capitale du pays.

En mai dernier, une mission ACM de la base aérienne 201 pour Beital, à 30 km au Nord de la base, a fourni aux résidents 3.000 kg de riz, 120 tapis et 120 seaux. En septembre, une mission pour Teghazert, à 8 km à l'Est de la base, a coïncidé avec la célébration du choix d'un nouveau chef par la communauté. L'ACM a fait don à la communauté de ballons de foot, riz, tapis de prière, seaux, savon et moustiquaires.

Les commandants de la zone de défense 2 et de la base aérienne 201 ont félicité l'ACM pour ses opérations soigneusement planifiées et exécutées.

« Nous sommes incroyablement satisfaits par la façon dont la logistique et les communications ont fonctionné sans à-coups à mesure que la mission progressait, en nous permettant d'aider nos compatriotes dans le besoin », a déclaré le capitaine Badage Oumarou des forces nigériennes, commandant de la base.

On estime que 4.200 résidents de la région d'Agadez ont bénéficié des missions humanitaires ACM.

« L'équipe ACM nigérienne est un groupe impressionnant de gens qui souhaitent vraiment aider leurs compatriotes et c'est un honneur de travailler avec eux pour améliorer la vie des Nigériens », a déclaré le capitaine Verzoni de l'armée de terre des États-Unis, commandant de l'équipe américaine des affaires civiles.

Les missions bâtissent des liens entre les membres des FAN et les villageois de la région, dont les frontières internationales poreuses sont sujettes à l'extrémisme. Les groupes liés à l'État islamique, Al-Qaïda et d'autres organisations ont lancé régulièrement des attaques au Niger, en particulier dans la région qui borde le Mali.

« Les soldats des FAN qui avaient autrefois peu ou pas de connexion avec ces villages interfaçent désormais avec les enfants, jouent au foot, parlent aux anciens des villages des tribus autres que les leurs », déclare à ADF le sergent d'état-major Jarrod Mattison de l'armée de terre des États-Unis, membre de l'équipe des affaires civiles.



# L'OPÉRATION EAGLE CLAWS MET À L'ÉPREUVE L'ÉTAT DE PRÉPARATION DU GHANA AUX ATTAQUES TERRORISTES

PERSONNEL D'ADF

Les soldats des Forces armées du Ghana (GAF) descendent d'un hélicoptère et courent vers un ennemi fictif avec leurs armes braquées alors que leur commandant donne des ordres en criant.

C'est le premier jour de l'opération Eagle Claws (Serres d'aigle), exercice visant à préparer les soldats et le personnel de réponse d'urgence aux menaces terroristes.

Cet exercice annuel de cinq jours réunit des membres du service de police du Ghana, du service national ghanéen de lutte contre les incendies, de l'organisation nationale de gestion des catastrophes, du service national ambulancier et d'autres agences de sécurité et de renseignements. Il s'est achevé à la fin mai 2021.

L'exercice de l'opération Eagle Claws 2021 s'est concentré sur la riposte aux attaques terroristes comme celles conduites pendant l'année au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.



GHANA PEACE JOURNAL

Le colonel William Nii Nortey, directeur des opérations de l'armée, a dit à la chaîne de télévision ghanéenne My Joy : « Les Ghanéens, et en particulier ceux de cette région, savent que le terrorisme est une réalité, il est à nos portes. Nous devons tous être prêts et savoir ce qui se passe autour de nous. Nous devons être prêts à protéger et défendre l'intégrité du Ghana. »

Le colonel Nortey encourage les résidents de la région à signaler les activités terroristes soupçonnées aux autorités.

« C'est notre mantra de base : si vous voyez quelque chose, dites quelques chose », déclare-t-il.

Quelques jours avant le début de l'exercice, le président Nana Akufo-Addo a déclaré à France 24 qu'il considère les attaques terroristes dans la région voisine du Sahel comme « le plus important défi sécuritaire » pour le Ghana et les quatorze autres pays de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest.

« Nous sommes très préoccupés par la situation, a-t-il dit. Nous savons qu'au Ghana, ce n'est pas quelque chose qui va simplement s'arrêter à la frontière. Il y a des pays côtiers, des pays d'Afrique de l'Ouest, et ces pays sont aussi ciblés par le terrorisme. Ils sont aussi ciblés que les pays du Sahel. »

Cette année, certains des premiers exercices de l'opération Eagle Claws ont été conduits avec des officiers des douanes et de la police au poste frontière de Hamile, où les soldats ont exercé leurs aptitudes tactiques tout en répondant à une attaque fictive avec des armes légères près de la frontière avec le Burkina Faso.

Lors d'un autre exercice, les troupes ont répondu à une attaque simulée contre des étrangers dans un hôtel à Wa, au Nord-Est du Ghana. Il a inclus les techniques de combat, l'extinction des incendies, la détection des mines, l'évacuation médicale et le profilage des terroristes arrêtés.



REUTERS

## LA COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST VA CRÉER

### *un centre de lutte contre le terrorisme*

PERSONNEL D'ADF

**L**a Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) se prépare à créer un centre de lutte contre le terrorisme pour aider à coordonner la riposte de la région en cas d'attaque.

Le centre est toujours dans une phase de planification précoce mais le block régional de six pays pense que des mesures concrètes sont nécessaires.

Peter Odoyo, secrétaire administratif en chef du Kenya pour la sécurité nationale, a déclaré à l'East African : « Chacun de nous a géré tout seul l'immigration et la lutte contre le terrorisme et maintenant nous nous sommes réunis. Le centre de lutte contre le terrorisme d'Afrique de l'Est est l'objet de discussions. Il est toujours à ses débuts. »

Le centre pourrait jouer un rôle important dans la formation du personnel, le recueil et le partage des renseignements et le partage des meilleures pratiques dans la région. Il pourrait aussi aider à développer la capacité de la Force est-africaine en attente, force multinationale de 5.800 personnes conçue pour les interventions rapides dans la région.

La CAE comporte six pays : Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud et Tanzanie. Pendant les douze mois prenant fin en octobre 2021, il y a eu 1.364 attaques violentes commises par des rebelles, des groupes terroristes ou des milices dans la région, ayant provoqué 2.631 décès, selon l'Armed Conflict Location and Event Data Project [Projet de données des lieux et des événements de conflit armé].

Le Dr Peter Mathuki, secrétaire général de la CAE, déclare : « Notre région est menacée par le terrorisme. En tant que communauté, il est important d'avoir une institution qui est conçue spécifiquement pour gérer les problèmes de menace, quelle qu'en soit la nature. Ceci assurera que notre région reste sécurisée. Pour que nous puissions gérer la paix et la sécurité efficacement, nous avons besoin d'une institution qui examine ces questions. »

Parmi les menaces persistantes, on compte le groupe extrémiste al-Shebab basé en Somalie qui a lancé des attaques au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, et les Forces démocratiques alliées qui ont des bases en République démocratique du Congo mais qui ont aussi lancé des attaques en Ouganda.



Un travailleur déchiquète des jacinthes d'eau pour les convertir en biogaz près de la municipalité de Kisumu (Kenya).

REUTERS



L'entrepreneur Dominic Kahumbu et son équipe retournent vers la rive du lac Victoria après avoir récolté des jacinthes d'eau. REUTERS

## UN ENTREPRENEUR KÉNYAN

transforme les mauvaises  
herbes en carburant

REUTERS

Un projet au Kenya utilise la technologie du biogaz pour faire face à deux problèmes majeurs de pollution avec un seul appareil : une machine qui convertit les déchets tels que la jacinthe d'eau envahissante en combustible de cuisine plus propre.

Dans ce projet, Biogas International, société de technologie énergétique kényane, s'est associée avec le fabricant de médicaments AstraZeneca et l'Institut pour le leadership de durabilité à l'université de Cambridge au Royaume-Uni.

Jusqu'à présent, le projet a fourni 50 « digesteurs » à des maisons de la ville de Kisumu dans l'Ouest du Kenya, ce qui permet aux familles de ne plus utiliser le bois ou le charbon qui sont des méthodes de cuisson dangereuses et longues.

Certaines familles ont reçu une cuisinière à gaz dans le cadre du projet pour remplacer leur « jiko », poêle portatif qui utilise le charbon. Beaucoup de digesteurs ont aussi été donnés gratuitement, et les autres ont été subventionnés par la société.

Les machines fonctionnent avec les déchets tels que

la jacinthe d'eau, qui recouvre de larges étendues d'un lac d'eau douce entre le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie appelé lac Victoria. Cette plante nuit à la vie aquatique, y compris les poissons, et aide les bactéries et les moustiques à proliférer, ce qui pose des risques de santé pour les communautés locales.

Les digesteurs conçus par Biogas International utilisent 2 ou 3 kilos de jacinthe d'eau obtenue par raclage du lac pour alimenter un cuiseur pouvant préparer un repas de maïs et de haricots en quatre heures environ.

« La jacinthe d'eau est une bénédiction déguisée », déclare Dominic Kahumbu, PDG de Biogas International.

Mais il reconnaît qu'à un coût de 650 dollars, la plupart des familles de la ville n'ont pas les moyens d'acheter un digesteur. Bien que la technologie puisse être mise à l'échelle, il dit que le coût élevé de production de chaque digesteur rendra leur rentabilité improbable pendant au moins cinq ans. Il déclare que la société nécessite de nouveaux investissements de capitaux pour produire davantage de digesteurs.

## LES JARDINS CIRCULAIRES COMBATTENT LA DÉFORESTATION

REUTERS

Chaque nuit, Moussa Kamara travaille dans sa boulangerie du Sénégal pour préparer des centaines de pains. Mais au lever du soleil, au lieu de rentrer chez lui pour dormir, il commence un deuxième travail éreintant : biner la terre et prendre soin des semences nouvellement plantées dans un jardin circulaire spécialement conçu.

M. Kamara, âgé de 47 ans, croit que le jardin s'avèrera encore plus important que la boulangerie à l'avenir pour nourrir sa famille au sens large, y compris 25 enfants, et d'autres résidents de Boki Dawe, une municipalité près de la frontière avec la Mauritanie.

Il fait partie d'un projet visant à créer des centaines de jardins de ce type, appelés « Tolou Keur » en wolof du Sénégal. Les organisateurs espèrent qu'ils renforceront la sécurité alimentaire, réduiront la désertification régionale et emploieront des milliers de travailleurs dans les communautés.

Après une nuit passée à la boulangerie, suivie par 10 heures pour cultiver des plantes comestibles et médicinales dans le jardin, M. Kamara déclare : « Ce projet est incroyablement important. Lorsque vous plantez un arbre, les gens et les animaux vont en profiter pendant plus de vingt ans. » L'engagement et le travail dur de M. Kamara lui ont fait gagner le poste de gardien du jardin.

Le projet indique une nouvelle approche, plus locale, à ce que l'on appelle l'initiative de la Grande muraille verte, lancée en 2007, visant à ralentir la désertification dans la région africaine du Sahel en plantant une ligne d'arbres de 8.000 km de long entre le Sénégal et



Jardin circulaire sénégalais REUTERS

Djibouti. Le Sahel est une bande aride au Sud du Sahara.

L'initiative plus vaste a seulement réussi à planter 4 % des 100 millions d'hectares d'arbres promis. Sa complétion, prévue pour 2030, pourrait coûter jusqu'à 43 milliards de dollars, selon une estimation des Nations unies.

En revanche, les jardins Tolou Keur ont prospéré depuis le début du projet il y a quelques mois, et sont aujourd'hui au nombre de deux douzaines environ, déclare l'Agence sénégalaise de la reforestation.

Les jardins contiennent des plantes et des arbres qui résistent aux climats chauds et secs, notamment la papaye, la mangue, le moringa et la sauge. Les lits circulaires permettent aux racines de pousser vers l'intérieur en piégeant les liquides et les bactéries et en améliorant la rétention de l'eau et le compostage.

Aly Ndiaye, ingénieur agronome sénégalais qui est crédité comme concepteur des lits circulaires, a déclaré : « Mille Tolou Keur sont déjà 1,5 million d'arbres. Donc si nous commençons, nous pourrions faire beaucoup. »



AFP/GETTY IMAGES

## Un nouveau traitement contre le paludisme offre de l'espoir à l'Afrique

PERSONNEL D'ADF

Un processus de vaccin mis à l'essai au Burkina Faso et au Mali pourrait réduire les maladies et les décès dus au paludisme de 70 %, selon les scientifiques.

L'essai de médicament s'est concentré sur l'administration aux jeunes enfants de la version modifiée d'un vaccin qui est utilisé depuis 20 ans, ainsi que des médicaments antipaludéens au moment de l'année où les enfants sont les plus vulnérables. En Afrique de l'Ouest, le paludisme se propage au début de la saison des pluies, vers le mois de juin, lorsque les moustiques se

reproduisent et mordent.

Les chercheurs déclarent qu'ils sont surpris par l'efficacité de la combinaison du vaccin et des médicaments. Les essais ont duré trois ans. Les scientifiques disent que trois doses de vaccin et des médicaments avant la saison des pluies, suivis par une dose de rappel avant la saison des pluies suivantes, ont empêché et contrôlé la maladie beaucoup plus efficacement que les vaccins ou les médicaments à eux seuls.

L'Afrique est la région du monde qui est la plus affectée par la maladie. En 2019, plus de 90 % des 230 millions de cas de paludisme dans le monde étaient des Africains, et principalement des enfants. La maladie tue 400.000 personnes dans le monde chaque année, la plupart ayant moins de 5 ans.

Le New England Journal of Medicine a publié les résultats de l'essai. L'essai a suivi 6.000 enfants âgés de moins de 17 mois dans les deux pays et a découvert que le vaccin occasionnait une baisse importante de cas de paludisme, d'hospitalisations et de décès.

FWAfrica signale que GlaxoSmithKline avait créé le vaccin, appelé RTS,S, il y a plus de 20 ans. Le vaccin tue les parasites qui se multiplient rapidement dans le foie. Les médicaments antipaludéens ciblent les parasites dans les globules rouges du sang.

Le site scientifique Nature signale que la version initiale du vaccin a déjà été administrée à plus de 740.000 enfants au Ghana, au Kenya et au Malawi dans le cadre des programmes de vaccination de routine des enfants.

# La Tanzanie intensifie sa mise en application des lois de la pêche

PERSONNEL D'ADF

La Tanzanie projette de renforcer son « économie des océans », l'utilisation durable des ressources marines pour soutenir le tourisme, les emplois et la protection environnementale. Mais avant cela, le pays doit faire face à la pêche illégale.

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée fait perdre à l'Afrique ses ressources naturelles.

Mashimba Ndaki, ministre du Bétail et des Pêches de Tanzanie, a déclaré que les officiels sont déterminés à affermir la réglementation actuelle de l'industrie de la pêche.

« Malheureusement, il existe encore des pêcheurs malhonnêtes et avides dans le pays, qui aident les étrangers à exporter le poisson et les autres produits par contrebande hors du pays, et s'engagent à pêcher en utilisant un matériel de pêche interdit », a déclaré M. Ndaki au journal Daily News.

Les filets dérivants suspendus verticalement des bouées sur les bateaux de pêche peuvent ramasser de vastes quantités de poisson, y compris des espèces sans valeur commerciale. Ces filets sont responsables en grande mesure pour l'épuisement des stocks de poissons et la destruction des écosystèmes. Les Nations unies ont interdit ces filets il y a trente ans mais les opérations de pêche illégales les utilisent toujours au large des côtes du Kenya, du Mozambique et de la Tanzanie.

L'augmentation des efforts de patrouille de pêche et de surveillance pourrait être cruciale pour débloquer le potentiel d'économie des océans de la Tanzanie. Son littoral de 850 km, qui inclut Zanzibar et plusieurs petites îles, rend la zone particulièrement difficile à patrouiller.

Depuis 2018, la Tanzanie est la partenaire de Sea

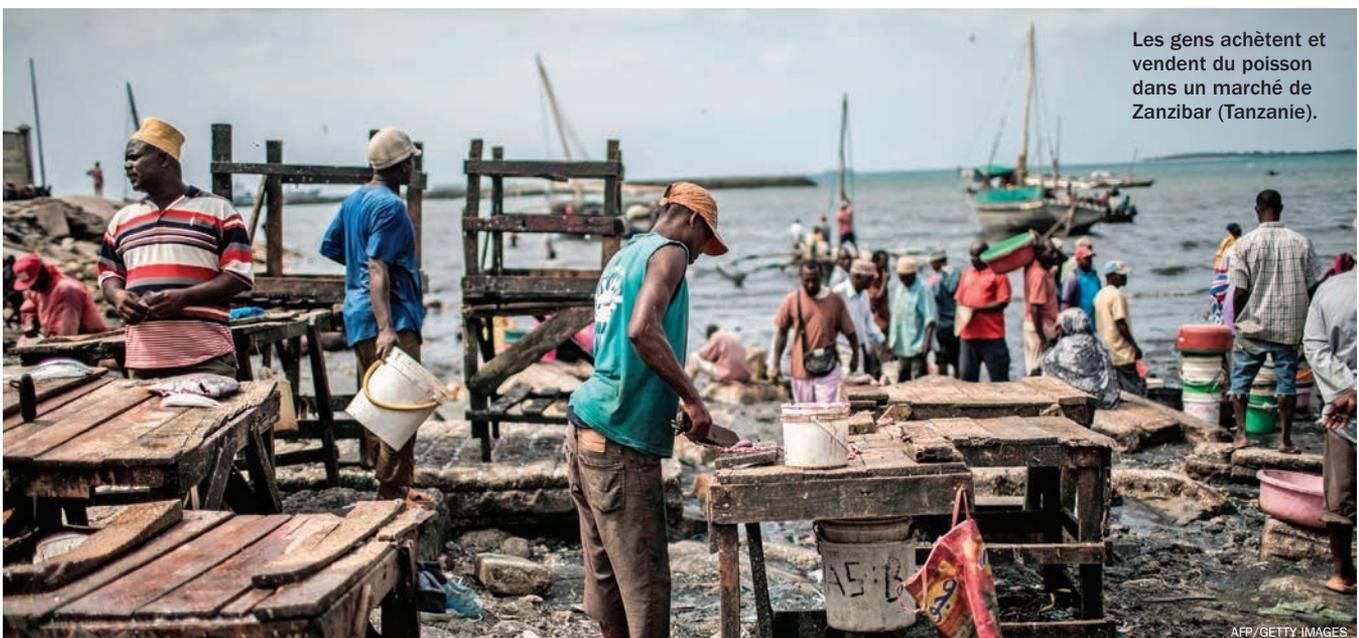
Shepherd Global, organisation non gouvernementale, pour intensifier les efforts de sécurité maritime. Peu après la création du partenariat, Sea Shepherd a aidé les autorités tanzaniennes à arrêter le capitaine et propriétaire d'un vaisseau battant pavillon malaisien et dédié aux ailerons de requin. Les hommes ont été condamnés à des peines de 20 ans de prison, selon un rapport de l'organisation.

La mission de Sea Shepherd consiste à découvrir et aborder les vaisseaux non autorisés ou autres bateaux engagés dans des comportements interdits tels que la collecte des ailerons de requin ou la prise des poissons juvéniles, selon un reportage de la BBC. Le groupe a récemment travaillé avec les gouvernements africains du Bénin, du Gabon, du Liberia, de la Namibie et de la Tanzanie.

Peu après le début des patrouilles de Sea Shepherd en Tanzanie, les autorités ont effectué 10 arrestations. Par la suite, 24 vaisseaux ont immédiatement quitté les eaux territoriales tanzaniennes et 19 de ceux-ci sont partis sans recevoir d'inspection obligatoire.

La Tanzanie est aussi soutenue par FISH-i Africa, partenariat avec les Comores, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique, les Seychelles et la Somalie, qui encourage le partage de l'information et la coopération régionale pour combattre la pêche illégale à grande échelle dans l'océan Indien occidental.

On estime que la Tanzanie pêche 390.000 tonnes de poissons dans ses eaux profondes et intérieures. Le gouvernement espère augmenter la production de poisson à au moins 714.000 tonnes pour atteindre sa cible de consommation de poisson de 10,5 kilos par personne, selon un reportage de SeafoodSource.



Les gens achètent et vendent du poisson dans un marché de Zanzibar (Tanzanie).

AFP/GETTY IMAGES



## Des applis aident les fermiers africains à diversifier leurs récoltes

PERSONNEL D'ADF

Une appli de téléphone cellulaire aide les agriculteurs kényans à diversifier leurs récoltes et améliorer les rendements, malgré les difficultés économiques provoquées par la pandémie de Covid-19.

DigiFarm aide les fermiers à obtenir les produits tels que les semences et les engrais. Elle les aide aussi en ce qui concerne l'assurance, les prêts pour diversifier les récoltes et l'accès aux marchés. Elle va même jusqu'à aider aux préparations pour des conditions climatiques extrêmes telles que la sécheresse et l'inondation.

DigiFarm est un service gratuit du géant des télécom Safaricom qui a été lancé en 2017, mais la plupart de ses 1,4 million d'utilisateurs se sont inscrits après l'arrivée de la pandémie, déclare Elizabeth Mudogo de DigiFarm au Star of Kenya. L'appli s'est récemment étendue au Nigeria et en Tanzanie.

Le Kenya possède 4,5 millions de petits agriculteurs, selon les statistiques gouvernementales. Leur production représente plus de 60 % des aliments du pays.

Pendant la pandémie, ils ont été forcés d'améliorer leurs méthodes. DigiFarm est l'une des nombreuses innovations qui se répandent dans l'industrie agricole africaine et qui aident à réduire l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la pauvreté.

La jeune population technocentrique du continent embrasse l'agro-technologie en utilisant les applis mobiles, l'intelligence artificielle et les drones pour aider à développer une industrie agricole plus diversifiée et résiliente. En plus de DigiFarm, des sociétés telles que HelloTractor au Nigeria utilisent une appli mobile pour rationaliser le partage des équipements agricoles.

En outre, Twiga est une plateforme mobile kényane d'e-commerce qui récolte, achète, emballe et livre les produits depuis les fermes des membres directement aux marchands en numérisant la chaîne d'approvisionnement. Elle affirme qu'elle court-circuite les intermédiaires, élimine les gaspillages des aliments et réduit leur prix. Twiga Foods s'est développée depuis Nairobi vers cinq autres grandes villes pendant la pandémie et elle a récemment annoncé son expansion en Ouganda.

Un employé de DigiFarm se prépare à recevoir les agriculteurs dans un centre de collecte du Kenya. REUTERS

## L'Ouganda et le Soudan du Sud conviennent d'éliminer les visas

PERSONNEL D'ADF

Les Ougandais qui voyagent au pays voisin du Soudan du Sud n'ont plus besoin de visa pour entrer dans le pays.

Cette action répond à celle prise par l'Ouganda en septembre 2021 pour éliminer les exigences de visa d'entrée pour les Soudanais du Sud. Deng Dau Deng, ministre adjoint des Affaires étrangères du Soudan du Sud, a confirmé ce développement et déclaré que la décision de son pays s'alignait avec les exigences de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).

La CAE est un organisme intergouvernemental régional basé à Arusha (Tanzanie). Le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie sont les autres états membres.

En juillet 2021, le Soudan du Sud et le Kenya ont aussi éliminé les visas pour leurs ressortissants voyageant entre les deux pays.

Le Soudan du Sud est le tout dernier membre de la CAE. Son traité de fondation prévoit le libre mouvement des peuples et des travailleurs dans les états membres. Le marché commun de la CAE assure aussi les mouvements sans restrictions des biens et des capitaux. Il octroie aussi un droit de résidence, c'est-à-dire le droit pour le ressortissant d'un pays de vivre dans un autre pays membre.

Le Soudan du Sud a rejoint la CAE en 2016 mais son adoption de certains protocoles, y compris celui de l'établissement du marché commun, a été lente.

Les états membres de la CAE ont lancé une exposition annuelle pour développer le tourisme dans la région après la pandémie de Covid-19, selon le reportage d'eTN Tanzania.



Des voyageurs du Soudan du Sud traversent un pont en bois pour entrer en Ouganda.

THE ASSOCIATED PRESS

# NANA YAA ASANTEWAA

## et la guerre du trône d'or

PERSONNEL D'ADF

Une femme ashanti qui a fait honte aux guerriers de sa tribu pour qu'ils se défendent eux-mêmes il y a plus d'un siècle est devenue un symbole de liberté au Ghana. Les actes d'Yaa Asantewaa ont provoqué la guerre finale entre les Britanniques et les Ashantis, connue sous le nom de guerre du trône d'or.

En 1752, les Britanniques établissent un comptoir commercial qu'ils appellent la Côte-de-l'Or sur le golfe de Guinée. Il devient leur centre commercial africain, notamment pour l'or, les diamants, le bois, l'ivoire, le cacao et le grain. À la fin du dix-neuvième siècle, les Britanniques continuent à élargir leur territoire aux dépens des royaumes locaux et à forcer les chefs de tribu à se soumettre à leur autorité.

Les Ashantis ripostent, en gagnant contre l'Empire britannique les deux premières des cinq guerres qui sont finalement menées.

La rébellion finale, appelée la guerre du trône d'or, dure environ six mois en 1900.

Le « trône d'or » est un symbole de l'unité nationale ashanti. Ce n'était pas en fait un trône. Lorsqu'il n'était pas utilisé, il était placé contre un mur pour que les âmes des Ashantis morts puissent venir s'y reposer. Il ne touchait jamais le sol et reposait toujours sur une couverture. Il était transporté sur un coussin car seul l'Asantéhéné (roi ashanti) était autorisé à le toucher. Dans certaines cérémonies, il reposait sur son propre trône.

La guerre finale commence lorsque Frederick Mitchell Hodgson, le gouverneur britannique, exige la remise du trône d'or comme preuve de la soumission des Ashantis au protectorat britannique.

C'est à ce moment qu'Yaa Asantewaa entre dans l'histoire.

### LA REINE MÈRE

Elle est née en 1840 et a un frère. Ce dernier, nommé Afrane Panin, devient un chef de tribu et elle grandit pour devenir une fermière chevronnée et prospère. Lorsque son frère meurt en 1894, elle utilise sa position de reine mère pour désigner son petit-fils comme nouveau chef.

En 1896, les Britanniques exilent le roi ashanti aux Seychelles, ainsi que le petit-fils de Yaa Asantewaa et d'autres membres de la classe dirigeante de la tribu. Yaa Asantewaa devient régente de l'un des districts.

Lorsque Frederick Mitchell Hodgson exige le trône d'or, les autres dirigeants des Ashantis se réunissent en secret pour débattre d'une réponse appropriée. Yaa Asantewaa y participe puisque, en tant que reine mère, elle est la gardienne officielle du trône d'or. Elle adresse les membres du conseil avec

un bref discours qui fait maintenant partie du folklore ghanéen. Il existe plusieurs versions du discours. En voici une :

*Je vois que certains d'entre vous ont peur d'aller se battre pour notre roi. Si vous, les chefs d'Ashanti, allez vous comporter comme des lâches sans lutter, vous devriez échanger votre pagne pour porter ma culotte.*

On dit qu'elle ponctue son discours en saisissant un fusil et le déchargeant devant les hommes assemblés.

Les autres chefs la choisissent pour qu'elle dirige les combattants. La reine mère prend en charge une armée de 5.000 soldats.

La rébellion enregistre initialement des succès et les combattants ashantis prennent d'assaut le fort de Kumasi où les Britanniques s'étaient réfugiés. Plusieurs mois plus tard, le gouverneur britannique envoie suffisamment de soldats pour maîtriser la révolte.

Les Britanniques capturent Yaa Asantewaa et quinze de ses conseillers et les exilent tous aux Seychelles. Yaa Asantewaa meurt en exil en octobre 1921. Trois ans plus tard, le roi et les membres restants de la cour ashanti exilée rentrent chez eux. Le roi donne à Yaa Asantewaa l'enterrement royal qui lui est dû.

En 1957, ce qui avait été le royaume ashanti est intégré au Ghana, premier pays d'Afrique subsaharienne à gagner son indépendance.

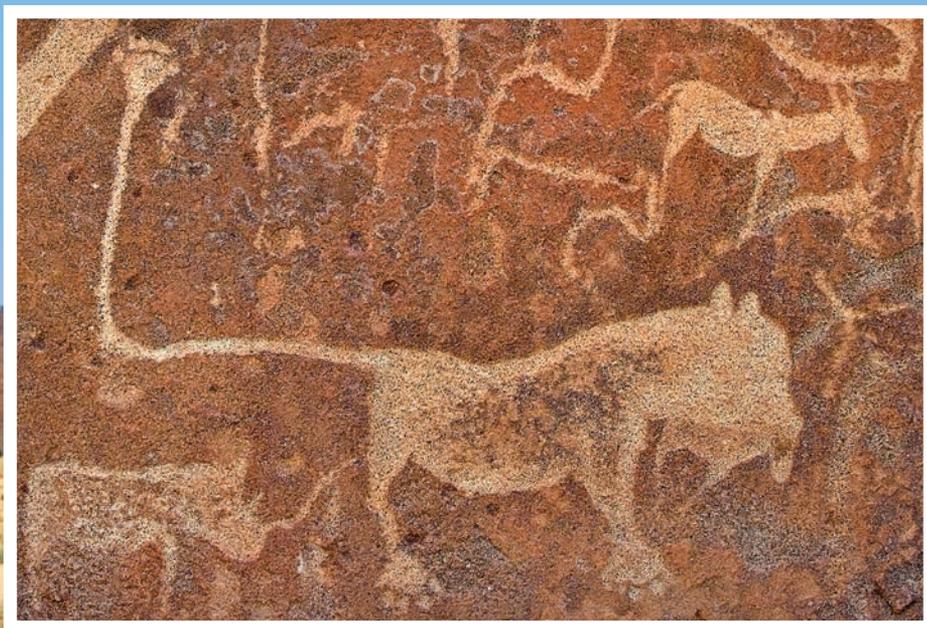
Aujourd'hui, la guerre du trône d'or est aussi connue sous le nom de guerre d'Yaa Asantewaa. Elle est commémorée dans une chanson ashanti :

*Yaa Asantewaa  
La femme qui se bat contre les canons  
Vous avez accompli de grandes choses  
Et vous avez bien fait*



# INDICES

- 1** Le nom de cette vallée se traduit par « la source du doute ».
- 2** Le site est le plus connu pour avoir l'une des plus grandes collections de pétroglyphes (dessins gravés sur roche) en Afrique.
- 3** Les dessins sur les roches incluent des éléphants, des autruches, des girafes, des personnes et des empreintes. Certains remontent à l'ancien âge de la pierre.
- 4** Les dessins de roche fournissent des archives exhaustives sur les rituels des communautés de chasseurs-cueilleurs sur une période d'au moins 2.000 ans.



# PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

## Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

## DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

### EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

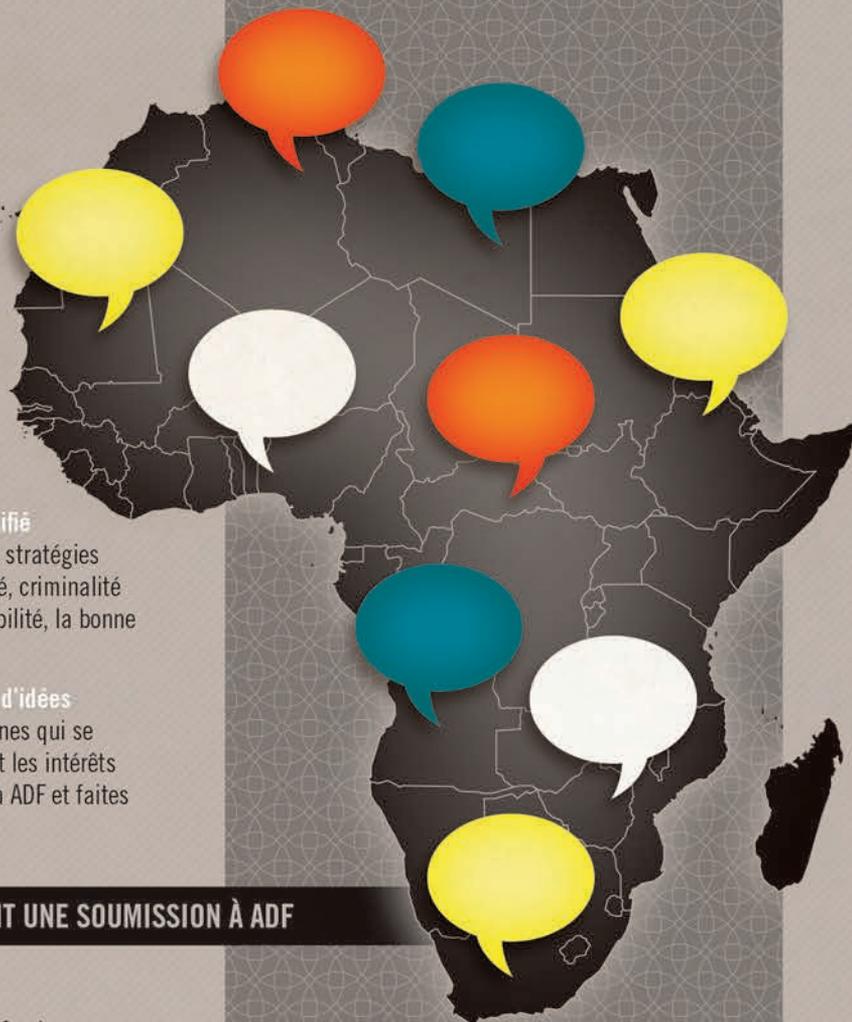
**DROITS D'AUTEUR** Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

### SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : [ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com). Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Unit 29951  
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Kelley Kaserne  
Geb 3315, Zimmer 53  
Plieninger Strasse 289  
70567 Stuttgart Germany



## VOUS ÊTES IMPATIENT DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

À ADF-Magazine.com, nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



### RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, [ADF-Magazine.com](http://ADF-Magazine.com), ou en envoyant un courriel à [News@ADF-Magazine.com](mailto:News@ADF-Magazine.com).

